OFFENSIVE CHINOISE AU VIETNAM

seul l'impérialisme sera gagnant

P. 24

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 560 - 24 février 1979 - prix : 4,50 F

Dans les entreprises:

grèves

et

manifestations

p.15 à 18

LONGWY - St ETIENNE - DENAIN...

c'est tous ensemble qu'il faut réagir !

IRAN: Khomeiny veut désarmer la population

P.5

SOMMAIRE

DANS LE MONDE

Page 4 :
— **Tchad : les affres de la politique africaine française.**
— **Espagne : tout est prêt pour la farce électorale.**
Page 5 :
— **Iran : Khomeiny veut désarmer la population.**

EN FRANCE

Page 6 :
— **La forêt ne rapporte pas assez, les feuillus menacés de licenciement.**
— **Maffre-Beaugé : les nouveaux rouges.**
Page 7 :
— **Barre aboie : il faut lui rabattre son caquet.**
Page 8 :
— **En bref.**
Page 9 :
— **Ceux qui tricolorent à l'européenne.**
— **Peyrefitte et la tête des autres.**
Page 10 :
— **L'ordinateur des journées d'action.**
— **Beullac pense à la formation des jeunes pour le chômage.**
Page 15 :
— **La journée du 16 dans la sidérurgie.**
Page 16 :
— **Mouvements de grève dans les assurances.**
Page 17 :
— **48 heures de grève dans les banques.**
Pages 18 et 19 :
— **Dans les entrerises : Dassault Saint-Cloud ; Renault centre technique Rueil ; Renault-Cléon ; SNIAS Marignane ; Norton (La Courneuve) ; Berliet RVI (Vénissieux - Saint-Priest) ; CGCT (Vaugirard) ; mines de Carmaux.**

DOSSIER

Pages 11 à 14 :
LA GAUCHE ET LA GUERRE D'ALGERIE :
— **Une page particulièrement honteuse de l'histoire de la gauche française.**
— **Novembre 1954 : Mendès-France et Mitterrand déclenchent la guerre à outrance... Mars 1956 : le PC vote les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour intensifier la guerre coloniale.**

DIVERS

Page 20 :
— **Films :** Coup de tête, **de J.-J. Annaud ;** Coco la fleur candidat, **de C. Lara ;** Le pot de vin, **de S. Corbucci.**
Page 21 :
— **Livres :** L'Ivankiade, **de V. Voïnovitch ;** Nouveau guide du militant, **de D. Langlois ;** Une bouffée de mort, **de I. Asimov ;** Vive le centenaire du PCF, **de G. Konopnicki ;** Le sang de l'espoir ; La puce à l'oreille, **de C. Duneton.**
Page 22 :
— **Exposition :** Avant les Scythes : **préhistoire de l'art en URSS.**
Page 23 :
— **Télévision : à propos d'**Holocauste : **l'insurrection du ghetto de Varsovie.**

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON
Composition :
Département Offset-Presse - L.I.T.O. - 236-45-28
4 ter, rue du Bouloi, Paris (1er)
Impression : INTERPRESS
12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers
Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Le directeur de "Rouge" incarcéré

Mardi 20 février au soir, le directeur de la publication de **Rouge** a été incarcéré à la prison de Fleury-Mérogis pour être ensuite conduit par les gendarmes devant le magistrat instructeur du tribunal de Besançon, le lendemain. Il était libéré le mercredi à 18 h 30 après que de nombreuses protestations se soient élevées.

Mais il reste inculpé parce qu'en 1977, les travailleurs de Lip avaient fait imprimer un journal, **Lip Républicain,** qui ressemblait au quotidien régional **L'Est Républicain,** et dont les caractères pouvaient venir de l'imprimerie de **Rouge.**

L'Est Républicain avait porté plainte pour « **contrefaçon et imitation frauduleuse d'une marque appartenant à autrui** ».

Comment se fait-il qu'Alain Bobbio se soit retrouvé en prison, alors que ce type d'infraction ne peut concerner éventuellement qu'un directeur d'imprimerie, selon le syndicat CGT des journalistes ? L'arbitraire de cette arrestation a soulevé la réprobation quasi unanime des journalistes.

Quand il s'agit du directeur de publication d'un journal d'extrême-gauche, la justice ne s'embarrasse pas des formes. Elle n'hésite pas à employer les méthodes les plus expéditives.

Lutte Ouvrière est solidaire d'Alain Bobbio, proteste contre les méthodes qui ont conduit à son incarcération momentanée et contre son inculpation.

D.L.

COMBAT OUVRIER
Mensuel communiste révolutionnaire (trotskyste)

Dans son N° 10 du samedi 17 février, Combat Ouvrier **appelait à la solidarité avec Mme Mirval, mère d'un jeune Guadeloupéen Patrick Mirval, dont les responsables de la mort, le 22 février 1974, à la prison de Fleury-Mérogis, n'ont toujours pas été mis en cause.**

" Nos enfants pour la loi française sont moins que des chiens "

Le 22 février, il y aura cinq ans que le jeune Guadeloupéen Patrick Mirval a été assassiné à la prison de Fleury-Mérogis. Ses assassins n'ont jusqu'à ce jour pas été inquiétés. Une récente décision de la Cour de cassation vient les rassurer davantage si besoin était.

En effet une première fois, le juge d'instruction avait conclu qu'il n'y avait lieu de poursuivre quiconque pour « homicide involontaire et non assistance à personne en danger ». Une seconde fois, en appel, le 23-11-77, le tribunal avait confirmé cette décision et, sur la demande de la mère de Patrick, Mme Mirval, il avait considéré les « faits de coups mortels » pour conclure à un non-lieu sur ce point également. Les gardiens de prison ont battu, brutalisé, étranglé (on a retrouvé du sang dans ses poumons) Patrick Mirval, mais ce 23-11-77 la justice refusait une fois de plus de les poursuivre pour meurtre.

C'était trop. Mme Mirval et ses avocats ont réclamé que ce jugement soit révisé en Cour de cassation. Mais ce droit même vient d'être refusé. Le 4-1-79, la Cour de cassation, cour criminelle, à Paris, a rejeté le pourvoi en cassation de Mme Mirval. Le procès ne sera donc pas révisé en Cour de cassation. Ajoutons que le 4 janvier, selon la cour elle-même, l'audience était publique. Mme Mirval n'y fut pourtant pas convoquée.

Elle nous a déclaré alors même qu'elle venait d'apprendre le rejet de son pourvoi en cassation : « Il n'y a pas de justice pour nous, les gens de couleur, les ouvriers, en France. Dès l'instant qu'il s'agit d'un procès concernant un Antillais en France, c'est ainsi. Il n'y a qu'à voir le procès Melyon : les vrais responsables ont été mis hors de cause. Il faut que nous rendions notre justice nous-mêmes ».

« Je souhaite que la décision de la Cour de cassation soit divulguée. Quelqu'un qui tue un chien doit payer une amende. Il est condamné. Mais nos enfants, pour la loi française, sont moins qu'un chien ».

CARAVANES DE LUTTE OUVRIÈRE

Pour mieux connaître nos idées et notre mouvement

Des caravanes de Lutte Ouvrière se déplacent dans différentes villes (ou leur banlieue) du pays. En soirée (et en matinée le dimanche) vous y trouverez des expositions et des animations audiovisuelles suivies d'un débat.

Alors, si vous habitez les communes qui nous accueillent, venez rencontrer nos camarades pour leur apporter votre soutien, votre sympathie, pour exposer votre accord ou vos désaccords avec les idées que nous défendons, mais de toute façon pour discuter en toute liberté et toute fraternité des sujets qui nous préoccupent tous.

Rendez-vous donc aux caravanes de Lutte Ouvrière dont nous publions ci-dessous les itinéraires dans l'agglomération parisienne pour les jours à venir.

Vendredi 23 février

UCKANGE (Moselle) - Centre socio-culturel - 20 h.
JOUE-LES-TOURS (Indre-et-Loire) - Hôtel de Ville, salle A - 21 h.

Samedi 24 février

GANDRANGE (Moselle) - A l'école - 20 h.
SAINT-JEAN-DE-BRAYE - A la salle de la mairie - 20 h 30.
MONTS (Indre-et-Loire) - A la MJC - 15 h.
LYON - Centre social Duchère-Plateaux - 20 h.

Dimanche 25 février

JŒUF (Moselle) - Annexe de l'Hôtel de Ville - 18 h.
AMBOISE (Indre-et-Loire) - Théâtre, salle Molière - 15 h.

Lundi 26 février

FROIDCUL (Moselle) - Foyer des Vieux - 20 h.
SAINT - JEAN - DE - LA - RUELLE (quartier des Chaises) - Centre social des Chaises - 20 h 30.
TOURS (Indre-et-Loire) - Quartier Sanitas Beaujardin - Salle du patronage Beaujardin - 20 h 15.
LYON-GERLAND - 302, av. Jean-Jaurès - 20 h.

Mardi 27 février

CLOUANGE (Moselle) - Salle des fêtes - 20 h.
LA CHAPELLE - SAINT - MESMIN - Salle de la mairie - 20 h 30.
VAULX-EN-VELIN (ECOIN-SOUS-LA-COMBE) (Rhône) - Salle LCR - Chemin Voltaire - 20 h.
TOURS (Indre-et-Loire) - Quartier Tonnelle - Saint-François - Salle Saint-François - 20 h 30.

Mercredi 28 février

LOCHES (Indre-et-Loire) - Salle des fêtes - 20 h 30.

Bulletin d'abonnement aux publications de Lutte Ouvrière

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : prix : 120 F
pour une période de six mois : prix : 70 F

LUTTE DE CLASSE
pour une période de un an : prix : 50 F
(mensuel politique publié par **Lutte Ouvrière**)

CEUX DU TECHNIQUE
pour un période de un an : prix : 10 F
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par **Lutte Ouvrière**).

Ci-joint la somme totale de : francs .....
. . . . . .

NOM : . . . . . .
. . . . . .
Prénom : . . . . . .
. . . . . .
Adresse : . . . . . .
. . . . . .
. . . . . .
Code postal : . . . . . .
. . . . . .
. . . . . .

Joindre la somme par chèque au mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles.

Longwy, Saint-Etienne, Denain...

C'est tous ensemble qu'il faut réagir !

ALORS que le mécontentement grandit dans le pays, alors que personne ne peut ignorer la colère des travailleurs lorrains, de ceux du Nord, de ceux de la Loire, alors que tous crient leur refus du chômage et des bas salaires, Barre déclare tranquillement qu'il n'a pas l'intention de changer quoi que ce soit à sa politique économique !

Il rejette avec mépris l'idée d'un impôt sur la fortune, lancée de façon pourtant bien vague par son propre parti, et il déclare cyniquement : « L'emploi dépend essentiellement de la capacité des entreprises à faire des profits grâce auxquels elles peuvent financer des investissements ».

Plus que jamais Barre étale son arrogance, son mépris des travailleurs, sa volonté de ne rien leur céder. Il est là en première ligne, au sein de la tourmente économique, pour défendre envers et contre la classe ouvrière les profits des patrons, et il s'en vante.

Il ne suffit pas que les travailleurs montrent leur mécontentement pour faire plier ces gens-là. Il faut qu'ils se fassent craindre.

Il y a trois semaines, le gouvernement n'avait pas la même morgue, quand les coups de colère des sidérurgistes, débordant les états-majors syndicaux, lui ont donné un avant-goût de ce que pourrait être la colère des travailleurs. Ça n'a pas traîné, ils ont lâché du lest. Oh ! pas grand-chose : l'avance de l'âge de la pré-retraite. Mais nous, les travailleurs, nous avons senti que nous avions le pouvoir de nous faire craindre et de faire filer doux patrons et gouvernement.

Oui, le gouvernement a eu peur que les coups de colère isolés ne mettent le feu aux poudres.

Et il a tout fait pour circonscrire cette colère aux limites de la seule Lorraine et de la seule région du Nord. De discours sur les problèmes régionaux en plan de redressement pour sauver la Lorraine, ou le Nord, il voudrait faire croire que ce sont là des cas particuliers, des régions à part frappées par la malchance et la fatalité. Car patrons et gouvernement ne craignent rien autant que de voir la colère trop longtemps contenue éclater tout d'un coup dans le pays. Ils ne craignent rien tant que la conjonction entre toutes les luttes du pays.

Mais les directions syndicales font tout, elles aussi, pour régionaliser, sectorialiser, émietter, limiter les luttes : le Nord après la Lorraine, les banques après la sidérurgie, les assurances avant l'EDF ; Longwy un jour, Denain un autre, Saint-Etienne un troisième ! Ils voudraient disperser, diviser, diluer la force des travailleurs, qu'ils ne s'y prendraient pas autrement !

C'est d'autant plus criminel qu'en Lorraine, puis dans le Nord, puis dans la Loire, à chaque fois la démonstration a été unanime, puissante, impressionnante. Oui, les travailleurs dans tout le pays ont les mêmes inquiétudes et la même colère. Ils ont aussi la même volonté de combattre. Car ils subissent la même offensive du patronat et du gouvernement.

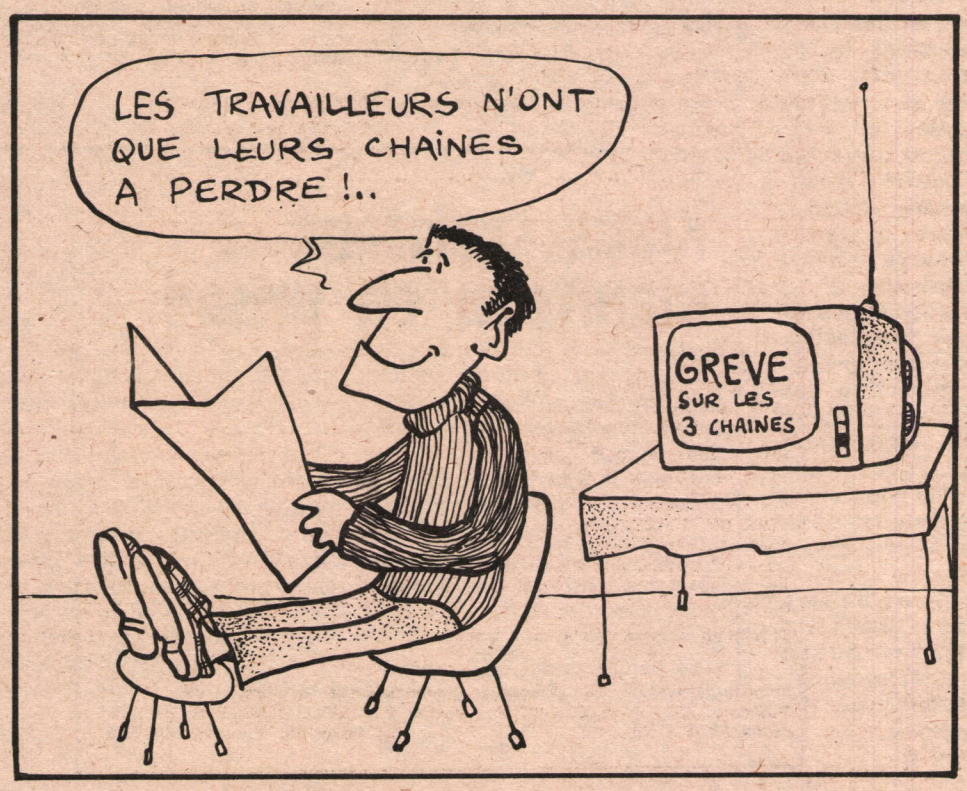
Il est d'autant plus criminel de la part des directions syndicales de ne pas tracer comme perspective aux travailleurs celle d'une riposte unique puisqu'elle est possible, qu'elle est à portée de main.

C'est le seul moyen qu'ont les travailleurs d'imposer leur volonté, de se faire craindre des gouvernants et d'obliger les patrons à céder.

Manifester son mécontentement, exprimer son ras-le-bol, lâcher la vapeur de temps en temps, faire des débrayages par ci, des manifestations par là, ça n'impressionne pas les patrons, ça ne les contraint pas à reculer. Pour cela, il faut qu'ils sentent la volonté de vaincre, la colère profonde, la détermination que rien n'arrête : ni les limites régionales ni les barrières corporatives, ni même les hésitations des dirigeants syndicaux. C'est pour cela que quelques centaines de sidérurgistes ont fait frissonner patrons et gouvernants. En s'y mettant tous, nous pouvons les vaincre.

Arlette LAGUILLER

Merci aux grévistes de la SFP



Depuis maintenant une quinzaine de jours, les employés de la SFP sont en grève contre les menaces de licenciements qui pèsent sur eux.

Pour les téléspectateurs, cette grève signifie bien sûr la suppression d'un certain nombre d'émissions intéressantes ou gaies qu'ils ont l'habitude de suivre et qu'ils regrettent aujourd'hui. Encore que la télévision ne soit pas irremplaçable. Le nombre important d'entrées dans les cinémas, les musées et les expositions, qui a coïncidé avec la grève et que la grande presse a souligné, montre en effet que les téléspectateurs ne sont pas aussi rivés à leur fauteuil qu'on aimerait nous le persuader.

Et puis, les écrans silencieux permettent aussi de n'avoir à supporter Barre qu'à plus petite dose, puisqu'il doit se contenter d'un petit passage aux actualités télévisées... C'est inhabituel et cela fait du bien, même si, bien sûr, il ne manque pas de se rattraper à la radio et dans la presse.

Alors, la grève à la télévision nous fait peut-être perdre quelques bonnes émissions mais.... gagner à n'en pas voir quelques autres ! De toute façon, c'est une cure rafraîchissante et une occasion de faire fonctionner d'autres antennes que celles de la télévision pour nous informer, en discutant par exemple !

Et finalement, tout cela vaut bien un grand merci aux grévistes de la télévision !

L.V.

TCHAD :

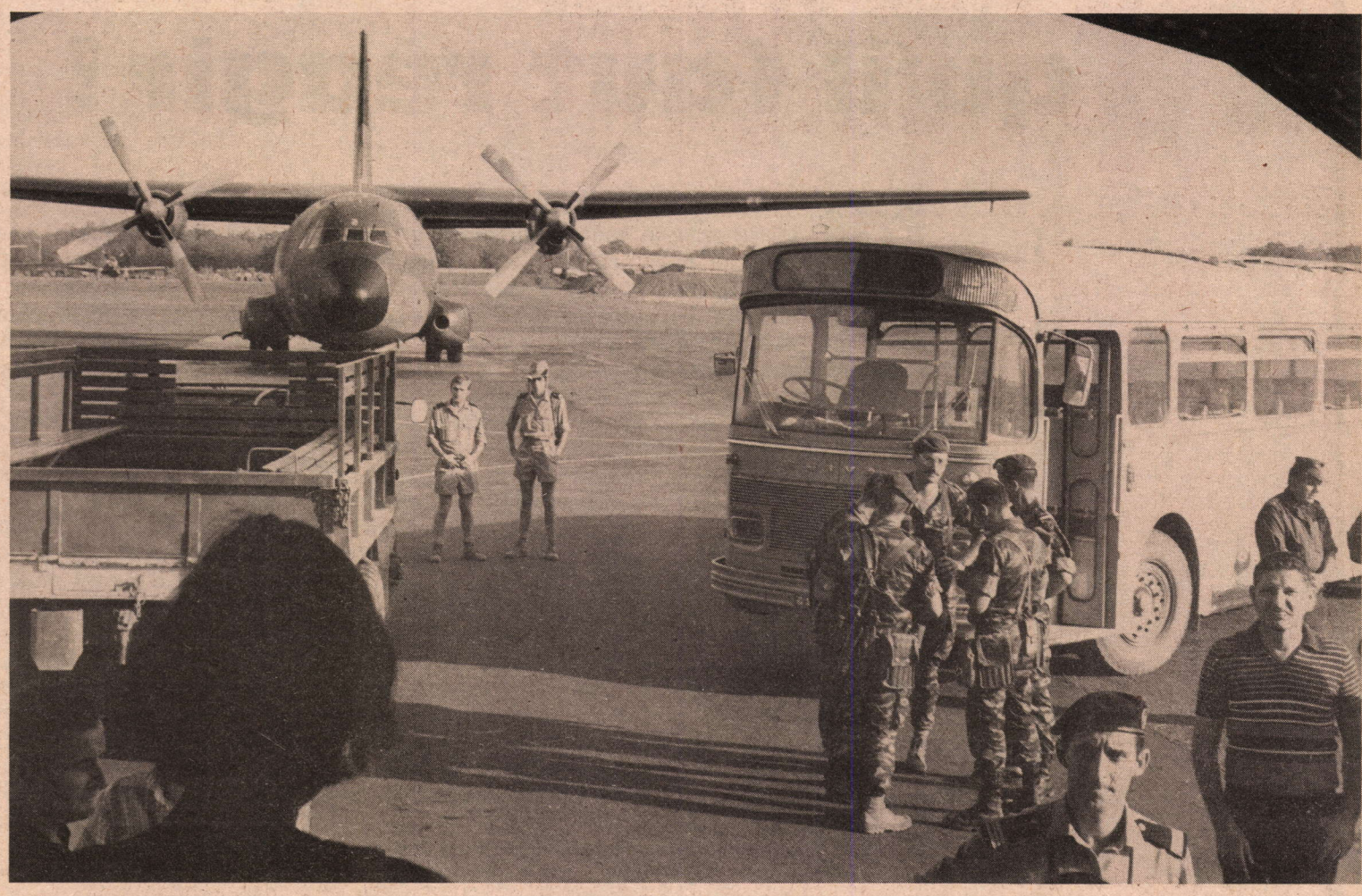
Les affres de la politique africaine française

Après une semaine d'hostilités à N'Djamena, la capitale du Tchad, l'affrontement entre les forces du président Malloum et celles d'Hissène Habré, son Premier ministre, qui semblent contrôler la majeure partie de la capitale, a momentanément abouti à un cessez-le-feu.

Dans ce pays où les colonisateurs se sont appuyés traditionnellement sur les ethnies du sud, il y a quelques années a éclaté un soulèvement dans les régions du nord, la révolte des Toubous. Ni le gouvernement officiel du Tchad, ni l'armée française, qui l'appuyait par son intervention directe, n'ont pu les mater. Incapable de vaincre par la répression, l'impérialisme français a cherché à s'en tirer par des moyens politiques, en patronnant comme Premier ministre un transfuge de la guérilla d'opposition, l'ex-chef rebelle Hissène Habré.

Le Tchad n'en est pas devenu plus stable pour autant. Non seulement ceux qui ont pris les armes contre le régime à la solde de l'impérialisme français ne les ont pas déposées, mais sur cette situation s'est greffé un problème supplémentaire.

Deux candidats pour une même place de dictateur, c'en était un de trop. Malloum et Hissène Habré ont fini par s'affronter les armes à la main, pour décider qui aura la place.



Deux candidats dictateurs se disputent la première place au Tchad : l'armée française attend pour choisir le camp du vainqueur.

Cette situation a bien embarrassé les paras de Giscard et le gouvernement français. Il ne fallait pas qu'ils quittent trop tôt le camp de Malloum car, s'il restait le vainqueur de l'épreuve de force, la France risquait de se voir mise à la porte pour ne pas l'avoir soutenu jusqu'au bout.

Pas question non plus de soutenir trop tard Hissène Habré car, s'il sortait vainqueur sans rien leur devoir, c'est lui qui serait tenté de se passer des bons soins de Giscard et de l'impérialisme français. C'est pourquoi, de peur de se faire envoyer voir ailleurs, les troupes françaises ont été réduites à se garder elles-mêmes, en attendant qu'on puisse leur dire dans quel camp il faut qu'elles aillent. Décidément, ce n'est pas toujours glorieux d'être les fantassins d'un impérialisme de seconde zone.

Gil LANNOU

ESPAGNE :

Tout est prêt pour la farce électorale

Jeudi prochain 1er mars auront lieu dans toute l'Espagne des élections législatives générales, à l'issue desquelles les députés élus composeront le nouveau Parlement espagnol. Ces élections devraient ainsi marquer le démarrage officiel du nouveau régime mis en place prudemment, en différentes étapes, depuis la mort de Franco, par Juan Carlos et Suarez.

Les élections, comme le référendum constitutionnel du 6 décembre qui les a précédées, visent à doter l'Espagne d'institutions lui permettant de jouer au parlementarisme, comme le font les autres démocraties occidentales. Car c'est bien en cela que consiste le soi-disant processus de démocratisation engagé par les gouvernants espagnols et dans le cadre duquel va se jouer, le 1er mars, le dernier acte.

Pour celui-ci, on n'attend plus que les électeurs, car les acteurs sont prêts et le décor soigneusement monté. Il l'a été avec l'aide empressée de tous les partis, depuis bien sûr l'Union du Centre Démocratique de Suarez, jusqu'au Parti Socialiste et au Parti Communiste. Sans ces derniers, sans leur participation, Suarez n'aurait jamais pu consolider son régime, faire passer sa Constitution (pour laquelle ils appelèrent à voter oui) et, tout en parlant de démocratie, imposer l'austérité à la population. Pour ces prochaines élections législatives, une fois de plus, le Parti Socialiste et le Parti Communiste n'ont pas fait faux bond à Suarez. Ils n'ont en effet pas ménagé leurs efforts, au cours de la campagne électorale, pour entretenir les illusions de la population laborieuse quant à ce que pourraient lui apporter les urnes... si elle sait élire un nombre suffisant de députés socialistes ou communistes.

Mais pendant que tous les partis répètent leur rôle et s'apprêtent à participer à la grande farce électorale, les travailleurs ne restent pas spectateurs. Il ne se passe pas une journée sans que des milliers, voire des centaines de milliers de travailleurs, de l'industrie textile et des services publics notamment, ne manifestent et ne débrayent pour protester contre leurs salaires, leurs conditions de travail et la crise dont ils supportent le poids.

Pour la classe ouvrière espagnole, les élections du 1er mars ne règleront rien. Derrière une façade plus libérale que celle que présentait le régime de Franco, derrière les oripeaux de la nouvelle démocratie parlementaire espagnole, les travailleurs trouveront toujours la même vieille réalité, celle d'un gouvernement au service des bourgeois, des riches, contre les travailleurs. Quelle que soit la composition du Parlement qui sortira des élections législatives, la classe ouvrière restera exclue des décisions importantes, elle n'aura pas plus qu'auparavant son mot à dire dans les affaires du pays qui la concernent au premier chef.

La classe ouvrière n'a rien à attendre des urnes. C'est sur ses luttes, sur les lieux où son poids social est déterminant, qu'elle devra compter pour défendre ses intérêts.

Lucienne PLAIN.

Les vitrines brisées de l'Amérique

Sept cents personnes arrêtées en une journée pour pillage ou non-respect du couvre-feu. Ce n'était pas dans un pays misérable d'Afrique ou d'Asie, mais le 20 février 1979 à Baltimore, aux Etats-Unis, à la suite d'une tempête de neige.

Il n'a fallu, dans le pays qui se dit le plus riche du monde, qu'une tempête de neige pour faire voler les vitrines en éclats et déclencher le pillage, comme il avait suffi à New York d'une panne d'électricité plongeant la vie dans l'obscurité pour provoquer des incidents semblables.

A Baltimore, le 20 février, les flics n'étaient pas assez nombreux pour arrêter tous les pillards et les prisons pas assez vastes pour les héberger.

Parions cependant que les citoyens riches et influents de la ville sauront prendre les décisions qui s'imposent pour remédier, avant la prochaine émeute, à la disproportion illogique entre la taille des prisons et celle des supermarchés...

P.V.

Klaus Croissant maintenu en prison

Deux ans et demi de prison et quatre ans d'interdiction professionnelle, telles sont les peines prononcées vendredi 16 février par un tribunal de Stuttgart contre Klaus Croissant, avocat du groupe Baader. Arrêté en juin 1975, extradé de France en novembre 1977, celui-ci a déjà passé plus de 18 mois en prison.

Le parquet avait requis contre lui trois ans et demi d'emprisonnement et cinq ans d'interdiction professionnelle. Il n'a donc pas été suivi jusqu'au bout par les juges, aux prises avec les difficultés de démontrer la culpabilité de Croissant. Mais la condamnation qui le frappe aujourd'hui n'en est pas moins lourde. Pour des faits que le tribunal n'a pas réussi à prouver, malgré son acharnement, et pour n'avoir en fin de compte rien fait d'autre que d'exercer son métier d'avocat, c'est très cher payé !

L.P.

IRAN

Khomeiny veut désarmer la population

En Iran, Khomeiny a multiplié toute la semaine les gestes spectaculaires : la réception solennelle d'Arafat, le dirigeant de l'organisation de libération de la Palestine, l'OLP, qui a immédiatement installé son bureau dans les locaux de l'ex-ambassade d'Israël, la dissolution des Immortels, l'ancienne garde personnelle du chah, les épurations expéditives et en particulier l'exécution sommaire de huit généraux, parmi lesquels le responsable de la Savak, autant de gestes destinés à montrer que le régime en Iran avait vraiment fait peau neuve.

Mais parallèlement, Khomeiny et les membres de son gouvernement multiplient les exhortations à rendre les armes, à reprendre le travail, à rétablir l'ordre. Ils se sont faits menaçants contre « les bandits armés », « ceux qui fomentent des troubles anti-islamiques ».

Et au-delà des gestes spectaculaires tendant à faire prendre à la population la proie pour l'ombre, ce qui compte, c'est bien cette volonté de rétablir l'ordre en désarmant la population. C'est là que l'on voit sa méfiance envers les masses populaires, ces mêmes masses qui l'ont porté au pouvoir. Et c'est aussi là que l'avenir des masses se joue.

Pour l'instant, la population est au moins partiellement armée. Elle s'est armée en pillant les casernes et les arsenaux contre la volonté de Khomeiny qui ne l'avait pas appelée à le faire. Et en ce sens, mais malheureusement en ce sens seulement, Khomeiny a bel et bien été débordé pendant les deux jours du soulèvement armé. Mais si la population a outrepassé ce que voulait Khomeiny, ça a été pour le porter, lui, au pouvoir, et non pas pour s'en servir pour son propre compte.

L'ayatollah Khomeiny semble, pour l'instant du moins, avoir gardé son autorité sur la population. Une partie de la population s'est laissé désarmer par les religieux qui ont stocké le matériel militaire dans les mosquées sous leur contrôle direct. Et Khomeiny veut profiter de ce qu'il contrôle pour le moment politiquement la situation pour désarmer l'ensemble de la population, pour s'assurer le contrôle des stocks d'armes.

S'il y arrive, cela peut être lourd de conséquence pour l'avenir des masses exploitées et opprimées d'Iran car l'armée, elle, la fameuse armée du chah, n'est pas désarmée : elle est toujours prête à servir contre eux dès que Khomeiny en éprouvera le besoin.

Car l'exécution de quelques généraux ne doit pas faire oublier qu'il y en a des dizaines de milliers d'autres officiers toujours en poste à qui les soldats doivent toujours obéissance comme par le passé.

S'il réussit à désarmer la population, ça lui sera plus facile ensuite d'isoler et de désarmer les autres groupes. que ce soit le Parti Communiste ou les Fedayins. Il ne pourra pas tolérer longtemps que ces groupes aient les moyens de lui résister. Avant l'arrivée au pouvoir de Khomeiny, ces groupes ne se démarquaient pas de l'ayatollah. Ils se battaient même, eux aussi, pour le porter au pouvoir.

Aujourd'hui, ils sont dans l'opposition, une opposition certes respectueuse, mais qui tient à être reconnue par le gouvernement, et qui ne semble pas pour l'instant toute prête à se laisser désarmer sans garanties.

Khomeiny cherche à rétablir l'ordre rapidement. S'il sent que le rapport des forces lui est favorable, il peut le tenter par l'écrasement des groupes d'opposition ou au contraire par des compromis avec eux, dans un premier temps au moins. S'il réussit, dans tous ces cas-là, Khomeiny et les possédants iraniens auront gagné contre les masses exploitées et opprimées.

Mais il est possible aussi que Khomeiny ne réussisse pas à normaliser, que ces masses exploitées et opprimées, même si aujourd'hui elles suivent Khomeiny, prennent rapidement conscience que la population doit rester armée pour avoir les moyens de faire ses propres choix politiques, que les armes sont une garantie plus forte pour défendre leurs intérêts que tous les bulletins de vote et toutes les constitutions islamiques qu'on voudra bien leur accorder. C'est à la condition de prendre conscience qu'il faut rester armée, que la population pourra décider elle-même au lieu de subir.

Dominique CHABLIS

Ci-dessus :
Yasser Arafat le leader palestinien apporte son soutien à Khomeiny.

Ci-dessous :
Un partisan de l'ayatollah manifeste sa joie devant la victoire de l'insurrection. La population s'est armée pour porter Khomeiny au pouvoir. Se laissera-t-elle désarmer par lui ?

● Les groupes armés

Il est bien difficile au travers des informations rapportées par la grande presse, de se faire une opinion, même approximative, sur l'importance numérique de ces groupes, sur les milieux sociaux dans lesquels ils recrutent et sur l'écho qu'ils y rencontrent. Et ce d'autant plus que l'essentiel des impressions des journalistes et des reportages qu'ils ont réalisés, porte sur l'université de Téhéran, devenue le quartier général de nombre d'entre eux, et que l'on peut donc s'interroger sur leur présence ou leur absence dans le reste du pays.

D'autre part, les journalistes assimilent la plupart du temps des groupes qui ont pour seul point commun d'être armés sans tenir compte de leurs positions politiques qui vont de l'extrême-droite à la gauche et les placent dans des camps opposés.

Les principales tendances présentes parmi ces groupes à l'heure actuelle sont, de droite à gauche :

Le Mouvement national des Moudjahidin

Il s'agit de groupes armés qui se réclament de l'Islam et dont l'orientation est nettement et souvent violemment anti-communiste. Des heurts ont eu lieu à l'université entre eux et les groupes de gauche.

Les groupes armés khomeinystes

La plupart des groupes armés présents à l'Université sont en fait des partisans de Khomeiny. Ils jouent le rôle de service d'ordre dans les manifestations selon les instructions des dirigeants religieux et constituent actuellement en fait plus ou moins une force para-gouvernementale. Ils se sont peut-être armés sans l'autorisation de Khomeiny, mais s'ils sont prêts à mettre leurs armes au service de sa politique, Khomeiny peut parfaitement les utiliser. D'ailleurs, il a annoncé son intention d'officialiser une telle milice.

Les Fedayin

Principal des groupes armés de gauche, ce mouvement se réclame en théorie du « **marxisme-léninisme** ». Il a jusque-là toujours pris soin de ménager Khomeiny et s'est longtemps abstenu de le critiquer.

Vendredi 17 février, 10 000 personnes ont défilé à leur appel, le poing levé, derrière un portrait de Khomeiny, en scandant des slogans réclamant « **une armée du peuple** » et s'opposant à la « **censure islamique** ».

Ils semblent regrouper surtout des étudiants, des enseignants et un certain nombre de soldats et de sous-officiers de l'armée.

Enfin, il faut mentionner à part le **Parti Toudeh** (le Parti Communiste) qui ne dispose apparemment pas de groupes armés mais dont l'influence est présentée comme non négligeable parmi les travailleurs du pétrole et aussi dans les provinces kurdes et de l'Azerbaïdjan.

Pierre VERNANT

Khomeiny contre les minorités nationales

Après l'agitation de ces jours derniers dans les provinces kurdes et l'Azerbaïdjan, Khomeiny a vivement réagi contre « ceux qui menacent l'unité nationale » en les traitant de bandits. Devant la menace d'une agitation séparatiste parmi les minorités nationales, et les Kurdes en particulier, le gouvernement a déclaré qu'il ne reconnaîtrait « *aucune déclaration d'autonomie au Kurdistan* ».

Khomeiny prend les devants car il craint de les voir profiter de la situation pour poser leurs propres revendications.

Si la défaite du chah a pu soulever des espoirs parmi les minorités opprimées que compte l'Iran, les voilà averties qu'elles n'ont pas à attendre leur liberté du gouvernement islamique de Khomeiny.

Lorsqu'il déclare « *Je n'admettrai pas l'anarchie* », c'est pour dire aux nationalités du Kurdistan et de l'Azerbaïdjan qu'il ne les laissera pas revendiquer, mais c'est aussi un avertissement à tout le peuple iranien pour lui dire qu'il ne doit pas attendre du nouveau gouvernement plus de liberté que sous le chah.

Aussitôt au pouvoir, Khomeiny se préoccupe de faire reprendre le travail, de faire rendre les armes et de faire taire les minorités nationales.

Intérêt de l'Etat, d'abord ! Comme sous le chah.

Marianne MARTIN

La forêt ne rapporte pas assez, les feuillus menacés de licenciement

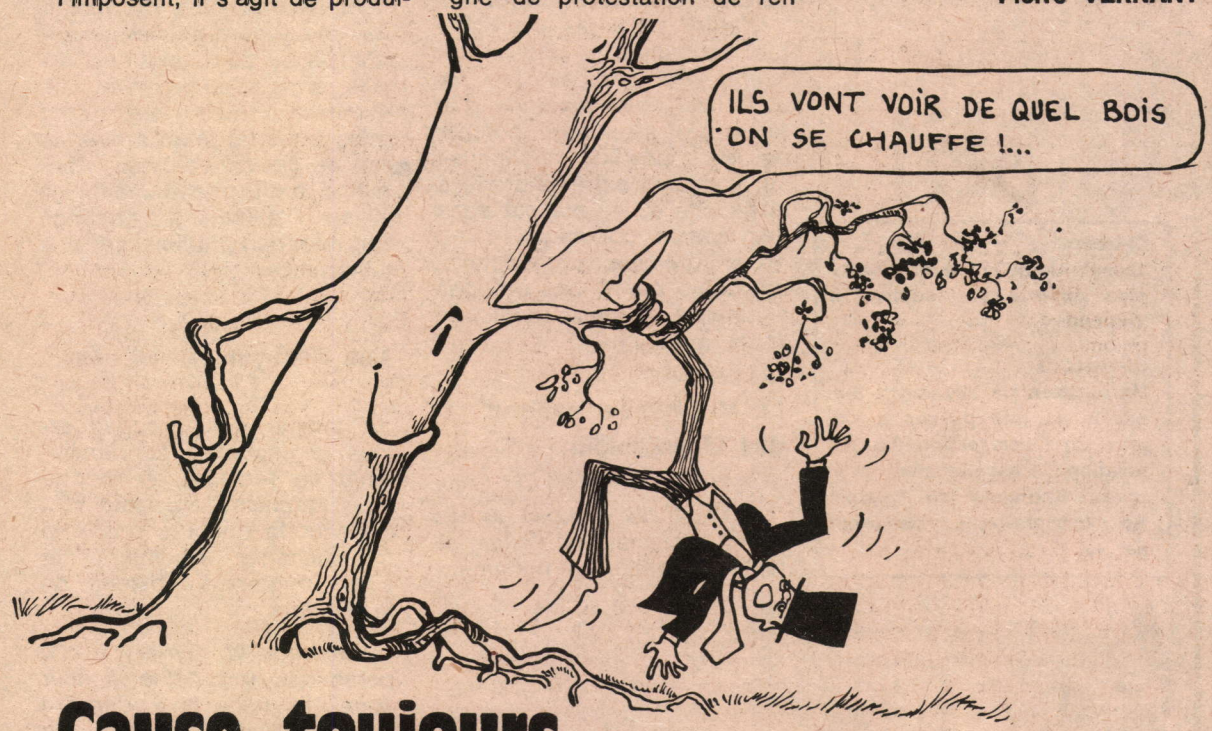
La France importe trop de bois parce que la production de ses forêts n'est pas adaptée aux besoins de l'économie : tel est le diagnostic des experts du ministre de l'Agriculture.

En avant donc pour un plan de restructuration de la forêt française ! On est en effet catégorique en haut lieu : pas question de laisser la situation pourrir comme dans la sidérurgie, il faut traiter le problème à sa racine et se mettre, non pas au bouleau, mais aux résineux.

Et que les saules pleureurs syndicaux ne viennent pas importuner monsieur le ministre avec leur habituel concert de lamentations : ce sont les exigences de l'économie qui l'imposent, il s'agit de produire de la pâte à papier et du bois de sciage pour les meubles et la construction des maisons plus vite et en plus grande quantité. Les petits arbres qui ne sont pas compétitifs doivent disparaître pour que survivent les éléments sains. Le gouvernement a d'ailleurs tenu à affirmer clairement qu'il n'était pas possible de soutenir les ormes boiteux qui seront abattus sans ménagement. Les seuls soutiens envisagés sont ceux qui seront distribués aux grands propriétaires de forêts privées qui auraient des difficultés à moderniser leurs futaies ou à déraciner leurs taillis improductifs.

Aux dernières nouvelles, les feuillus auraient décidé en signe de protestation de renvoyer leurs feuilles au percepteur avant le 1er mars. Les châtaigniers, particulièrement menacés dans certaines régions du Massif Central, se sont, eux, prononcés pour des actions plus violentes. Quant à Giscard, il a annoncé devant les boiseries de son bureau de l'Elysée où crépitait un bon feu de cheminée qu'il comprenait le désespoir des arbres et qu'il irait prochainement dîner sous un des chênes de la forêt présidentielle de Rambouillet afin de s'entretenir avec lui de la forêt du troisième millénaire. Il prépare d'ailleurs un grand appel aux arbres pour la prochaine journée de l'arbre prévue le 31 mars prochain...

Pierre VERNANT



Cause toujours...

Giscard vient de découvrir que sur les 44 lois adoptées au cours de la dernière session ordinaire du Parlement, 27 seulement sont entrées en vigueur. Comme s'il n'était pas au courant depuis belle lurette que les lois votées au Parlement dorment au fond des tiroirs tant que les décrets-lois nécessaires à leur entrée en vigueur n'ont pas été pris par le gouvernement... quelquefois, plusieurs années plus tard !

Mais ça ne fait rien, puisqu'on est dans une période où chacun des ministres y va de son couplet sur la revalorisation, qui du travail, qui de l'enseignement, qui des valeurs, etc., peut-être entend-il lui aussi se lancer dans une grande tâche de revalorisation... de la fonction de député !

Ne vient-il pas, en effet, de décider que les lois votées par ces messieurs devraient désormais être suivies immédiatement des décrets-lois d'application, et donc entrer en vigueur sans délai.

Cela fera peut-être bien plaisir à quelques députés, flattés d'apprendre que dorénavant lorsqu'ils bâillent aux longs débats et usent leurs fonds de culotte sur les bancs de l'Assemblée avant de passer au vote des lois, lesdits votes ne seront pas totalement inutiles...

Non le Parlement n'est pas une assemblée de bavards ! Non les décisions les plus importantes ne sont pas prises en dehors de lui... puisque c'est Giscard qui le promet.

M.M.

Fausse monnaie : le commerce de gros seul autorisé

De un million et demi en 1976, le nombre de faux billets de 100 francs est passé en 1978, à environ 27 millions et demi ! Avec ce Corneille devenu si facile à imiter, les gendarmes lancés aux trousses des faussaires ne savent plus où donner de la tête.

Il est en effet révolu le temps des artistes qui, avec soin et amour, gravaient à la taille-douce au fond d'une cave, la plaque devant servir à l'impression de magnifiques faux billets, qu'ils écoulaient ensuite précautionneusement. Aujourd'hui, n'importe quel bricoleur un peu débrouillard peut s'adonner à cette activité lucrative. Avec les techniques d'impression modernes et perfectionnées, remarquait un policier désabusé *« un simple employé d'imprimerie mal intentionné peut reproduire n'importe quoi »*.

Pour mettre le holà, la Banque de France s'est mise en état d'alerte : elle vient de décider pour le prochain semestre, que tous les Corneille, vrais et faux, seraient décrétés bons à jeter et remplacés par des « Delacroix, plus petits, plus complexes », censés donc décourager les plus astucieux faussaires. Ah mais ! Le maniement de la planche à billets et la fabrication en gros de fausse monnaie doivent rester le privilège de l'Etat. Pas question de laisser les petits bricoleurs empiéter impunément sur ses plates-bandes.

Maffre-Beaugé : les nouveaux rouges

Emmanuel Maffre-Beaugé a annoncé sa candidature aux élections européennes sur la liste du PCF au cours d'une conférence de presse donnée mercredi dernier en compagnie de Georges Marchais. **L'Humanité** présente cette candidature comme un succès de la politique du PCF sur les questions européennes.

Comme le déclare le journaliste, cette « **candidature est significative** ».

De fait, Emmanuel Maffre-Beaugé, connu comme un des leaders des viticulteurs du midi, présente sans doute aux yeux du PCF, toutes les garanties.

Non seulement il a dirigé par le passé la Fédération des producteurs de vins de table, mais il présidait, jusqu'à l'annonce de sa candidature, la Chambre d'agriculture du Languedoc-Roussillon. De plus militant chrétien, occitan, ne niant pas ses origines — « **Je suis un bourgeois, fils de bourgeois** » — propriétaire aisé, Maffre-Beaugé possède en outre la qualité essentielle d'être un des chefs de file du mouvement viticole contre l'intégration de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal dans le Marché commun.

Comme cela le PCF pourra faire la pige au RPR dans le Midi viticole. D'ailleurs, au cours de la conférence de presse, Maffre-Beaugé a répondu à la question d'un journaliste qui s'étonnait des similitudes de langage entre lui et le RPR, que : « **Sur le problème de l'Europe une partie de l'analyse de Michel Debré peut être convergente avec mon analyse** ».

Pour boire français, il faut voter PCF.

Entre le gros rouge venu d'Espagne et la piquette du Midi, Marchais propose aux travailleurs d'opter résolument pour la piquette qui a le mérite à ses yeux d'être bien tricolore.

Un choix clair pour les prochaines élections européennes.

C.B.

Arithmétique nationaliste

« A neuf, la Communauté compte déjà plus de six millions de chômeurs. A douze, elle en compterait neuf millions : admirable perspective ».

C'est en ces termes que, dans l'éditorial de **l'Humanité** du 22 février, René Andrieu argumente contre l'élargissement du Marché commun à l'Espagne, au Portugal et à la Grèce.

On pourrait dire aussi qu'en isolant la France des Neuf, on n'aurait que 1,5 million de chômeurs.

Il n'y a plus qu'à rendre indépendant chaque département pour que les chiffres de chômeurs tombent réellement à des niveaux dérisoires.

L'idée n'est pas venue à René Andrieu, si doué en arithmétique, qu'en additionnant leurs forces par-delà les frontières, les travailleurs d'Europe pourraient présenter un poids encore plus considérable pour lutter contre la crise et balayer le grand capital. Mais il faut croire qu'il n'y a qu'une seule arithmétique où Andrieu se sent à l'aise : l'arithmétique nationaliste.

C.B.

Rouen : des milliers de travailleurs dans la rue

Mardi 20 février, la police de Rouen a brutalement chargé une manifestation de soutien aux ouvrières de chez Kiwi.

Le lendemain, des débrayages de protestation ont été organisés dans de nombreuses entreprises de la ville. Des milliers de travailleurs sont descendus dans la rue. De nouveau, les CRS ont chargé à coups de grenades lacrymogènes les manifestants qui criaient : *« Préfet flic ! Lecanuet fasciste ! »*.

Contre les travailleurs, le gouvernement emploie la matraque. Cela peut être efficace et les faire renoncer à leurs revendications... à moins que cela donne envie aux travailleurs de s'organiser pour répondre coup par coup. Ce qui s'appellerait un retour de bâton.

D.L.

Barre aboie : il faut lui rabattre son caquet

Revenu du Canada, Barre a remis à leur place tambour battant tous ceux qui, pendant qu'il avait le dos tourné, s'étaient permis quelques écarts de langage, quelques déclarations intempestives à son goût.

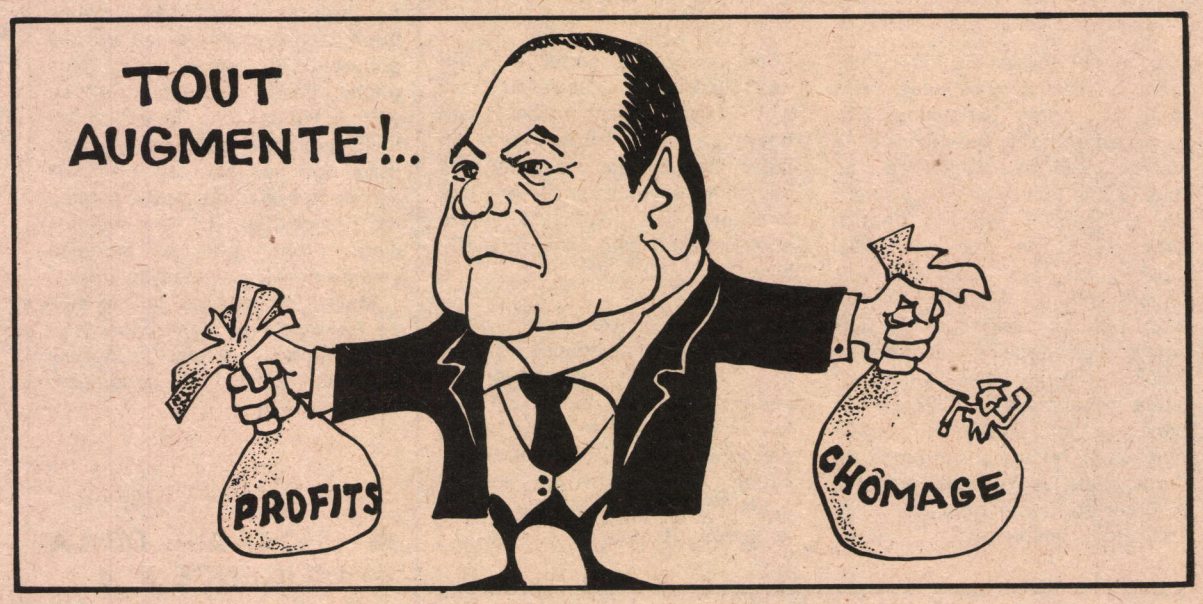
Chacun en a pris pour son grade. Aux Fourcade, Stasi et autres beaux parleurs qui s'étaient illustrés au premier Congrès de l'UDF en émettant l'idée d'une « contribution de solidarité assise sur les patrimoines supérieurs à 2 millions de francs », **destinée aux travailleurs des régions les plus touchées par le chômage, Barre a répondu, catégorique :** « Pas question ».

Fabre qui, peu de temps après, venait au rapport à l'Elysée avec sous le bras quelques timides propositions de mesures supposées créer 300.000 emplois, se faisait proprement renvoyer... à ses études et ses dossiers.

Poursuivant sur sa lancée, Barre a réaffirmé qu'il était exclu que le gouvernement change un iota, dans un sens un tant soit peu favorable aux travailleurs, à sa politique. Si le nombre de chômeurs croît, tant pis ! Si les allocations chômage diminuent, tant pis ! Si la vie devient chaque jour plus difficile pour des millions de travailleurs, tant pis ! Son seul objectif, il le claironne sans détour, sans même se donner la peine de l'envelopper de discours hypocrites comme ses ministres et autres députés, est de permettre aux capitalistes de faire des profits : la seule solution à la situation actuelle, réside pour lui « dans la capacité des entreprises... de produire, de vendre, de faire des profits grâce auxquels elles peuvent financer des investissements ».

Et Barre compte bien les aider de toutes ses forces et de tous les moyens dont dispose l'Etat : les subventions aux industriels licencieurs vont continuer à aller bon train... à moins que les travailleurs mettent bon ordre à tout ça. Et décidément, il est temps, il est grand temps !

Lucienne PLAIN



Chirac et les Halles :

des trous en perspective dans l'argent des impôts

« L'architecte en chef des Halles, c'est moi, tranquillement et sans complexes », avait déclaré Chirac en novembre dernier. Tranquillement et sans complexes, il vient donc de présenter son projet — le dernier en date d'une longue liste : piscine et gymnase, bureaux, hôtel, logements sociaux, terrasses et jardin (à la française, s'il vous plaît !) doivent remplir le trou avant le 1er janvier 1983, élections municipales obligent. Alors, après huit ans de tergiversations qui ont dû rapporter gros à certains promoteurs, Chirac se flatte de mettre en route le projet final. Avec toutefois des réserves : **« Je ne promets pas que les arbres seront à 15 mètres de hauteur »,** a-t-il déclaré. Par contre, il sait déjà que le jardin coûtera trente millions de francs, et un hypothétique souterrain 40 à 50 millions de F.

Tout cela sera paraît-il **« simple et de bon goût ».** Mais si ça comble le trou des Halles, cela en fera un autre, et de taille, dans l'argent des contribuables.

Nelly MEYER

Les péripéties de Ford

Ford installera-t-il une usine en Lorraine ? Rien n'est moins sûr. Tout dépend des avantages, des subventions, des facilités que le gouvernement français sera prêt à lui accorder. Pour le moment, Ford hésite entre l'Autriche et la Lorraine, en profitant ainsi pour faire monter les enchères !

Mais si l'installation d'une usine Ford en Lorraine est tout ce qu'il y a de plus incertaine — et avec elle la création de 8.000 emplois que la firme fait miroiter — une chose est sûre : Ford a décidé de revendre la société Richier, entreprise de matériel de travaux publics, qui serait en difficultés. Ford l'avait achetée en 1972 et, en sept ans, il a fermé l'usine de Pont-de-Claix et a réduit les effectifs de 4.200 à 2.600 personnes. Aujourd'hui, Ford juge que ce n'est plus rentable et cherche à s'en séparer.

Ainsi, d'un côté Ford demande des fonds pour monter une entreprise en Lorraine et y créer des emplois, de l'autre il en demande pour se débarrasser de Richier, et peut-être licencier !

En fait, les capitalistes sont gagnants à tous les coups ! Quand ça va mal, ils touchent des subventions. Quand ça va bien, ils en touchent encore. Ils se servent des problèmes de l'emploi pour récupérer de l'argent.

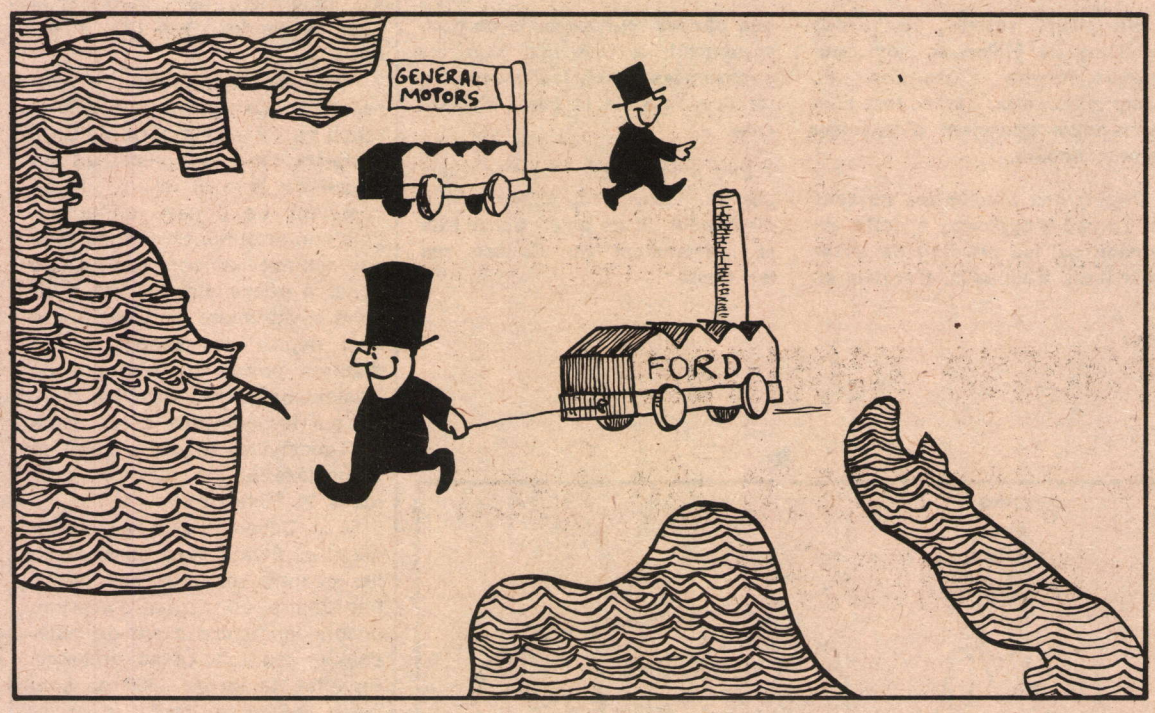
En attendant, on lanterne les travailleurs avec des promesses de création d'emplois et d'installation d'usine (dont la dernière en date serait une usine de General Motors plus ou moins fantôme qui comporterait de 1.000 à 12.000 personnes, selon les versions), alors que, pour quelques usines qui ouvrent, il y en a bien plus qui ferment, et que les travailleurs sont de plus en plus touchés par le chômage.

Mais ce ne sont pas les travailleurs qui gèrent la société ! Ce ne sont pas eux qui sont responsables de la crise, ils n'ont pas à en supporter seuls les frais.

Il faut diminuer le temps de travail, il faut répartir le travail entre tous et ne pas laisser les patrons faire trimer des travailleurs 40, 45 heures ou plus, pendant que d'autres sont réduits aux indemnités de chômage. Il ne faut pas que ce soit toujours les mêmes qui supportent le poids de la crise.

Aux patrons de payer, à eux de prendre sur leurs fortunes et sur leurs profits, au lieu de continuer à les faire fructifier en faisant payer les autres.

Anne SEVILLE



Amende pour sexisme ou pour imbécillité ?

Paul Lecomte, conseiller juridique et fiscal à Limoges, a été condamné à 2.000 F d'amende pour avoir refusé d'embaucher une jeune femme sous prétexte qu'elle était mère de famille. En octobre dernier, ce monsieur avait eu le culot de répondre ainsi à sa demande d'embauche :

« Madame, je suis pantois. Vous vous consacrez à votre époux, à vous-même, à vos enfants, total cinq personnes. (...) Et vous souhaitez de plus régler les problèmes de mes 65 clients. Madame, je vous en prie, occupez-vous de votre foyer et de vos enfants. »

Ce monsieur Lecomte était d'ailleurs tellement sûr de lui et de son bon droit (tout conseiller juridique qu'il soit !) et si inconscient de l'énormité de sa réponse qu'il l'a même fièrement couchée par écrit, et que... la justice a sévi. Légèrement certes, mais elle a cependant sévi.

Mais aussi quel besoin avait-il donc d'affirmer par écrit ce que tant de patrons font couramment, mais sans le dire ou tout au moins sans l'écrire ?

Vraiment, c'était manquer aux convenances les plus élémentaires. Comme si un patron était obligé d'expliquer pourquoi il refuse d'embaucher telle ou telle personne. Les patrons sont les patrons et, qu'ils soient sexistes, racistes ou tarés, ils ont cependant le droit dans cette société d'embaucher qui ils veulent. Les travailleurs doivent dépendre de leur bon vouloir : telle est la loi. La justice ne leur conteste pas ce droit. Ce patron a été condamné, il doit payer une amende pour sa maladresse, mais non pas pour son refus d'embauche. Preuve en est que la justice ne lui impose pas réellement d'embaucher l'employée ainsi éconduite.

C.B.

Complètement timbré

Selon M. Simon, directeur général des Postes, il paraîtrait que « les Français ont l'impression d'honorer leurs correspondants en affranchissant leur courrier à 1,20 F au lieu de 1 F ».

Et il conclut qu'il faudrait un écart plus important entre les deux tarifs pour que les usagers n'aient, en quelque sorte, plus honte d'affranchir au tarif le moins cher.

Et voilà, maintenant si les tarifs postaux augmentent, c'est pour notre bien ! On n'y avait pas encore pensé, heureusement que le directeur général des Postes est un fin psychologue !

en bref...

● ESPACES VERTS L'ESPACE D'UN CONSEIL DES MINISTRES

Lundi 19 février, le gouvernement a discuté d'espaces verts dans la région parisienne. L'aménagement du quartier de la Villette a été un peu précisé : un musée des techniques et un parc de 23 hectares ont été promis. Cela n'est pas nouveau, mais c'est pour faire accélérer les choses qu'un « Monsieur la Villette » a été désigné en la personne d'un ancien président de l'EDF. Voilà la nouvelle intéressante concernant la Villette ! Les ministres ont également décidé que les 85 hectares des haras du Jardy, dans les Yvelines, rachetés à Boussac, resteraient ce qu'ils sont, tout simplement. Et enfin, l'Etat consent à sortir le jardin des Tuileries de l'abandon où il a été laissé durant plusieurs années. Le sol s'épuise faute de soins, des bassins ne sont plus alimentés en eau, le nombre des gardiens est insuffisant. Alors quelques millions vont être débloqués.

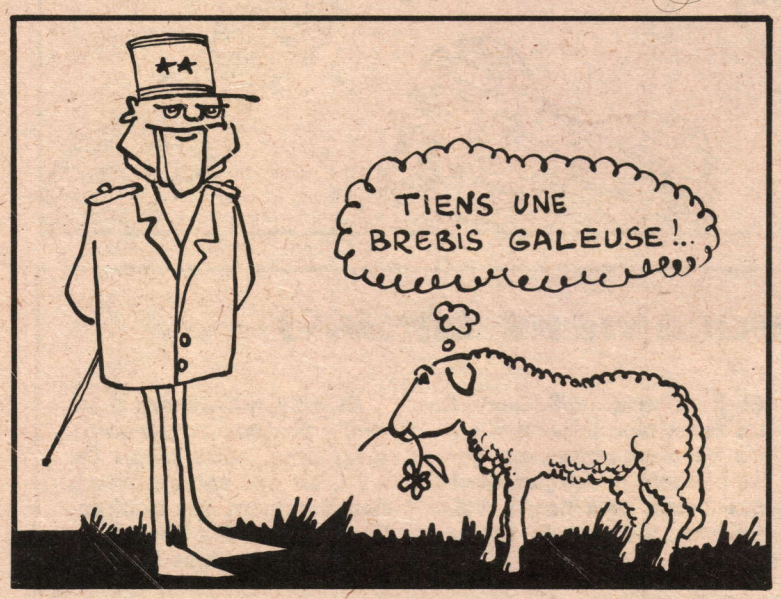
Quand le gouvernement parle de « politique d'espaces verts », il s'agit tout juste de nous resservir des projets qui auront tout le temps d'être modifiés avant de connaître un début de réalisation. Avant qu'on en voie la couleur, les espaces verts auront le temps de jaunir.

● MILLAU AVEC CEUX DU LARZAC

Sur 10.613 votants, 88 % des habitants de Millau se sont prononcés contre l'extension du camp militaire du Larzac lors d'un référendum que vient d'organiser la municipalité.

Depuis des années les paysans du Larzac s'opposent à cette extension qui les priverait de terres pour leurs troupeaux. L'armée, aidée par les représentants du gouvernement, a tout fait pour les chasser, les isoler, les déconsidérer aux yeux de la population locale.

Elle a fait chou blanc. A deux pas du Larzac, à Millau, on a clairement dit ce qu'on pensait de la confiscation du Causse par les chars.



● LES PARCMETRES A SUPPRIMER

Les parcmètres de Paris coûtent plus cher qu'ils ne rapportent, paraît-il. Les dépenses prévues pour l'achat et l'entretien de ces appareils qui engloutissent nos pièces de 1 F, se monteront en 1979 à 104 millions de francs actuels auxquels s'ajoutent 9 millions dus aux sabotages et aux « collectes clandestines » comme dit *France-Soir*. Or les recettes n'atteindront que la modeste somme de 108 millions de francs.

Mais il ne faut pas que la Ville de Paris se crée des soucis supplémentaires, qu'elle supprime donc son déficit... en supprimant les parcmètres.

● L'ATTAQUE DE LA DILIGENCE N° 8

Les faits eurent lieu samedi dernier en soirée à Villeurbanne. Les voyageurs de la ligne de bus n° 8 rentraient paisiblement chez eux quand leurs deux diligences furent attaquées par une horde de jeunes sur le sentier de la guerre. Les dégâts commis furent, paraît-il, terrifiants et si par miracle personne ne fut scalpé, la bande laissa des « voyageurs molestés et dévalisés, des véhicules dévastés à coups de couteaux et rasoirs », **etc., du moins si l'on en croit certains journaux. Car, en fait, aucun voyageur n'ayant finalement voulu porter plainte, on peut se poser la question de savoir si certains journalistes à l'esprit fertile ne confondent pas parfois la page de bandes dessinées et celle des faits divers...**

● UN VIEIL AIR FOLKLORIQUE « SUR LE PONT A POGNON »

Les riverains de l'Atlantique, les vacanciers ne paieront pas pour se rendre dans l'île d'Oléron.

Ainsi vient d'en décider le Conseil d'Etat en cassant une délibération du Conseil général de Charente-Maritime qui instaurait un péage sur le pont reliant l'île au continent. Le Conseil d'Etat appuie son arrêt sur une loi de 1880 qui interdit la construction de ponts à péage. Loi qui est d'ailleurs allègrement bafouée — et ceci depuis des années — en d'autres points du territoire où existent des ponts payants, comme sur les estuaires de la Seine (à Tancarville) et de la Loire (à Saint-Nazaire) ou sur la Laita (dans le Finistère).

Si le Conseil d'Etat est conséquent, il devrait donc aussi abolir les péages sur tous ces ponts. Par contre on risque d'attendre encore longtemps avant de redécouvrir des autoroutes gratuites. En effet, la loi de 1880 ne concerne que « les routes départementales et nationales », le législateur de l'époque ne pouvait évidemment pas penser aux autoroutes !

Pas plus, d'ailleurs, que les révolutionnaires de 1789 qui, il y a deux siècles, avaient balayé les octrois, péages et douanes intérieures comme autant de vestiges d'un passé féodal révolu.

Mais aujourd'hui le rétro est de mode et l'on n'arrête pas de progresser... à reculons !

● FAUSSE MANŒUVRE

La torture... simulée fait partie de l'entraînement des soldats, vient de révéler Henri Noguères, président de la Ligue des droits de l'homme. Un scénario de manœuvres, qu'un capitaine d'escadron de la région militaire de Périgueux avait dûment consigné par écrit, détaille en effet, les exercices inclus dans un raid à pied, effectué par les appelés : entre autres, capture, interrogatoire et torture d'un prisonnier.

Après avoir parlé de « maladresses » et « d'enfantillages » à propos de cette affaire, les autorités militaires précisent : « Il s'agit d'une aberration de langage, impardonnable sans aucun doute mais sans le moindre support. Son auteur ayant mesuré l'étendue de sa faute, a présenté sa démission. Elle a été acceptée ».

Pour que sa démission ait été acceptée, de deux choses l'une : ou bien il faut désormais être académicien pour rentrer dans l'armée, ou bien il y a une réalité derrière cet écart de langage !

Car pour l'armée française, formée dans les guerres coloniales, hier en Indochine et en Algérie, aujourd'hui en Afrique, la torture reste l'une des bonnes vieilles méthodes qui n'a toujours pas perdu de son actualité.

Le crime n'est pas d'en user... et pas toujours en la simulant, mais de l'écrire.

● LE VELO VA BIENTOT CONCURRENCER LE TRAIN

Lundi soir 21 février, il a fallu plus de trois heures à un train de grande banlieue pour faire le trajet Paris-Melun direct, soit 48 kilomètres. Cette fois-ci c'était à cause d'une panne de locomotive. Les retards, les pannes, les incidents en tout genre, sont de plus en plus fréquents sur de nombreuses lignes de banlieue. Car la SNCF veut réaliser des économies sur tout et le réseau banlieue, c'est le parent pauvre.

Un responsable de la SNCF prétend que l'arrêt n'aurait duré qu'une heure 25 si les voyageurs n'étaient pas descendus du train. Il précise : « *C'est parce que les voyageurs ont envahi par deux fois les voies, que nous avons été obligés de couper le courant pour des raisons de sécurité.* » C'est presque de la faute des usagers si les trains ont du retard ! Mais on comprend que les voyageurs se soient énervés. Au bout d'une heure et demie d'arrêt en rase campagne, ils ne savaient toujours pas pourquoi ils attendaient et pour combien de temps ils étaient immobilisés. C'est à chaque fois la même chose, la SNCF ne se soucie jamais d'informer les usagers. Et c'est indignés du mépris avec lequel on les traitait, qu'ils ont manifesté sur les voies.

Ce même responsable a essayé de défendre son administration : « *Quant aux contrôleurs, ils ne pouvaient leur préciser ni la nature ni la durée de la panne, puisqu'ils n'étaient pas informés eux-mêmes* ».

La belle excuse ! Savoir que la SNCF se moque autant de ses contrôleurs que de ses usagers n'a vraiment pas de quoi calmer l'indignation de ces derniers.

Ceux qui tricolorent à l'européenne

Le choix de l'Europe, c'est **« un choix comme n'en fait un peuple que tous les trente ans, voire une fois par siècle »**. Diable ! **« L'Europe, c'est l'espoir des femmes. »** Sans blague ? Non à **« l'Europe qui fusionnerait les peuples dans un ensemble sans âme »**, mais oui à l'Europe car **« plus que jamais l'organisation de l'Europe est nécessaire »**.

Il faudrait être sourd pour ignorer que l'Europe, c'est l'affaire des giscardiens ! Ils l'ont déclaré sur tous les tons dimanche dernier au congrès de l'UDF. Même Bigeard est un « fana » de l'Europe !

Alors, des champions de l'Europe, ces giscardiens ? Certes non. Derrière les discours du dimanche, il y a la réalité : la motion sur l'Europe votée à l'unanimité à ce congrès précise : **« Confédérale, l'Europe respectera les souverainetés nationales »**. D'accord pour l'Europe, et surtout pour mener tapage sur ce thème. Mais il n'est pas question que soient lésés les intérêts des maîtres de forges et autres Dassault, au profit de leurs collègues d'Outre-Rhin, d'Outre-Manche ou d'autre part. Les patrons français ont bien trop besoin de la protection de leur Etat national contre la concurrence et surtout des milliards de subventions qu'il leur verse si généreusement ! Et les politiciens de l'UDF le savent bien et ne sont évidemment pas pour remettre en cause la souveraineté de l'Etat national.

En cela, ils ne font que rejoindre les prétendus ultra-nationalistes, leurs frères ennemis, les chiraquiens. Ces derniers, à l'inverse, prennent bien soin de reconnaître le Marché commun. Dans l'état actuel des choses, celui-ci est utile aux patrons français. Car il leur fournit par contre un marché plus large, c'est-à-dire des possibilités supplémentaires d'investissements et de profits.

Alors, derrière les polémiques entre prétendus Européens convaincus et nationalistes intransigeants, bien malin qui pourrait dire ce qui les oppose vraiment, si ce n'est le fait qu'ils présenteront des listes différentes aux prochaines élections européennes.

Gaston DEVAU

"L'Express" fait de l'argent avec l'or de Moscou

Prenant prétexte d'un livre à paraître du journaliste de **Minute** Jean Montaldo, le directeur de **l'Express,** Jean-François Revel, n'hésite pas à chanter dans les colonnes d'un récent numéro la vieille rengaine des finances secrètes du PCF, alimentées par... l'or de Moscou.

En bons bourgeois hypocrites, les deux compères posent à nouveau la question « d'où vient l'argent ? » et répondent en faisant du PCF le parti de l'étranger.

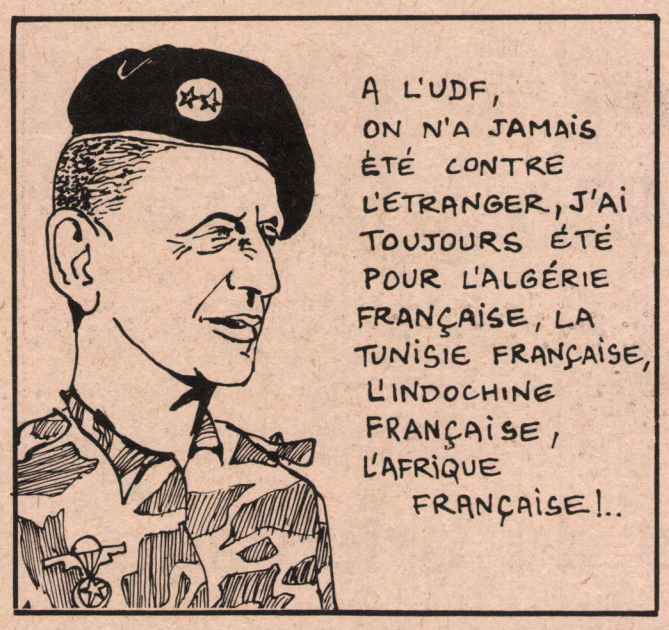
Pour ce dernier, qui ne cesse de revendiquer la place de seul vrai parti national, faisant encore et encore profession de foi nationaliste et cocardière, il y a de quoi être piqué au vif. Il ne reçoit pourtant là que... la monnaie de sa pièce.

Mais pour un Montaldo qui — soit dit en passant — n'espère rien d'autre que ramasser des droits d'auteur en donnant dans un anti-communisme de bas étage, pour un Revel, pour tous les bourgeois, ce qui gêne, c'est que l'argent du PCF ne vient pas d'eux, n'est pas le leur. Pour ces gens-là, l'argent n'a pas d'odeur quand ce sont eux qui financent, qui contrôlent ou qui sont financés. Alors, c'est de l'argent propre. Sinon, il devient suspect... et les Montaldo et Revel enragés.

Alain MARQUET

Au congrès de l'UDF :

LA LEÇON DE NATIONALISME DE BIGEARD



Bigeard s'est taillé un franc succès au congrès de l'UDF lorsqu'il lança — en réponse au RPR et au PCF qui accusent les giscardiens de ne pas être de vrais nationalistes : **« L'Algérie française, j'ai failli faire du trou avec cette affaire-là ! »**. La salle, émue, en vibra sous les applaudissements.

Bigeard, dans son langage (tri) coloré de chef de guerres coloniales et de nostalgique de l'Algérie française, rappelle crûment ce qu'est réellement le nationalisme : une arme aux mains des possédants dirigée contre les peuples et les travailleurs.

P.L.

Quand le sexe fort se sent faible

Désormais, les listes aux élections municipales devront comporter un maximum de 80 % de candidats du même sexe, et non obligatoirement 20 % de femmes, comme l'avait laissé entendre Mme Monique Pelletier, ministre délégué à la Condition féminine.

La nuance est de taille. Tout cela parce que « l'Association de la condition masculine » a fait entendre ses mâles accents. Ces héros du sexe fort pâlissent à l'idée que les conseils municipaux puissent être monopolisés par le sexe faible. Il faudrait pour cela qu'il y ait des listes entièrement féminines et que, de plus, elles soient élues : ce n'est pas pour demain. Mais nos pauvres zéros se voient déjà contraints de torcher les marmots pendant que madame dirigera la commune, et ils en tremblent dans leur pantalon. Alors pour eux, c'est « Halte-là ! C'est nous qui portons la culotte » !

Il paraît que le gouvernement lui-même, composé de 90 % d'hommes, aurait tremblé un peu devant l'audace de la réforme envisagée et, prêtant une oreille complaisante aux machos de la Condition masculine, a demandé à Monique Pelletier de préciser que les hommes aussi auraient un quota de 20 % !

G.D.

Marchais n'aime pas appeler un chat un chat

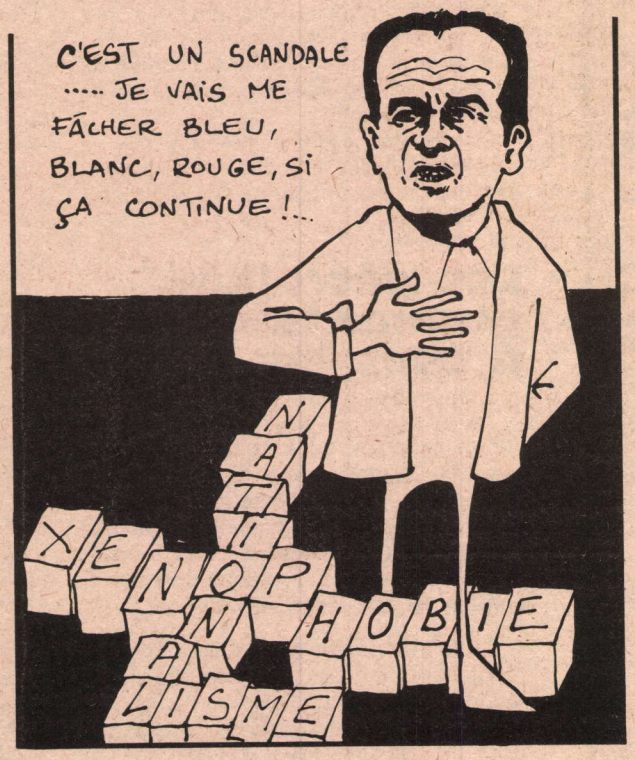
Georges Marchais n'est pas content. Il ne supporte pas qu'on le traite de xénophobe, comme l'on fait récemment Mitterrand, Giscard et d'autres... Non ! Georges Marchais n'est pas xénophobe, il est nationaliste. A ne pas confondre ! Il n'est pas hostile aux étrangers : il est favorable à ce qui est bien français.

Mais où passe la limite entre les deux ? Lorsque Georges Marchais vitupère contre la sidérurgie allemande pour défendre la sidérurgie française, est-ce du nationalisme ou de la xénophobie ?

Et qui défend-il dans l'histoire ? Les patrons ou les travailleurs ?

Des intérêts de la classe ouvrière, dans tout cela, il n'en est guère question. Le nationalisme et son prolongement, la xénophobie, cela revient à appeler les travailleurs français à défendre leurs propres patrons contre les patrons étrangers. En d'autres temps, ce nationalisme-là a conduit à des guerres, en 1939, en 1914, dont les travailleurs n'ont jamais eu à retirer que des sacrifices et des souffrances.

Les patrons, eux, savent regarder au-delà des frontières nationales quand il y va de leurs profits. Si l'argent n'a pas d'odeur, il n'a pas non plus de drapeau : qui pourrait dire de quelle nationalité exactement sont les capitaux des grandes sociétés, les Empain, Schneider, ou même les Dupont, que défend Marchais au nom de l'intérêt de la nation ?

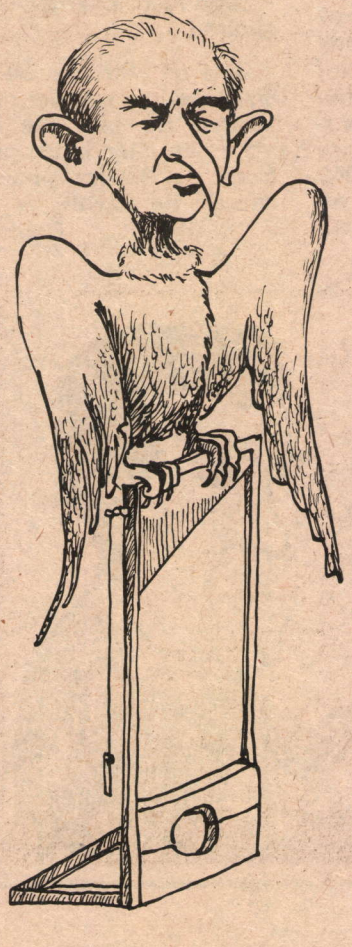


Les seules frontières que les travailleurs doivent reconnaître sont celles qui séparent leurs intérêts de ceux des exploiteurs de toutes nationalités. Laissons le nationalisme à ceux qui préfèrent défendre les capitalistes de ce pays plutôt que de s'attaquer aux racines de la crise.

Si Georges Marchais se compte parmi ceux-là, peut-être un jour en aura-t-il quelque reconnaissance de la part des patrons français. Mais les travailleurs conscients, eux, ne marcheront pas dans ce piège grossier.

Marianne MARTIN

Peyrefitte et la tête des autres



Peyrefitte a déclaré, lors de sa visite à la cour d'appel d'Angers : **« Il n'est pas possible d'envisager la suppression de la peine de mort si l'on n'a pas auparavant bâti une peine de prison de longue durée incompressible »**.

Quand on sait qu'un débat sur la peine de mort doit avoir lieu au Parlement au printemps prochain, on comprend qu'il se montre prudent.

En disant qu'il n'est pas question d'abolir la peine de mort pour l'instant, il s'emploie à rassurer les membres de son propre appareil, de la machine judiciaire qu'il dirige. Il s'emploie surtout à se poser en ministre responsable, digne du poste qu'il occupe.

Quels que soient ses sentiments sur la peine de mort, Peyrefitte est et reste un homme d'Etat bien conservateur et pas prêt du tout à jouer son poste de ministre pour sauver la tête des autres.

M.M.

L'ordinateur des journées d'action

« Pour être le plus petit mois de l'année, février n'en promet pas moins d'être grand par sa combativité ». **Voilà comment la** Vie Ouvrière, **hebdomadaire de la CGT, présentait son calendrier des luttes pour le mois de février.**

Il faut dire que le mois est effectivement bien rempli avec une journée pour la Recherche, deux pour les mineurs, une pour l'EGF, trois pour les banques, une pour les pompiers, etc. Il y a aussi la journée du Rhône, celle de la Loire-Atlantique, celle du Nord-Pas-de-Calais. Bref, à chacun sa journée. Et que ceux qui sont oubliés ne se plaignent pas, il reste encore des jours de libres qu'ils peuvent occuper. Cela permettrait d'ailleurs de compléter le calendrier, ce qui serait du plus bel effet !

La VO a intitulé son calendrier « la montée de la colère ». Voilà une montée bien canalisée, bien programmée ! La CGT a-t-elle prévu que les travailleurs puissent un jour faire sauter son ordinateur programmateur de luttes, et se mettre en grève en même temps pour de bon ?

Marianne MARTIN

FEVRIER

JEU	1	RECHERCHE	
VEN	2	MINEURS	
SAM	3		
DIM	4	EGF-EDF	
LUN	5	TV	06
MAR	6	ASSURANCES MINEURS	
MER	7	RHONE	
JEU	8	BANQUES LOIRE-ATLANTIQUE	
VEN	9	LA ROCHELLE RATP	
SAM	10		
DIM	11		
LUN	12		07
MAR	13		
MER	14		
JEU	15		
VEN	16	SIDERURGIE NORD-P.-de-C.	
SAM	17		
DIM	18		
LUN	19		08
MAR	20	LOIRE	
MER	21	BANQUES	
JEU	22	BANQUES	
VEN	23	POMPIERS	
SAM	24	ENSEIGNANTS	
DIM	25		
LUN	26		09
MAR	27		
MER	28		

Hôpitaux :

Vers la restriction de la qualité des soins

Lors de la commémoration du centenaire de l'hôpital Tenon, Simone Veil, ministre de la Santé et de la Famille, a rappelé les nouvelles orientations de la politique hospitalière du gouvernement pour limiter la progression des dépenses de Santé, et en particulier une réforme de la tarification hospitalière qui vise à établir des budgets globaux dans les hôpitaux.

Il y a bien longtemps que l'Etat s'est débrouillé pour faire supporter les dépenses hospitalières par la Sécurité sociale. Le compte est vite fait : on additionne toutes les dépenses et on le divise par le nombre de jours. Cela donne le prix de journée... remboursée par la Sécurité sociale !

Les dépenses que la Sécurité sociale assume à la place de l'Etat se sont gonflées de plus en plus rapidement, à tel point que l'Etat qui vient encore d'augmenter les cotisations pour la Sécurité sociale se rend compte que cet expédient a des limites et qu'il va devoir puiser dans ses propres caisses si les dépenses hospitalières continuent à augmenter aussi rapidement.

L'Etat a donc décidé d'y mettre un coup d'arrêt en fixant dorénavant aux hôpitaux un budget global auquel les gestionnaires devront se conformer.

La nouvelle politique définie par le gouvernement freinera peut-être un peu les dépenses hospitalières, mais au détriment de qui ? Lorsque Simone Veil promet de surveiller d'encore plus près les augmentations des effectifs d'infirmières et d'aides-soignantes, on peut la croire. Voilà bien un aspect de la politique du gouvernement qui ne changera pas !

Au lieu que le gouvernement prenne ses responsabilités face à la Santé publique, il va, puisqu'il faut faire des économies, rogner ce qui peut l'être, c'est-à-dire restreindre la quallité des soins dispensés aux malades. Et les hôpitaux continueront à fonctionner sur le dos de la Sécurité sociale, avec l'argent des travailleurs.

L'hôpital est malade, c'est vrai, mais le traitement proposé par Simone Veil et qui consiste à grignoter le budget sans s'attaquer aux racines du mal, ne le guérira pas. Il restera un service public qui ne coûte pas cher à l'Etat et qui se détériore de plus en plus.

Jean VITTAUX

Hôpital du 3e âge

Qu'allait donc faire Simone Veil à Tenon, la semaine dernière ? Inaugurer un hôpital ultra-moderne ? Pas du tout ! Elle allait, avec toute une cour de personnalités et de journalistes, fêter le centième anniversaire de l'hôpital !

Le bâtiment est peut-être fort beau, il est peut-être riche de tout un passé glorieux... En bref, il a peut-être tout ce qu'il lui faut pour devenir un beau musée, mais il est fort douteux que même après une cure de rajeunissement, il soit encore capable d'être un hôpital.

Quoiqu'il ne serait pas le seul de son espèce.

J.V.

Beullac pense à la formation des jeunes... pour le chômage

Beullac, ministre de l'Education, vient de se fendre d'un nouveau projet après avoir récemment découvert que, chaque année, sur 250 000 jeunes qui quittent l'école à 16 ans, 130 000 se retrouvent purement et simplement sur le pavé.

La raison de cette situation ? « Les jeunes quittent l'école sans avoir été préparés à un emploi qualifié » **répond Beullac. Comme si posséder une qualification professionnelle empêchait à l'heure actuelle, plus de 1 million 500 000 travailleurs de se retrouver au chômage ! Bien sûr que non, cela devrait être évident, même pour un ministre.**

Et Beullac de prétendre remédier à cet état de fait en instaurant, pour tous les élèves, un va-et-vient entre l'école et l'usine, ce qu'il intitule dans son jargon, « formation alternée ». La belle affaire !

Cela ne résoudra rien, bien sûr. Mais c'est se moquer du monde et surtout, de tous les jeunes qui n'ont pas attendu les projets fallacieux de Beullac pour trouver le chemin de l'ANPE.

Denise LAUNET

Le stade du bricolage

Il y a peu de temps, c'était la pelouse du parc des Princes (coût 100 millions) qui ne résistait pas à un match et qu'il fallait refaire à grands frais. Cette année, une partie du toit choisit de tomber juste quelques jours avant le match de rugby France-Galles. Il paraît que les joints de dilatation n'ont pas résisté aux conditions atmosphériques particulièrement rudes et que ce sont eux qui sont à l'origine de la chute de 500 kg de poutrelles et de morceaux de toit.

On ne peut pourtant pas dire que le parc des Princes fut construit aux moindres frais. Le coût final de l'ouvrage n'eut plus rien à voir avec celui initialement prévu et l'on évoqua même à l'époque le scandale des abattoirs de La Villette.

Le constructeur et la mairie de Paris se renvoient aujourd'hui la balle, ni l'un ni l'autre ne voulant porter la responsabilité financière dans les défauts de construction d'un stade qui n'arrête pas d'exiger des réparations. Il n'est pourtant pas nécessaire d'être grand devin pour savoir qu'il y a toutes les chances que ce soient les contribuables qui paient les réparations !

M.M.

Les pétroliers gagnants à tous les coups

Les grandes compagnies pétrolières ont annoncé qu'à la suite de la suspension des exportations de pétrole par l'Iran, elles allaient devoir recourir à une limitation des fournitures de certains produits pétroliers comme le fuel domestique.

Cette décision a été immédiatement abondamment commentée dans la presse et à la télévision : une façon de mettre le public en condition pour les hausses à venir. Car ce sont bien de nouvelles augmentations de tarifs que préparent les compagnies pétrolières sous prétexte que la crise iranienne va rendre plus difficiles leurs approvisionnements.

Les compagnies pétrolières sont maîtres de la situation et les Etats n'y peuvent rien. Au contraire même, ils aident ces grands trusts à rançonner le public.

P.V.

Racolage

La République d'Irlande fait depuis quelque temps sa petite publicité : « Pour votre entreprise, l'hospitalité la plus généreuse. Exemption d'impôts jusqu'en 1990. Impôt limité à 10 % de 1991 à la fin du siècle », **peut-on lire dans les journaux.**

Il y a des gens pour s'indigner de voir ainsi les petits patrons français sollicités par cette petite République. Pourtant, le gouvernement français n'est pas en reste, lui qui fait les yeux doux à Ford pour qu'il s'implante en Lorraine. Dégrèvements fiscaux et « petites enveloppes » sont proposés aux patrons américains dans les colonnes de Newsweek.

Un peu partout, c'est à celui qui sera le plus racoleur, à celui qui fera le plus de cadeaux aux capitalistes. A ce jeu, Giscard et Barre sont des spécialistes.

M.B.

DOSSIER

LA GAUCHE
ET LA GUERRE D'ALGERIE

Une page particulièrement honteuse de l'histoire de la gauche française

La guerre d'Algérie a été une des pages les plus honteuses de l'histoire de la gauche française. Par des explications embarrassées ou par des mensonges éhontés, les partis de gauche traditionnels voudraient nous faire oublier leur responsabilité écrasante dans cette guerre ; une guerre menée contre tout un peuple luttant pour son indépendance et sa dignité.

Pendant des décennies, les partis de gauche ont été complices de l'oppression du peuple algérien. De sa misère et sa dignité bafouée, ils s'accommodaient fort bien. Pour eux, l'Algérie faisait partie de « l'Union française ». C'était une évidence qui ne se discutait pas. Pourtant si ces partis avaient eu quoi que ce soit de socialiste ou de communiste, leur devoir aurait été de dénoncer impitoyablement l'exploitation coloniale et de la combattre. Mais ils n'ont pas seulement failli par carence, par refus de s'en prendre à l'impérialisme français. Ils ont fait pire.

Quand en 1945 le peuple algérien a secoué le joug impérialiste, il a trouvé contre lui toute la gauche, impitoyable, dévouée aux intérêts de sa bourgeoisie. Ce fut le massacre de Sétif.

Quand, en 1954, le peuple algérien s'est à nouveau engagé dans la lutte les armes à la main, il a retrouvé contre lui une partie de cette même gauche. Pendant près de quatre ans, socialistes et radicaux lui firent la guerre avec un acharnement qui n'avait rien à envier à la droite la plus réactionnaire.

Ils inauguraient une guerre qui méritera particulièrement le qualificatif de « sale guerre coloniale ». Car l'armée ne s'attaquait pas seulement aux combattants du FLN. Elle cherchait à anéantir la résistance de tout un peuple par les quadrillages, les bombardements, les déportations et les tortures. Ceux qui orchestraient la répression sur place, les Bigeard, les Massu sont connus. La plupart occupent toujours des fonctions dans l'appareil d'Etat. Mais il serait trop facile d'imputer à eux seuls la responsabilité des exactions quotidiennes. Ces gens-là avaient des supérieurs hiérarchiques au niveau politique qui leur avaient donné carte blanche pour écraser moralement et physiquement la population algérienne. Pendant des mois leurs chefs se sont appelés Mendès-France, Mitterrand, Guy Mollet. C'étaient des hommes « de gauche » ! Et si ces gouvernements de gauche ont pu donner le champ libre à la sauvagerie de l'armée, c'est grâce au consentement du Parti Communiste, critiquant la guerre en paroles mais la tolérant en fait. Ainsi le PCF est allé jusqu'à voter à Guy Mollet le pouvoir d'intensifier la guerre.

Ce sont autant de faits qu'aucune déclaration ne peut gommer.

D'ailleurs personne dans le mouvement ouvrier ne pouvait ignorer ce que signifiait la guerre d'Algérie. D'abord parce que notre impérialisme obligeait des centaines de milliers de jeunes appelés à faire cette guerre. Ensuite parce qu'en France la classe ouvrière côtoyait plus de 500 000 travailleurs algériens en butte aux humiliations quotidiennes quand ce n'était pas aux « ratonnades » et aux tortures dans les commissariats.

Pendant sept ans et demi, il en a été ainsi sans qu'aucun parti de gauche, sans qu'aucun syndicat ne propose aux travailleurs français de lutter aux côtés du peuple algérien. Le Parti Communiste se refusait à organiser la solidarité la plus élémentaire. La CGT n'a jamais organisé ne serait-ce qu'un débrayage pour soutenir un militant FLN arrêté dans une entreprise.

Comment les travailleurs algériens ne se seraient-ils pas sentis lâchés par la classe ouvrière française et ses organisations ? Le peuple algérien ne doit vraiment son indépendance qu'à sa propre lutte.

On ne peut même pas affirmer que la politique menée par la gauche dans cette période appartient à un passé à jamais révolu. Ainsi aucun des partis de gauche ne défend le droit à l'indépendance immédiate et sans condition des peuples d'outre-mer encore exploités directement par l'impérialisme français. Aucun ne condamne davantage l'exploitation des anciennes colonies. On a même vu un Mitterrand, dans un passé récent, faire cause commune avec Giscard et Barre pour approuver l'expédition de Kolwezi.

En fait, depuis des décennies, les partis de gauche ont lié leur politique au sort de la bourgeoisie. Demain ils sont encore prêts, si nécessaire, à endosser la responsabilité de la répression d'autres peuples. Demain comme dans le passé, ils sont prêts à empêcher les travailleurs de ce pays de lutter aux côtés des travailleurs des autres pays.

Mai 1945

Le massacre de Sétif, prologue de la guerre d'Algérie

Le massacre de Sétif est par bien des aspects le prologue de la guerre d'Algérie. La répression coloniale contre ce premier mouvement d'émancipation a été féroce. A cette époque, la SFIO et le Parti Communiste participent au gouvernement.

Le 8 mai 1945, au cours des défilés célébrant la victoire des Alliés, des militants du parti « Les Amis du Manifeste » sortent le drapeau algérien et crient « **Démocratie pour tous, Libérez Messali Hadj** ». Des coups de feu éclatent, la manifestation se transforme en bataille de rue. Les Algériens sont massacrés. Le lendemain, la répression sauvage se poursuit : la loi martiale est proclamée (1 300 personnes sont jugées devant des tribunaux militaires), l'aviation entre en action, un croiseur bombarde les environs de Kerrata ; partout dans le Constantinois, des colons armés organisent des chasses à l'homme. Cette tuerie durera huit jours : on viole, on mutile, on égorge... des douars entiers disparaissent, on retrouve des fosses communes remplies de cadavres. Le bilan du massacre ne sera estimé que des années plus tard : 45 000 Algériens tués.

Des combattants algériens se rendent, les armes à la main pendant le soulèvement de Sétif.

Le gouvernement général d'Algérie donne sa version des faits : elle accuse les agitateurs algériens, et toute la presse de droite comme de gauche va faire chorus avec lui. Il n'y aura pas une seule voix pour dénoncer le massacre, pas plus celle du Parti Communiste que celle du Parti Socialiste. En effet, alors que c'est l'aviation de Tillon (à l'époque ministre communiste dans le gouvernement De Gaulle) qui a mitraillé les Algériens, **l'Humanité** fait silence sur les événements de Sétif. Quand **l'Humanité** se décide à donner une position, c'est pour encourager la répression. Le 19 mai, onze jours après l'émeute, **l'Humanité** réclame : « **Il faut immédiatement punir comme ils le méritent les tueurs hitlériens ayant participé aux événements de mai et les chefs pseudo-nationalistes qui ont sciemment essayé de tromper les masses musulmanes** ».

Le colonialistes pensaient avoir écrasé à Sétif tout espoir d'indépendance. Neuf ans plus tard, l'insurrection éclatait.

Ceux qui dans la gauche réclamaient le sang du peuple algérien

« **Il faut tout de suite châtier rapidement et impitoyablement les organisateurs des troubles, passer par les armes les instigateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute** ». Comité central du PCF le 12 mai 1945, après les massacres de Sétif.

En 1947, Edouard Depreux, ministre de l'Intérieur SFIO, futur dirigeant du PSU : « **Nous réagirons avec une indomptable énergie contre toute velléité d'indépendance ou d'autonomie en Algérie** ».

Mitterrand, alors ministre de l'Intérieur, le 12 novembre 1954 : « **Tout sera réuni pour que la force l'emporte en toutes circonstances, quelles que soient les difficultés, les cruautés qui s'imposent à nous** ».

Bourgès-Maunoury, ministre de l'Intérieur, radical, futur ministre de la Défense de Guy Mollet, le 30 mai 1955 : « **Il n'y aura ni trêve ni pitié pour ceux qui se sont insurgés, nous les poursuivrons pour les exterminer jusqu'au dernier** ».

Guy Mollet, le 3 février 1956 à la télévision : « **Le gouvernement se battra, la France se battra pour rester en Algérie. Et elle y restera** ».

DOSSIER

LA GAUCHE ET LA GUERRE D'ALGERIE

Une guerre qui a duré sept ans et demi

1945 :

Mai : massacre de Sétif. 45.000 morts.

1954

1er novembre : début de l'insurrection algérienne. Le gouvernement Mendès-France s'engage à fond dans cette nouvelle guerre coloniale.

1955

Février : chute de Mendès-France. Le gouvernement Edgar Faure poursuit la même politique. Premier rappel des anciennes classes du contingent.

Septembre : lutte de rappelés.

1956

2 janvier : après une campagne axée sur la « paix en Algérie », victoire aux élections du « Front républicain ». Investiture du socialiste Guy Mollet.

Mars : l'Assemblée, PCF compris, vote à Guy Mollet les pouvoirs spéciaux. Envoi massif de soldats du contingent et de rappelés.

22 octobre : détournement par l'armée de l'avion transportant des chefs du FLN (dont Ben Bella).

1957

7 janvier : Guy Mollet confie au général Massu les pouvoirs de police à Alger. Début de la « bataille d'Alger ». Pratique systématique de la torture. Les radicaux Bourgès-Maunoury, puis Félix Gaillard succèdent à Guy Mollet : même politique de guerre à outrance.

1958

Le bombardement par l'armée française de Sakhiet en Tunisie provoque la chute du gouvernement Gaillard.

13 mai : Soulèvement des ultras et des militaires à Alger. Massu fait appel à De Gaulle.

31 mai : De Gaulle constitue son gouvernement. Tout le personnel politique, sauf une partie de la gauche, s'est rallié à lui.

4 juin : De Gaulle aux européens d'Alger : **« Je vous ai compris ».**

21 décembre : De Gaulle élu président de la République.

1959

Intensification de la guerre.

16 septembre : Discours de De Gaulle sur le droit des Algériens à l'autodétermination.

1960

24 janvier : A Alger, les ultras se soulèvent contre la politique de De Gaulle : semaine des barricades. Du 9 au 13 décembre : manifestations musulmanes de masse en faveur du FLN à Alger.

1961

De Gaulle se fait plébisciter sur sa politique algérienne par référendum du 8 janvier : 75,25 % de « Oui ».

Février : Constitution de l'OAS.

22 avril : Putsch des généraux qui s'emparent du pouvoir à Alger. Ils ne tiendront que 4 jours. Le PCF et le PS se sont rangés derrière De Gaulle.

17 et 18 octobre : Manifestations des Algériens à Paris : 12 000 arrestations. Manifestants tués et torturés par la police.

19 décembre : Premières grandes manifestations des syndicats et des organisations de gauche.

1962

8 février : Manifestation de la gauche à Paris. La police charge au métro Charonne : 9 morts et 150 blessés.

7 mars : Les négociations s'ouvrent officiellement à Evian, les accords sont signés le 18.

19 mars : Cessez-le-feu.

8 avril : Référendum en France sur les accords : 90,7 % de « Oui ». Le PCF a appelé à voter « Oui ».

Pendant la guerre d'Algérie, une des interventions de la police dans le quartier de la Goutte-d'Or à Paris.

Novembre 1954 : Mendès-France et Mitterrand déclenchent la guerre à outrance contre le peuple algérien

Au moment du déclenchement de la guerre d'Algérie, Mendès-France apparaissait au sein de la gauche comme un homme providentiel, celui qui avait permis la paix en Indochine. En fait, si en juin 1954, il avait pu régler la fin de cette guerre, c'est surtout parce que le peuple l'avait imposé lui-même en battant l'armée française à Dien-Bien-Phu. Mendès n'était pas suspecté d'être un impérialiste acharné. Il offrait du même coup à la bourgeoisie la meilleure carte pour négocier la capitulation de l'impérialisme français en Indochine aux conditions les moins défavorables à ses intérêts.

Bigeard et Massu en grande conversation avec leur chef : le socialiste Lacoste, gouverneur général d'Algérie de 1956 à 1958.

Dès le premier jour de l'insurrection algérienne, l'homme du dégagement en Indochine se révéla parfaitement apte à être aussi l'homme de l'engagement en Algérie. Mendès n'hésita pas. Il envoya immédiatement des renforts en Algérie. Le 12 novembre, il déclarait à l'Assemblée : « Nous acheminerons toutes les forces qui seront nécessaires, et même plus ! Il n'y aura de notre part ni hésitations ni demi-mesures ». **Mitterrand, son ministre de l'Intérieur, faisait chorus :** « La seule négociation, c'est la guerre ! ».

En Algérie, les opérations de ratissage commencèrent. Le Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques (MTLD), auquel était attribuée la responsabilité des événements, fut dissout. En France, les travailleurs algériens, soupçonnés de sympathie avec les nationalistes, furent traqués.

En parole, le Parti Communiste prétendit assurer le peuple algérien de sa solidarité. Mais au lendemain du 1er novembre 1954, il précisait le fond de sa pensée en affirmant qu'il « ne saurait approuver le recours à des actes individuels susceptibles de faire le jeu des pires colonialistes, si même ils n'étaient pas fomentés par eux... ». **C'était un désaveu de la lutte engagée. Par cette déclaration calomnieuse, il donnait dès le début de la guerre, la mesure de la solidarité qu'il comptait apporter au peuple algérien en lutte.**

Quand les soldats refusent de partir

Fin août 1955, le gouvernement d'Edgar Faure décide le rappel des disponibles de Métropole. Ils doivent, pour la plupart, être envoyés au Maroc relever les troupes qui seront dirigées sur l'Algérie.

Le 11 septembre, à la gare de Lyon, 600 rappelés refusent de monter dans les wagons et manifestent aux cris de « Le Maroc aux Marocains. Nous ne voulons pas partir. Les civils avec nous ».

Du 6 au 24 octobre, des manifestations ont lieu quotidiennement dans les gares ou dans les trains : les rappelés tirent les signaux d'alarme. Ils se révoltent aussi dans les casernes, comme à Rouen, à la caserne Richepanse, où le mouvement commence dans la nuit du 6 au 7 octobre. Pendant trois jours, soldats et travailleurs des usines environnant s'opposent violemment aux CRS.

Localement, le PCF s'est porté à la tête de ces mouvements. Mais cela reste sans lendemain.

Mai-juin 1956 : le gouvernement socialiste de Guy Mollet effectue de nouveaux rappels. Un peu partout en France, les rappelés bloquent à nouveau les trains, se dispersent sur les voies, parfois au péril de leur vie, comme à Villeneuve-Saint-Georges. Ils accueillent des officiers à coups de pierres, comme à Clermont-Ferrand.

L'Humanité **se fait l'écho de ces protestations. Des manifestations ont lieu dans des dizaines de villes pour marquer les départs de rappelés : à Grenoble, les manifestants affrontent pendant six heures gendarmes et CRS. A Saint-Nazaire, à l'appel de la CGT, 6 000 ouvriers descendent dans la rue. Des manifestants envahissent la gare et lapident les CRS.**

Mais en 1956 comme en 1955, ces protestations restent localisées et limitées.

Le plus souvent, la CGT se cantonne à des débrayages symboliques. Elle ne donne aucun mot d'ordre de grève aux cheminots ni aux dockers de Marseille qui auraient pourtant pu rendre matériellement impossibles les départs. C'est qu'il n'est absolument pas question, pour le Parti Communiste et la CGT de mener, à partir des mouvements de rappelés, une lutte efficace pour faire échec à l'envoi du contingent en Algérie.

Isolés, livrés à eux-mêmes, les rappelés n'ont eu d'autre choix que de partir.

Le 1er mai 1955 : la CGT refuse la parole aux militants nationalistes algériens

Au rassemblement du 1er mai 1955, la CGT refuse la parole à des militants nationalistes algériens. **L'Humanité,** dans un article intitulé **« Un incident regrettable »,** commente ainsi les faits : **« On pourra regretter que certains nationalistes aient tenté de troubler la manifestation du 1er mai... Si les tentatives de ces éléments avaient abouti à des incidents, cela n'aurait pu que faciliter la besogne du gouvernement responsable de la répression en Algérie... ».**

L'Humanité revient sur l'événement trois jours plus tard dans l'éditorial de la première page : **« L'importance d'un tel devoir de solidarité envers les travailleurs algériens se trouve soulignée par les regrettables incidents du 1er mai au cours desquels quelques dizaines d'Algériens, répondant aux directives de certains dirigeants nationalistes conseillés par des trotskystes et autres aventuriers, ont essayé de troubler la manifestation de la classe ouvrière parisienne... »**

Des Algériens osaient « troubler » la tranquillité du PCF en prenant la parole. Les staliniens se faisaient un devoir de les faire taire. Silence, on massacre... Vraiment, qui facilitait la besogne du gouvernement, sinon le PCF ?

Mars 1956 : le Parti Communiste vote les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet... pour intensifier la guerre coloniale

Pour les élections de janvier 1956, les socialistes de la SFIO, les radicaux de Mendès-France, l'UDSR de Mitterrand et quelques gaullistes comme Chaban-Delmas ont conclu une alliance. Ce « Front républicain » prétend vouloir « tout mettre en œuvre pour la cessation de la guerre en Afrique du Nord et le retour immédiat de nos jeunes soldats ». **La plupart de ses leaders ont été ministres dans les gouvernements précédents. Le PCF le rappelle quotidiennement dans sa presse. Il avertit les électeurs qu'ils risquent fort de mener la même politique.**

Cela ne l'empêche pas, le 1er février, de voter l'investiture du gouvernement de Front républicain au nom de l'unité de la gauche.

Les premiers actes du gouvernement Mollet ne peuvent d'ailleurs laisser aucune illusion sur ses intentions. Le 6 février, Guy Mollet est conspué par les ultras à Alger et doit battre en retraite sous les jets de pierre et de tomates. Le soir même, il assure que « la France restera en Algérie ». **Le 12 mars, il demande à l'Assemblée les pouvoirs spéciaux pour l'Algérie. Robert Lacoste précise les intentions du gouvernement :** « Pour faire la paix, il faudrait une supériorité numérique écrasante. Il nous faut beaucoup d'hommes ».

Cela n'empêche pas le PCF de voter les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet, en expliquant à ses militants qu'il s'agit d'un grand acte politique qui ouvre la voie au développement de l'action commune des socialistes et des communistes. Le PCF pourra par la suite reprocher aux socialistes leur duplicité, mais c'est en toute connaissance de cause qu'il leur a permis d'avoir les mains libres.

Assuré de l'appui du PCF, Guy Mollet intensifie la guerre. En avril, il rappelle les anciennes classes du contingent. Face à cette politique, le PCF a encore deux visages. D'un côté, il dénonce l'envoi des rappelés et crie bien fort sa volonté « d'empêcher que nos garçons soient voués à la mort pour une cause injuste ». **De l'autre, il continue à soutenir le gouvernement. Un gouvernement qui, en France, réprime les opposants à la guerre et fait saisir** l'Humanité.

Le 5 juin 1956, quand Guy Mollet repose la question de confiance, le PCF se refuse encore à voter contre. Il s'abstient.

Ce n'est qu'en juillet 1956 qu'il cessera de soutenir le gouvernement, une fois que toutes les mesures d'intensification de la guerre auront été mises en place et qu'il aura laissé le mécontentement cristalisé autour du rappel du contingent retomber, faute de perspectives.

Lorsque, en mai 1957, la droite parlementaire qui a accordé au gouvernement Mollet une exceptionnelle durée de vie, finit par le lâcher, le bilan de ce gouvernement de gauche est particulièrement édifiant.

C'est lui qui le premier a fait exécuter des prisonniers FLN. C'est lui qui a condamné à la guillotine Fernand Yveton, militant du PC algérien, accusé de terrorisme. C'est encore lui qui a couvert le détournement par l'armée de l'avion transportant cinq dirigeants FLN, dont Ben Bella. C'est enfin lui qui a donné au général Massu les pleins pouvoirs de police et assumé la responsabilité de la bataille d'Alger où les parachutistes vont faire régner la terreur dans la population musulmane, assassiner par milliers et institutionaliser la torture.

Hypocrites et cyniques

En janvier 1956, Guy Mollet avait bien dit : **« Je n'ai pas pris, je ne prendrai jamais d'engagement vis-à-vis des dirigeants du PCF ».**

Et il précisait le 10 janvier : **« Il serait malhonnête de promettre le retour immédiat en Métropole des troupes qui sont actuellement en Afrique du Nord ».**

Mais le 1er février, Jacques Duclos déclare à l'Assemblée : **« Nous votons l'investiture pour permettre au gouvernement de traduire ses promesses en actes ».**

25 mars 1957 : depuis trois mois, investis par Mollet des pleins pouvoirs de police, Massu, Bigeard et leurs paras torturent jour et nuit à Alger.

Guy Mollet ose encore jouer la comédie à l'Assemblée : **« Les prisonniers sont-ils ou ne sont-ils pas l'objet de tortures ? S'il était vrai qu'ils fussent l'objet de tortures, je le proclame très haut, aucune excuse ne vaudrait... La France est la nation des droits de l'homme. Il est des méthodes auxquelles ses enfants ne peuvent recourir sans porter atteinte à son honneur. »**

Les actes des uns par les paroles des autres

De 1945 à 1962 tous les partis de la gauche française ont été tantôt les responsables directs, tantôt les complices de la répression du peuple algérien. A l'occasion, ils ne manquaient pas de le rappeler... les uns aux autres.

Jacques Duclos, le 27 décembre 1955 : « C'est vous monsieur Mendès-France qui avez envoyé des hommes en Algérie. Votre politique n'a été fondée que sur la force et la répression ».

Mendès-France lui répond : « Si nous sommes vraiment des ennemis de la classe ouvrière comme a voulu le démontrer M. Duclos, pourquoi le Parti Communiste recherche-t-il notre alliance avec tant d'insistance ».

Guy Mollet, le 30 mars 1957 rappelle au PCF sa position au moment de Sétif : « Les communistes sont des fumistes. Selon qu'ils occupent ou non des postes de responsabilité, selon qu'ils espèrent ou non s'approprier la France, ils tiennent des propos complètement différents ».

Alors que quelques mois auparavant, le PCF avait voté les pouvoirs spéciaux au gouvernement Mollet, Thorez a le cynisme d'écrire le 4 avril 1957 : « Aucun autre gouvernement que le ministère à direction socialiste n'aurait réussi à faire aussi bien les affaires de la réaction. Aucun autre n'aurait osé envoyer à la mort en Algérie les soldats du contingent ».

Le Parti Communiste et la SFIO à la remorque de De Gaulle

Au début de 1958, il est clair depuis des mois, que les armes ne suffiront pas à réduire le soulèvement du peuple algérien. Mais aucun gouvernement ne veut passer pour un « bradeur de l'Algérie ». Tous remballent leurs plus timides réformes du statut de l'Algérie devant les cris de la droite et des « ultras », partisans acharnés de l'Algérie française.

Les émeutes du 13 mai à Alger vont surprendre la Quatrième République au détour d'une de ses innombrables crises ministérielles. Le MRP Pfimlin vient de présenter devant l'Assemblée un gouvernement semblable à ses prédécesseurs. A Alger, acclamé par les émeutiers, Salan en appelle à De Gaulle et couvre de son autorité le Comité de salut public mis en place par les insurgés. Le Parti Communiste se cantonne à ce que **l'Humanité** appelle **« les initiatives hardies »** de son groupe parlementaire. Il permet l'investiture de Pfimlin en s'abstenant. Quand Pfimlin adresse à Salan un message de félicitations **« pour services déjà rendus à l'unité de la patrie »**, les députés communistes le votent avec l'Assemblée unanime. Enfin, ils votent les pleins pouvoirs à Pfimlin qui s'empresse de demander à De Gaulle d'exercer le pouvoir.

Guy Mollet, quant à lui, est allé chercher De Gaulle à Colombey. Dans son sillage, 42 députés socialistes (sur 91) votent l'investiture de De Gaulle. Ce dernier récompensera Guy Mollet par un poste de ministre et lui demandera de rédiger une nouvelle constitution à ses dimensions.

Les travailleurs sont plutôt désorientés par ces ralliements et par le soutien communiste à Pfimlin. La grande manifestation du 28 mars contre De Gaulle est un baroud d'honneur.

Tous les partis ont laissé le champ libre à De Gaulle. Il apparaît comme le seul capable de régler la question algérienne aux moindres frais pour la bourgeoisie. Grâce à sa popularité à droite comme à gauche, il va pouvoir imposer à la droite et aux « ultras » le retrait en Algérie : une « solution » qu'il réalisera en quatre années, en commençant par continuer la guerre à outrance.

Par rapport à cette politique, le PCF n'en avait aucune autre à proposer. C'est pourquoi, il s'y est rallié dans les faits, se contentant de jouer le mouche du coche, disant un jour ce que De Gaulle annonçait le lendemain. Et quand il faisait de la surenchère, c'était dans le cadre de la politique de De Gaulle. Mais dans les moments de crise, en janvier 1960, et en avril 1961, le PCF, à l'instar de toute la gauche, se serrera derrière De Gaulle. Ce seront même les deux seules circonstances où la CGT sortira de sa tactique des grèves tournantes pour appeler à la grève générale décrétée par De Gaulle lui-même !

Alors, quand en avril 1962, De Gaulle proposera le référendum sur les négociations de paix, c'est dans la logique de toute son attitude depuis mai 1958, que le PCF appellera à voter « oui ».

DOSSIER

LA GAUCHE ET LA GUERRE D'ALGERIE

1958-1960 : les étudiants manifestent, le PCF reste à l'écart

A partir de l'année 1958, une opposition à la guerre d'Algérie se développe dans le milieu étudiant : en janvier, une manifestation de protestation contre la dissolution de l'UGEMA (association des étudiants nord-africains liée au FLN) réunit un millier d'étudiants. Deux autres manifestations ont lieu en mars.

L'arrivée de De Gaulle au pouvoir et la résiliation de nombreux sursis font monter la fièvre dans les facultés. Ce climat entraîne un changement de direction à l'UNEF : les modérés apolitiques cèdent la place. L'UNEF commence à manifester son opposition à la guerre : au printemps 1960, elle signe en commun avec l'UGEMA un communiqué pour l'indépendance de l'Algérie. Cela fait scandale, y compris à gauche où l'on n'ose même pas rapprocher ces deux mots.

Ecœurés par la politique de la SFIO et par l'inaction du PC, des jeunes sont alors attirés par le PSU qui apparaît assez combatif contre la guerre coloniale. Mais lorsque le FLN demande aux organisations de gauche leur soutien pour des manifestations à l'occasion du 1er novembre, date anniversaire de l'insurrection, elles refusent de répondre à cet appel. Le PSU s'abstient lui aussi.

Alors, c'est l'UNEF, un syndicat étudiant, avec toutes ses limites, dirigé par des catholiques de gauche, qui se retrouve à la pointe du mouvement d'opposition à la guerre.

L'UNEF est alors la seule à organiser au niveau national des manifestations. Ce ne sont que des manifestations de protestation, mais le PC se refuse même à cela ! Bien plus, il s'oppose aux initiatives de l'UNEF : le 27 octobre 1960, lorsque l'UNEF appelle à une manifestation à Paris et demande le soutien des organisations syndicales et ouvrières, celles-ci refusent. Le PCF et la CGT décident pour le même jour une manœuvre de diversion, en appelant à des rassemblements locaux devant les mairies. Malgré ce sabotage, c'est un succès puisqu'il y a 15.000 personnes. Tandis que le meeting se tient à l'intérieur de la Mutualité, des milliers de manifestants n'ont pu rentrer et s'affrontent durement à la police.

C'est seulement à la fin de l'année 1961 que le PCF se décide à organiser des manifestations avec l'UNEF et les autres partis. Pour lui, il s'agit de répondre à l'indignation de la population devant les attentats de l'OAS, à défaut d'organiser la lutte pour détruire l'OAS. Le PCF commence à manifester avec vigueur pour « la paix en Algérie » au moment où on commence à entrevoir une solution négociée par De Gaulle. Les manifestations du 19 décembre 1961 et du 8 février 1962 seront sauvagement réprimées. Au cours de cette dernière, neuf personnes seront tuées par la police au métro Charonne.

Les protestations de quelques appelés et intellectuels sont restées isolées

En dépit des trahisons et des démissions des partis de gauche devant la guerre d'Algérie, des appelés et des intellectuels ont voulu s'y opposer à titre individuel. Environ quatre mille soldats français ont déserté. Quelques-uns refusèrent de partir.

Par ailleurs des intellectuels ont eu à cœur de dénoncer le visage ignoble de cette guerre. Le Comité Maurice Audin, créé pour dénoncer la disparition de ce militant du Parti Communiste Algérien torturé par les paras, devait dénoncer les exactions de l'armée et de la police jusqu'à la fin de la guerre. En septembre 1960, 121 écrivains et artistes signèrent un manifeste reconnaissant le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie. D'autres intellectuels comme Francis Jeanson et ses amis aidèrent le FLN à cacher des militants et à transporter des fonds. Rendant compte du procès du « réseau Jeanson », **l'Humanité** prend ses distances. Elle précise : **« Ils ont choisi de se solidariser directement avec le FLN plutôt que d'en appeler à l'action de masse préconisée par notre parti pour mettre un terme à cette tragédie ».** Belle hypocrisie ! Le PCF n'était pas gêné de critiquer les limites de l'action individuelle alors que lui se refusait à organiser « l'action de masse » contre notre impérialisme.

Dans ses rangs quelques militants comme Alban Liechti refusèrent individuellement de partir en Algérie. **L'Humanité** du 26 septembre 1960 en cite une dizaine. Le PCF ne dédaignait pas de monter en pointe ces quelques cas. C'était pour lui une manière d'apparaître à peu de frais combatif contre la guerre d'Algérie sans changer moindrement le fond de sa politique.

"Un peuple qui en opprime un autre n'est pas un peuple libre"

La classe ouvrière française a payé cher la politique de soutien ouvert ou de complicité de ses organisations avec l'impérialisme. Elle l'a payé par la démoralisation de milliers des siens qui ont participé à cette guerre. Elle l'a payé par un embrigadement renforcé, par des morts et des souffrances, certes bien moindres que celles endurées par le peuple algérien. Cette guerre interminable a aussi favorisé le racisme. L'idée qu'un « peuple qui en opprime un autre n'est pas un peuple libre » s'est trouvée amplement confirmée.

Pourtant il eut été du devoir et de l'intérêt de la classe ouvrière de ne pas tolérer que la bourgeoisie mène cette guerre au nom de toute la population française.

Bien sûr la lutte des Algériens était dirigée par une organisation nationaliste qui n'incarnait pas les intérêts fondamentaux du prolétariat algérien. Mais de toute façon, le peuple algérien se battait parce qu'il ne voulait plus supporter le poids de l'oppression et il a eu raison de ne pas l'accepter.

La meilleure manière de montrer à la classe ouvrière algérienne qu'elle avait des intérêts propres à défendre dans cette lutte aurait été de lui prouver par des actes que la classe ouvrière française se battait aussi contre ses oppresseurs.

Le mouvement ouvrier français détenait la force de mettre en difficulté la bourgeoisie. S'il avait cherché à provoquer des fraternisations avec les combattants algériens, s'il avait utilisé ses armes de classe pour saboter l'effort de guerre, la bourgeoisie n'aurait pas été de taille à lutter sur deux fronts. Cette guerre dont l'aboutissement était inévitable n'aurait pas duré sept ans et demi. Les classes ouvrières algériennes et françaises y auraient même peut-être gagné leur émancipation.

Mais cette politique, infiniment moins coûteuse pour le peuple algérien, comme pour la classe ouvrière française, les partis de gauche ont refusé de la mener. Et cela parce qu'ils ont choisi consciemment de ne pas nuire aux intérêts de la bourgeoisie, quand ils n'ont pas choisi de se mettre directement à son service.

Manifestation FLN à Alger en décembre 1960. Le peuple algérien n'a obtenu son indépendance que par sa propre lutte.

1925 : quand le Parti Communiste menait une politique anti-colonialiste

La politique du PC face aux guerres coloniales n'a pas toujours été celle qu'il a osé mener pendant la guerre d'Algérie. En 1924, lors de la guerre du Rif, le jeune Parti Communiste développe une politique résolument anti-impérialiste.

Au Maroc, la France intervient alors pour écraser la population désarmée. Le maréchal Lyautey mettra plus d'un an pour venir à bout des Rifains et de leur chef Abdel-Krim.

Face à cette sale guerre coloniale, le PC est alors encore fidèle aux principes fondamentaux de la Troisième Internationale qui déclarait : « Tout parti appartenant à la Troisième Internationale a pour devoir... de soutenir non en paroles mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes... et d'entretenir parmi les troupes de la Métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux ». **Il développe les mots d'ordre d'** « Evacuation et de reconnaissance du Rif ». **Il préconise le boycott des fabrications et des transports de guerre et la fraternisation sur le front.**

Témoins, les extraits de la brochure rédigée par Marty en 1926 :

« Le Parti Communiste dit aux travailleurs français : Quel est ton ennemi ? C'est le patronat, l'Etat français, l'impérialisme français, dernière forme du capitalisme... Ils luttent contre le même ennemi, et tout coup qu'ils porteront aux banquiers et aux industriels, aux gros propriétaires et à leurs valets les ministres, affaiblira les maîtres des travailleurs de ce pays. » — « Les Rifains veulent être indépendants : les travailleurs de France doivent les soutenir au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.. .Nous reconnaissons à toute colonie le droit de se séparer de l'Etat qui l'opprime, et cela, s'il le faut par l'insurrection. C'est pour cela que nous sommes pour l'évacuation du Maroc... Il n'y a pas d'hésitation possible : ouvriers et paysans doivent fraterniser avec les peuples coloniaux et soutenir leurs revendications. »

La journée du 16 dans la sidérurgie

LA LORRAINE PARALYSÉE

Les jeunes bloquent la voie ferrée.

En Lorraine, la journée du 16 février a largement débordé le cadre de la sidérurgie. En plus des mineurs de fer qui s'étaient joints à la grève, les petits commerçants ont fermé boutique, les écoles, les lycées... Toute la région a été paralysée pendant 24 heures.

Dès 2 heures du matin, les premiers barrages ont été mis en place sur tous les axes routiers des vallées de la Fensh, de l'Orne, de la Moselle, du Pays-Haut et du bassin de Nancy, jusqu'aux postes frontière avec la Belgique et le Luxembourg qui ont été bloqués eux aussi. Plus personne ne pouvait passer nulle part et les trains également étaient bloqués.

Aux piquets, l'ambiance était bonne et la participation a dépassé de beaucoup le cadre des seuls militants. Tandis que les grévistes allumaient des braseros pour se réchauffer, les habitants venaient spontanément leur apporter du café et des cigarettes. Les discussions étaient animées. Peu d'automobilistes ont cherché à forcer les barrages.

Dès 23 heures, les piquets étaient levés, mais la question que se posent certains, c'est : « Que va-t-il se passer maintenant ? ». Car les actions spectaculaires se succèdent (une grande marche sur Paris est maintenant prévue pour le mois de mars), mais elles ne débouchent sur rien.

A Longwy, un responsable CFDT avouait que sa centrale se montrait plus favorable désormais aux actions ponctuelles comme les occupations et les blocages qu'aux manifestations. Car, disait-il, « on ne peut plus proposer aux ouvriers, après une manifestation, de rentrer bien sagement chez eux ». Voilà pourquoi aucune manifestation, à part celle des mineurs de fer, n'a été proposée le 16 février. L'expérience de la manifestation du 30 janvier, où quelques centaines de sidérurgistes avaient attaqué le commissariat après l'ordre de dispersion, a donné à réfléchir aux syndicats... Trouver des formes d'action qui servent d'exutoire à la colère des travailleurs, sans prendre le risque d'être débordées, telle est le principal souci qui guide les organisations syndicales.

Correspondant LO

Manifestation des mineurs de fer à Metz.

● Les mineurs de fer à Metz

Tandis que les sidérurgistes bloquaient tous les axes routiers de la région, les mineurs de fer, eux, étaient appelés par leurs organisations syndicales à venir manifester à Metz. Ce qui ne fut pas sans poser de problèmes : des cars transportant des mineurs furent bloqués à Hayange, Priay, etc.

En fin de compte, ils se retrouvèrent à 2 000 dans les rues de Metz pour dénoncer les nouveaux licenciements qui se préparent et aussi l'amputation qui est faite sur l'indemnisation des mineurs qui partent en pré-retraite après trente ans de fond à la mine (on leur retire 20 % par rapport à ce qu'ils touchaient auparavant).

« Retraite, oui ! Misère, non ! », criaient les mineurs. A côté de ce slogan, on pouvait entendre les revendications nationalistes avancées par la CGT et la CFDT : *« Minerai étranger hors de Lorraine ».*

Correspondant LO

Les ouvriers barrent les routes.

A la frontière belge, des camions sous douane ont été vidés.

● Aux Aciéries de Pompey

A Pompey, l'appel des syndicats pour la grève du 16 février a bien été suivi : 80 à 100 % de grévistes. Toutefois, le meeting du matin à 7 h 30 a réuni relativement peu de monde en dehors des militants syndicaux et des proches sympathisants : 50 à 70 personnes. Après les allocutions des dirigeants syndicaux, les travailleurs sont partis en manifestation, bloquant la circulation sur la Nationale vers Frouat, localité voisine, pour bloquer la gare, ligne Paris-Strasbourg. L'occupation a été levée à midi.

Correspondant LO

● A Usinor-Dunkerque

A Usinor-Dunkerque, le mouvement de grève du 16 février a été largement suivi. Bien sûr, les travailleurs ne se sentent pas directement touchés par les vagues de licenciements dans la sidérurgie lorraine et du Nord. Bien que la combativité ne soit pas près grande, la plupart ont senti la nécessité de marquer le coup en faisant grève ce jour-là. Environ 80 % des travailleurs étaient absents et l'usine n'a pas tourné. Même parmi ceux qui, habituellement, ne font pas grève, beaucoup s'étaient mis en congé le 16 février. C'est la première fois qu'un mouvement est aussi suivi depuis la grève de trois semaines de 1975.

Plusieurs centaines d'ouvriers d'Usinor se sont retrouvés à la manifestation à Dunkerque qui a regroupé environ 2 000 personnes, malgré l'absence des dockers qui forment habituellement le gros contingent des manifestations dunkerquoises.

Correspondant LO

● A Neuves-Maisons

Même si la situation de l'usine semble offrir un répit grâce à la poursuite de la construction de la nouvelle aciérie, la grève du 16 février a été suivie par une bonne partie des travailleurs. La direction elle-même parlait de 60 % de grévistes. Le mouvement a donc été mieux suivi que les grèves que nous avions faites l'été dernier contre l'arrêt de la construction de la nouvelle aciérie ; et nettement mieux que lors de la grève générale en Lorraine le 12 janvier.

Nous étions près de 100 à participer aux actions spectaculaires proposées par les syndicats. Le matin, blocage du Trans Europe Express le « Stanislas ». A midi, barrage sur l'autoroute, provoquant plusieurs kilomètres de bouchons. Puis blocage du point central de Nancy, et enfin occupation de la Chambre patronale où des paquets d'imprimés ont volé par les fenêtres.

Nous n'étions pas tellement nombreux, mais cela faisait plaisir de se faire entendre en même temps que les autres sidérurgistes. La solidarité avec Longwy y était pour quelque chose, d'autant plus qu'à l'usine, beaucoup craignent que l'avenir ne soit pas aussi assuré qu'on nous le dit. Et ici aussi, tout le monde ressent durement les fins de mois difficiles. Ainsi, depuis mercredi, une vingtaine de travailleurs, les démonteurs du train à fil, sont en grève pour les salaires, et toute l'usine suit avec intérêt la situation.

Correspondant LO

● Dans les Ardennes

Dans le département des Ardennes, aucun mot d'ordre central n'avait été donné et, selon les entreprises, les débrayages allèrent de deux heures en fin de poste (chez Deville à Charleville), à quatre heures (à Tréfimétaux - Givet) ou à la journée complète (à la Chiers ou dans l'agglomération de Revin).

Deux pôles de regroupement avaient été choisis : Sedan et Vireux. Sans compter l'envoi de deux autocars à Bruxelles.

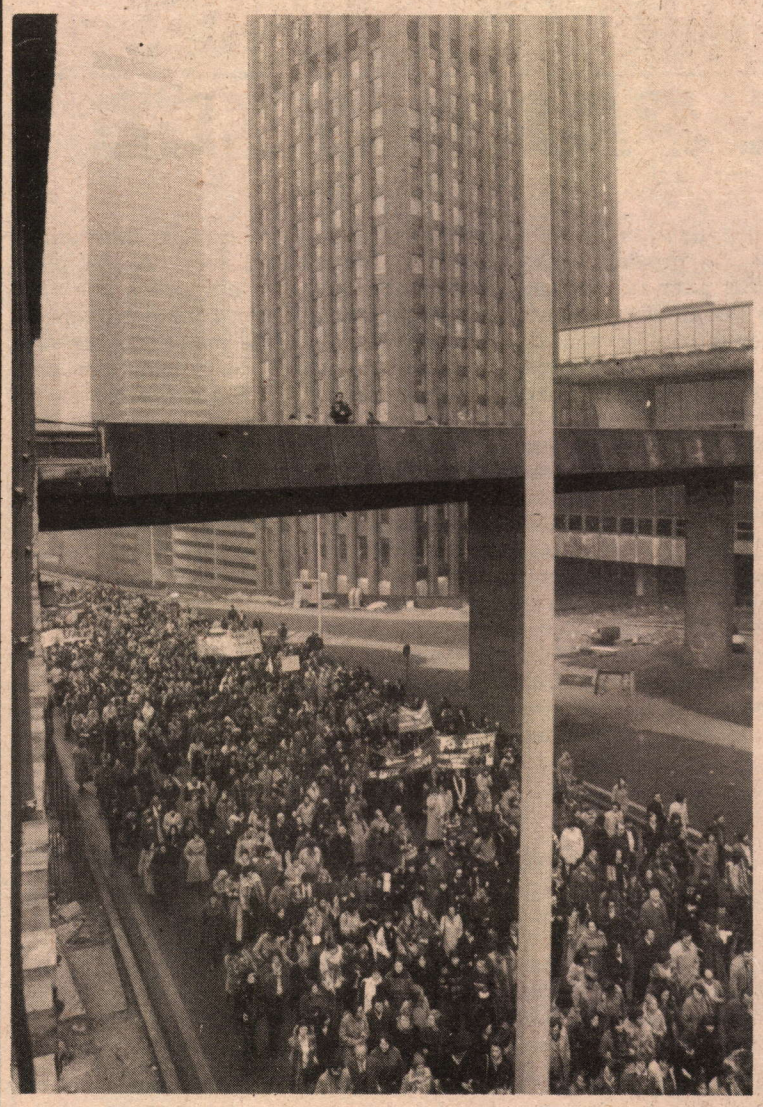
C'est à Sedan que devaient se regrouper toutes les entreprises en grève de Sedan, Charleville, Carigan. Un meeting était prévu vers 14 heures.

Plusieurs milliers de travailleurs participèrent au meeting syndical et au défilé qui le suivit. Tout aurait sans doute été fort calme si les CRS n'avaient pas barré une rue qui conduisait à la sous-préfecture à un endroit que la manifestation croisait. La présence de ces gardiens de l'ordre formant barrière joua un peu le rôle d'aimant, une partie des manifestants se détournant pour s'engouffrer dans la rue. Quand le service d'ordre syndical fit refluer les manifestants, il se trouva servir de bouclier aux CRS qui avancèrent derrière lui. Là, les boulons se mirent à voler et malgré tout ce que les syndicats (qui ont parlé **« d'éléments incontrôlés »** étrangers à la manifestation) et la police (qui a parlé d'éléments troubles) ont pu raconter, ce sont bien les manifestants, jeunes pour la plupart qui, pendant toute la soirée, vont affronter les CRS. Ils vont converger de toute la région vers Sedan et attaquer le commissariat, l'hôtel des impôts et la permanence du député RPR.

Si, le lendemain, dans **l'Humanité,** on parlait **« d'irresponsables »,** les communiqués régionaux faisaient surtout état de la provocation qu'avait constituée la présence de policiers en nombre inhabituel dans les rues de la ville.

Correspondant LO

Mouvements de grève dans les assurances



Les travailleurs de l'UAP bloquaient le 9 février dernier le boulevard circulaire de la Défense.

Depuis le 19 janvier, c'est-à-dire près d'un mois, les syndicats de l'Assurance, CGT en tête, appellent les employés à des mouvements divers, tels que manifestations (plus d'une demi-douzaine), débrayages successifs allant de deux heures à vingt-quatre heures, grève du zèle et même grève totale avec occupation, comme à l'UAP rue Le Pelletier, Paris 9e.

C'est pour appuyer leur négociation avec la Fédération française des sociétés d'assurances que les fédérations syndicales ont lancé ces mouvements.

Très vite, les manifestations ont regroupé bien plus de monde que lors des traditionnelles journées d'action. L'ambiance y était, contribuant à renforcer l'enthousiasme de ceux qui avaient débrayé.

Dans toutes les entreprises d'assurances, une minorité plus ou moins importante d'employés a cherché à aller plus loin. Les dirigeants syndicaux ont alors poussé à la grève même minoritaire, utilisant le ras-le-bol de la minorité la plus combative dans des actions qui n'ont d'autre efficacité que d'entretenir l'illusion que les syndicats n'ont pas peur « d'y aller ».

Les actions minoritaires, les coups d'éclats, les gestes spectaculaires, voilà la poudre aux yeux que jettent les organisations syndicales pour faire croire qu'elles sont prêtes à une lutte déterminée contre les patrons et pour faire oublier qu'elles se refusent catégoriquement à unifier les luttes, à les renforcer vraiment.

Ce sont toujours les actions à la carte, branche par branche, secteur par secteur, qui sont à l'ordre du jour.

Par exemple, alors que le mercredi 21 les banques et les assurances étaient appelées à faire grève, non seulement les assurances n'étaient pas appelées à manifester avec les banques, mais les banques devaient organiser chacune leur manifestation.

C'est dire que la radicalisation de façade des centrales syndicales est sans rapport avec une volonté réelle de lutter. Car dans les faits, elles tournent le dos à tout plan de généralisation des luttes.

Correspondant LO.

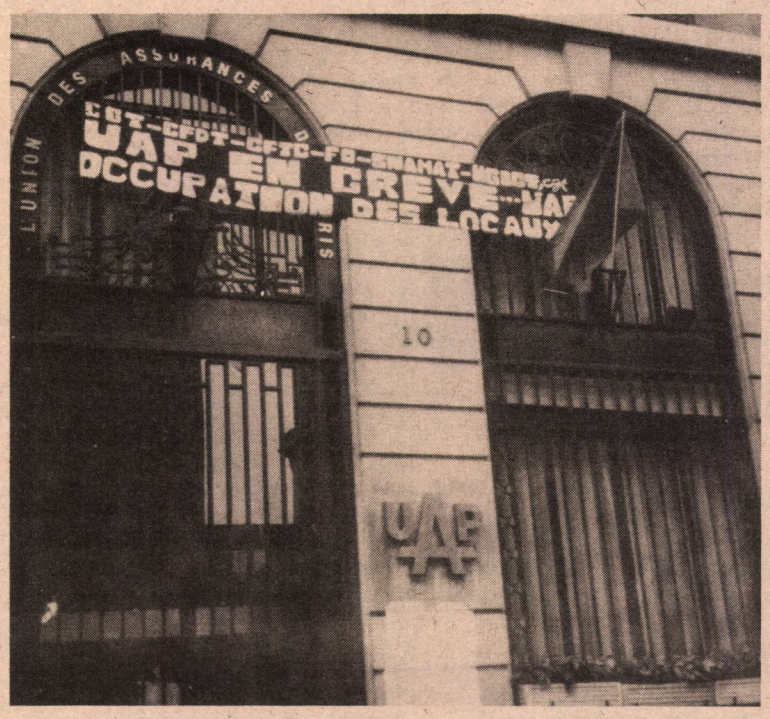
● Grève avec occupation à l'UAP Le Pelletier (Paris)

Le mouvement a pris une tournure plus sérieuse depuis le vendredi 16 février. Ce jour-là, il y avait une manifestation de toutes les entreprises de l'assurance. Nous étions huit cents de Le Pelletier, sur deux mille cinq cents personnes que compte l'entreprise. L'ambiance était chaude, nous retrouvions là nos camarades du « Monde », des AGF, du GAN, de l'Abeille-Paix, de la Préservatrice.

Une fois de plus, de la part des patrons de la Fédération des sociétés d'assurance, cela fut une fin de non-recevoir : nous n'aurions rien, si ce n'est les 0,6 % prévus en mars.

De retour à Le Pelletier, une assemblée générale réunissait les manifestants. Dans un bruit indescriptible, la CGT proposait la grève illimitée avec occupation et piquets de grève : environ 960 personnes se prononçaient pour la grève, sept cents se prononçaient contre, sur un total de 1.800 personnes présentes ce jour-là. Quant à l'occupation, on décida de ne pas attendre la fin du week-end et de s'installer le soir même. Pourtant, si c'est dans l'enthousiasme que l'occupation fut décidée, ce ne sont que quelques dizaines d'employés qui passent à l'entreprise les longues heures d'occupation.

Les jours passant, cette occupation prend de plus en plus un caractère assez sinistre. La CGT a décidé en effet de transformer l'entreprise en véritable fort assiégé. Toutes les portes ont été bouclées, cadenassées à double tour, bureaux, chaises, armoires s'entassent devant toutes les ouvertures. Et puis il ne faut pas danser le soir, ont dit les militants de la CGT, car on est fatigué pour prendre le piquet du matin ! Pour entrer et sortir de ce blockhaus, c'est toute une histoire ; il faut



passer plusieurs sas, à condition, en plus, d'avoir la consigne.

Ceci dit, tous les grévistes occupant ne sont pas d'accord pour jouer aux petits soldats et quelques îlots de bonne ambiance et de franche camaraderie arrivent à s'instaurer.

La grosse majorité du personnel, quant à lui, regarde passivement les événements... de l'extérieur, en attendant des jours plus sereins.

Les cadres, de leur côté, ne restent naturellement pas inactifs. Ils s'agitent dans les cafés alentour, faisant signer des motions et des pétitions pour retrouver au plus tôt leur « cher boulot quotidien ». Une fois, dans un grand mouvement de colère, on a vu un cadre devant l'entreprise venir frapper avec ses chaussures dans les carreaux du fort assiégé.

Quant à la direction, elle a choisi le style « grande force tranquille et pacifique ». Elle a envoyé au personnel une communication signalant qu'elle verserait un dixième du salaire de novembre 1978 sur la paie de février 1979. Quant au personnel qui souhaite être payé pour les heures non travaillées, il lui suffit de téléphoner au service du personnel. Ce qui ne l'empêche pas d'avoir assigné les délégués en référés à cause de l'occupation.

La CGT tenait absolument à une grève dure à Le Pelletier et cela, y compris sans l'accord de la majorité du personnel. Elle ne fait rien d'ailleurs pour susciter chez les grévistes l'envie de prendre en main eux-mêmes leur mouvement ni pour susciter chez les non-grévistes l'envie de rejoindre leurs camarades. Elle chapeaute de bout en bout cette grève et donne bureaucratiquement les directives.

P.V.

● A l'UAP Tour Assur à la Défense... ... on est plus prudent

C'est avec beaucoup plus de scepticisme que les employés de la Tour Assur ont accueilli les diverses actions lancées par la CGT, que les délégués s'évertuaient à présenter accompagnées de communiqués triomphalistes sur **« tout ce que les patrons avaient lâché ailleurs »**. Plusieurs interventions cégétistes furent contrées par des militants qui s'opposaient à ces actions isolées, sans perspective, qui n'aboutiraient qu'à démoraliser les plus combatifs. La section FO de l'entreprise s'aligna d'ailleurs sur cette dernière position et défendit en assemblée générale son opposition à des actions dispersées où **« on nous renvoyait isolément dans nos entreprises en découdre avec nos patrons respectifs »**.

Un noyau de deux cents à quatre cents personnes sur 2.500 employés participèrent dès le début du mouvement aux diverses manifestations et débrayages. Aujourd'hui, ce petit noyau s'amenuise de jour en jour.

Mais les délégués CGT les appellent toujours à continuer...

Correspondant LO

● A l'Europe (Paris) le ras-le-bol des employés

A l'Europe, l'une des cinq compagnies d'assurance qui constituent le groupe VIA, un mouvement de grève s'est déclenché mercredi 14 février.

Ce jour-là, des délégations de toutes les compagnies du groupe (L'Europe et La Rurale, Le Nord, Le Monde, le GFA) envahissaient les bureaux de la direction du Monde où se trouvaient le responsable du groupe et ses acolytes. Pendant deux heures trente, il a dû nous tenir compagnie et écouter sagement nos revendications et aussi nos chansons.

Depuis, 150 personnes environ sur 300 à 350 employés présents dans les locaux de l'Europe et de La Rurale continuent la grève et se réunissent chaque jour en assemblée générale. La cantine est occupée toute la journée et transformée en forum de discussion permanente et en atelier d'affiches. Sur les murs de L'Europe on pouvait par exemple lire ces jours-ci. « *VIA nous emmène en bateau* » (le groupe a en effet participé au financement de la « course du rhum » à travers l'Atlantique), ou bien le texte d'une chanson composée sur l'air de *La Carmagnole* et qui proclame : « *Dansons l'assurançoise, vive l'action que nous menons* ».

Les cent cinquante grévistes sont pour l'instant déterminés à poursuivre leur mouvement, qu'ils reconduisent chaque jour, bien que tous leurs efforts pour mettre le reste du personnel en grève soient restés vains. Ils ont élu un comité de grève qu'ils ont renouvelé « *afin que chacun en fasse partie à tour de rôle* ». Ce n'est pas un vrai comité de grève dirigeant réellement le mouvement : c'est à ses membres qu'incombent les tâches d'organisation matérielle du mouvement, mais c'est la CFDT qui dirige la grève.

Correspondant LO.

48 H DE GRÈVE DANS LES BANQUES

Les employés du Crédit Lyonnais de Paris lors de la manifestation du 21 janvier.

● Au Crédit Lyonnais (Paris)

Mercredi 21 et jeudi 22, les syndicats CGT, CFDT, FO et SNB du Crédit Lyonnais appelaient à une grève de 48 heures, dans le cadre du mot d'ordre national lancé par les fédérations syndicales de la Banque.

Alors que le précédent mouvement — de 24 heures de grève — lancé par les fédérations le 31 janvier avait été très suivi au Crédit Lyonnais (40 % de grévistes dans l'ensemble), on peut dire que cette fois leur appel a été moins suivi, excepté certains secteurs comme République, où l'on compte près de 40 % de grévistes.

La plupart des employés ne sont plus guère enthousiastes pour les journées d'action. Mais beaucoup sont attentistes et veulent savoir « si ça démarre vraiment », « si on sera assez nombreux pour y aller à fond avec des chances de vaincre ». C'est ce qu'ils ont dit dans les réunions de service, où l'affluence d'ailleurs était faible.

A la manifestation du 21, nous étions 500 du Crédit Lyonnais et nous avons rejoint le cortège des grévistes des compagnies d'assurances « La France » et « La Foncière ». 500, c'était le même chiffre de manifestants que le 31 janvier, et le moral y était. Nous avons fait le tour du quartier des assurances, passant devant les imeubles occupés et criant **« Banque, assurances, même patron, même combat »** et des slogans sur les 35 heures.

Dans leur prise de parole commune devant le ministère des Finances, les syndicats ont cité l'article du **Monde** du 20 février, selon lequel **« la Banque pourrait être la sidérurgie de demain »**. Les auteurs de cet article envisagent, en reprenant les conclusions du rapport Nora, que l'informatisation dans les banques entraîne **« des économies d'emploi »** allant jusqu'à 30 % du personnel, dans les dix ans à venir.

Les syndicats ont souligné que la meilleure riposte, ce serait encore de se battre dès maintenant alors que nous avons notre emploi ; pour les 35 heures, mais aussi pour nos salaires et pour des effectifs supplémentaires.

Jeudi 22, la grève continue. La manifestation inter-banques du matin a réuni 2 500 personnes, dont 700 du Crédit Lyonnais. De nombreux mots d'ordre ont été criés avec enthousiasme. Alors que les syndicats criaient **« Giscard, Barre organisent le chômage, organisons le départ de Giscard, Barre »**, de nombreux manifestants ont repris le slogan **« Organisons la grève générale »** lancé en écho par des militants de Lutte Ouvrière.

Les fédérations n'ont pas appelé à reconduire la grève vendredi. Elles ont lancé le mot d'ordre de deux journées d'action : le 26, blocage de la chambre de Compensation (où les banques s'échangent les chèques) et, le 28, grève d'échéance.

Au Crédit Lyonnais, c'est la journée de vendredi qui risque d'être décisive. Le matin, des assemblées générales sont prévues dans chaque immeuble : le point sera fait sur le mouvement, et sur le moral et les intentions des grévistes.

Une partie du personnel qui n'a pas fait grève les 21 et 22 a annoncé son intention de venir à ces assemblées générales, pour voir ce que les syndicats vont proposer et peut-être rejoindre les grévistes.

Cette grève de 48 heures, moyennement suivie, ne semble pas être le départ d'une grève longue, mais le personnel du Crédit Lyonnais n'a pas forcément dit son dernier mot.

Les revendications des employés des assurances sont pour l'essentiel les mêmes dans toutes les compagnies et tous les établissements : ils réclament 2 600 francs de salaire minimum, 1 000 francs de rattrapage sur l'année 1978, 400 francs d'augmentation mensuelle de tous les salaires, 35 heures de travail hebdomadaire et la retraite à 60 ans, ainsi que la garantie de l'emploi.

Jusqu'à présent, la Fédération française des sociétés d'assurances, qui chapeaute l'ensemble des compagnies, a fait comme propositions : un rattrapage de 0,8 % sur les salaires, au titre de 1978, une prime de 10 % sur le salaire de novembre et l'engagement pour 1979 d'augmenter les salaires de 0,6 % en plus de l'augmentation de l'indice INSEE.

● **ASSURANCES « LA FRANCE » (Paris)**

Le directeur a peur des soviets

Comme dans la plupart des compagnies d'assurances, à « La France », il y a des mouvements. Depuis quinze jours, débrayages ou assemblées sont quotidiens. Jusqu'à présent, c'est une petite minorité (deux cents sur neuf cent cinquante) qui se retrouve à chaque fois.

Le reste du personnel n'est pas hostile, mais attend.

Mardi 20 février, la direction a demandé à recevoir les délégués du personnel, pour « information ». Mais c'est chaque service qui a envoyé un représentant à cette réunion... Le directeur faisait une drôle de tête : **« Mais, vous êtes débordés ! »**, lançait-il ingénument aux représentants syndicaux présents... Il aurait préféré ne discuter qu'avec eux ! Tout ce qu'il trouva à dire aux représentants des services, ce fut : **« Ici, je ne veux pas avoir à faire avec des soviets ! »**. Et il s'est dépêché de répéter qu'il ne s'agissait que d'une réunion d'information et qu'il n'avait rien d'autre à proposer que ce que la direction avait déjà accordé, c'est-à-dire 40 F d'augmentation minimum et une prime d'un dixième du salaire de novembre.

Le personnel présent a alors dit ce qu'il en pensait : **« Vous trouvez cela convenable de vivre avec 2.200 F par mois, comme certains employés ? L'informatique doit profiter à tout le monde, et il faut les 35 heures »**, etc.

● **AU GAN PARADIS (Paris)**

Ça continue

Depuis le 19 janvier, et surtout depuis le 30, nous avons multiplié débrayages et manifestations à l'appel des syndicats. Entre 200 et 300 personnes ont régulièrement participé à ces actions. Cela ne s'était pas vu au GAN-Paradis depuis longtemps. Mercredi 21, nous allons manifester de nouveau avec les autres compagnies d'assurances. Les syndicats nous ont appelés, mardi 20, à voter sur la suite à donner au mouvement. Ils l'ont fait sous la pression d'une partie du personnel qui en avait assez de faire manifestation sur manifestation, sans êtres consultés sur les actions à mener. Une seule assemblée générale avait eu lieu au début du mouvement ; depuis, plus rien. Du coup, ils ont prévu une assemblée générale pour jeudi.

La participation au vote de mardi a été massive. Et il ressort que 43 % sont pour 24 heures reconductibles, 18 % pour des débrayages de 3 heures, le reste ayant voté non ou blanc. D'autre part, pas mal de bulletins portaient la mention **« avec occupation »**. La participation comme le résultat montrent que l'ensemble des employés se sent largement concernés.

Le mouvement continue donc. Il faut dire qu'on est largement encouragé par les petits reculs de la direction, qui dans un premier temps se moquait complètement de nous en proposant 0,80 % de rattrapage ! Depuis, elle a dû reculer un peu plus : le salaire d'embauche est passé de 2 050 F à 2 300 F, les primes de scolarité et de garde d'enfant ont augmenté... Il fallait voir aussi comment, pendant le dépouillement du vote, elle s'est empressée de faire distribuer une note de service pour dire qu'elle accordait les 0,80 % à partir du 1er janvier, plus 10 % du salaire brut de novembre payés fin février.

Si cela montre que, quand nous agissons, la direction fait moins la fière, nous sommes encore loin des 35 heures, des 2 600 F minimum, du maintien du pouvoir d'achat... Mais, comme le faisaient remarquer certains, ce qu'elle lâche, ça paye les heures de grève. On aurait tort de ne pas continuer.

Correspondant LO

● **LE NORD (Paris)**

200 grévistes depuis une semaine

Depuis une semaine, ce sont deux cents employés, sur les 550 que compte la compagnie, qui sont en grève.

Tout a commencé avec la manifestation du 14 février.

Du « Nord », nous étions 200 à participer à l'occupation du siège du groupe VIA. L'ambiance était chaude et chacun avait pu dire ce qu'il avait sur le cœur. Le lendemain, en assemblée générale, 200 employés ont décidé de se mettre en grève.

Depuis, chaque jour, le mouvement a été reconduit en assemblée générale. Pour empêcher la direction de sortir quand même les affaires urgentes, les grévistes ont occupé le service Informatique du groupe, rue de Vivienne, et le standard de la compagnie. En même temps, on interdisait l'entrée de la compagnie aux clients et aux courtiers.

Comme nous n'étions pas une majorité en grève, nous nous sommes répandus par dizaines dans les services, pour essayer de convaincre les non-grévistes de nous rejoindre dans le mouvement ; sans succès jusqu'à présent.

Le mouvement a quand même contraint la direction à un recul sur un point : la prime prévue pour mars ne sera pas inférieure à 300 F. C'est certes loin du compte, mais cela montre que la direction craint de s'aventurer dans une opposition trop absolue face à ce mouvement.

● NORTON (La Courneuve)

Un coup de colère des travailleurs

Chez Norton, lundi 19 février, il y avait de l'ambiance.

Le matin, la CGT avait appelé à un débrayage pour protester contre des mises à pied visant huit délégués à qui il était reproché d'avoir réuni les travailleurs dans les ateliers pour discuter des revendications.

Ce débrayage, qui rassembla 130 travailleurs, fut transformé en délégation auprès du directeur de production et c'est là que tout a commencé.

D'abord ce monsieur a essayé de nous perdre en faisant les cent pas d'un côté à l'autre de l'usine, puis il a tenté de nous fermer sa porte au nez toujours sans succès. Finalement nous avons réussi à lui imposer notre présence en exigeant qu'il discute de la levée des sanctions.

On décida de rester en sa compagnie jusqu'à ce qu'il change d'avis.

Les uns entraient dans le bureau pour tester le confort directorial, les autres allaient chercher des sandwichs à la cantine ; tout cela dans une ambiance bon enfant.

Nous commencions à nous ennuyer un peu en sa seule compagnie, quand arriva un de ses « camarades » avec un plateau pour alimenter ce pauvre directeur. Tous les agents de maîtrise et les cadres, avec leurs calepins et leurs crayons, flanqués d'un huissier, sont venus ensuite. Malgré les menaces de l'huissier, ils sont repartis bredouilles.

Quelques heures plus tard, ils remettaient ça, accompagnés cette fois des cadres de la direction générale et du commissaire de police de La Courneuve. A quelques-uns, jouant des coudes, ils ont réussi à rejoindre l'objet de leur inquiétude. Ce n'est que devant la menace du commissaire de nous envoyer les CRS, que nous avons décidé de quitter notre directeur.

La direction n'est pas revenue sur les sanctions des huit délégués, elle n'en a pas pris d'autres pour les événements de ce lundi, parce que, dit-elle dans une note, elle est soucieuse de l'emploi. Alors, bien sûr, elle menace, elle déclare que si son ordre est à nouveau perturbé, elle possède de quoi licencier un certain nombre d'entre nous.

Mais en dépit de ses menaces, la quasi-totalité de ceux qui ont participé à l'expédition savent que l'intimidation peut changer de camp et ils ne regrettent pas d'avoir pu le constater.

Correspondant LO

● BERLIET RVI (Vénissieux - St-Priest)

Fin de l'occupation à l'usine "Ponts"

Lundi 19 février, les ouvriers de l'usine Ponts à Saint-Priest, ont repris le travail après une semaine de grève avec occupation.

Depuis début février, l'ensemble de l'usine Ponts effectuait des débrayages pour une augmentation de 350 F.

Le vendredi 9 février, la grève était totale parce que la direction avait commencé à démonter les pièces pour tenter de faire faire le travail de montage des ponts dans d'autres usines Berliet, en particulier à Lyon-Montplaisir (les ouvriers de Lyon-Montplaisir ont d'ailleurs refusé de monter les ponts de Saint-Priest et ont transporté les pièces dans le bureau du directeur !). Le lundi matin, en voyant que la direction avait profité du week-end pour démonter d'autres pièces, personne n'a repris le travail. Devant la colère des travailleurs, les syndicats ont appelé à la grève avec occupation, qui a été votée par 75 % des travailleurs.

Mais dès le mardi, les dirigeants syndicaux tentaient de convaincre les travailleurs de cesser l'occupation : ils se heurtaient à un refus. Le jour même, ils ont accepté de remettre à la direction une vingtaine de ponts terminés en échange de négociations qui n'ont rien donné.

Le jeudi, un train spécial emmena les travailleurs de Vénissieux et de Saint-Priest manifester à Lyon où, avec ceux de Montplaisir et Feuillat, ils se sont retrouvés 6 000, dans une ambiance très combative. Les autres jours, il y eut à Vénissieux des débrayages limités.

Mais le vendredi, la CGT a pesé à nouveau de tout son poids pour faire cesser l'occupation, en invoquant le passage au tribunal des référés, le jour même, et la menace d'une évacuation par les CRS. De plus, la direction n'acceptait de négocier que si l'usine était évacuée.

Les deux tiers des présents ont donc voté la fin de l'occupation et la poursuite de la lutte *« sous d'autres formes »*, laissant les travailleurs du montage continuer seuls la grève.

La direction n'a toujours pas cédé et les débrayages se poursuivent dans le reste de l'usine.

Correspondant LO

Ça bouge aux mines de Carmaux

Suite à un mouvement revendicatif touchant un des secteurs de l'entreprise — le lavoir — qui avait débuté le 15 février sur des revendications de salaire, conditions de travail et embauche des intérimaires, la direction a décidé de lock-outer à partir du 19 février les ouvriers du fond.

Cette décision provoqua une colère aussi générale que spontanée, d'autant plus que la direction proposait de considérer les jours de lock-out comme des journées de congés payés.

Et depuis lundi, les actions se succèdent : occupation des locaux de la direction, blocage durant plus de deux heures de la Nationale 88, blocage d'un train mercredi 21 février en gare de Carmaux. Les travailleurs réclament la levée du lock-out, le paiement des jours de lock-out et l'augmentation de la prime de nuisance pour la laverie (cela représente environ 30 francs par mois).

D'un côté, les syndicats, la CGT principalement mais aussi FO, CFDT et CFTC, font tout pour ne pas proposer d'autres revendications aux mineurs. Et ils se refusent à appeler à la grève les secteurs non lock-outés comme la cokerie et les ateliers. D'ailleurs, les travailleurs de la cokerie se sont fait houspiller par les syndicats, car ils avaient débrayé sans l'avis de l'intersyndicale !

Face à cela, certains travailleurs voudraient profiter du mouvement pour avancer des revendications pour les mineurs qui pourraient d'ailleurs être parallèles aux revendications de la laverie. Celles-ci ne sont d'ailleurs toujours pas satisfaites, la direction ayant opposé un « non » général à toutes les revendications.

Correspondant LO

● CGCT (Vaugirard)

Une journée de protestation

L'ensemble des organisations syndicales des diverses entreprises de la CGCT (Paris-Vaugirard ; Massy - Essonne ; Boulogne-Pas-de-Calais ; Rennes) avaient décidé de faire du 16 février dernier (jour de la grève dans la sidérurgie) une journée de protestation contre les menaces qui pèsent sur l'emploi dans le trust : d'ici 1980, 2.800 suppressions d'emplois sont prévues. A Vaugirard, en particulier, c'est aussi la politique de la direction en matière de salaires qui suscite le mécontentement : alors que, jusqu'à présent, les salaires étaient augmentés en fonction de l'évolution de l'indice INSEE, un blocage de la hausse à 8 % de la masse salariale vient d'être annoncé pour l'année 1979 (8 % tout compris, augmentations générales comme augmentations individuelles).

Menaces sur l'emploi, limitation des augmentations de salaire... Nous nous sommes donc retrouvés à 1.200 personnes au siège social de la société, à Paris-Vaugirard, le 16 février. Pour la première fois depuis bien longtemps étaient réunis là des travailleurs de Vaugirard bien sûr — environ 600 — mais aussi des délégations des autres usines : entre autres, 400 camarades de Massy ainsi que des travailleurs des chantiers disséminés un peu partout.

Après une manifestation qui mit un peu d'animation dans certaines rues du XV° arrondissement, nous sommes allés tous ensemble rendre visite à la direction générale apostrophant les patrons aux cris de « Besancenot, du boulot ! Lauvergeon, du pognon ! ».

Le directeur général ne nous avait pas invités, mais nous avons fait comme si... Et comme il commençait à s'inquiéter de voir tant de monde envahir ses bureaux, il s'est empressé de se déplacer dans la cour pour répondre aux questions que nous avions à lui poser.

Les réponses ne nous ont pas satisfaits, c'est vrai, mais nous n'en attendions pas grand-chose. Cela a pourtant été réconfortant qu'à l'appel des organisations syndicales, plus d'un millier de travailleurs du trust se retrouvent ainsi. L'ambiance était sympathique. C'était une façon de marquer le coup, même si beaucoup savent qu'il faudra autre chose qu'une protestation à quelques centaines seulement et d'un seul jour, pour faire reculer le trust CGCT, filiale française d'ITT.

Correspondant LO

● DASSAULT - St-Cloud

Du " produire français " au " produire Dassault "

Actuellement, chez Dassault, le Parti Communiste mène une campagne, suivie dans le même sens par la CGT, sur la nécessité de produire non seulement français, mais plus spécialement de produire Dassault.

Il y a un mois, les militants du PC ont occupé durant un week-end une usine Dassault à Martignas. Ils voulaient ainsi empêcher la direction de déménager des bâtis du Mirage F1 vers une entreprise de sous-traitance, la Socata à Tarbes (le déménagement a finalement eu lieu, les CRS ayant fait évacuer l'usine). Depuis quinze jours, ce sont les militants du Parti Communiste d'Argenteuil qui occupent ou surveillent (on ne sait pas très bien, puisque le travail continue normalement) l'usine d'Argenteuil afin d'empêcher le déménagement des bâtis du Mirage F1 vers une entreprise en Espagne, la Casa. A Argenteuil, le PC fait beaucoup de battage, collage d'affiches et de badges à l'intérieur de l'usine. La direction se prépare à réagir, un huissier a d'ores et déjà constaté ceux des militants qui avaient des affiches en faisant ouvrir leur placard. Visiblement le PC se tient prêt à affronter les policiers sur cette affaire.

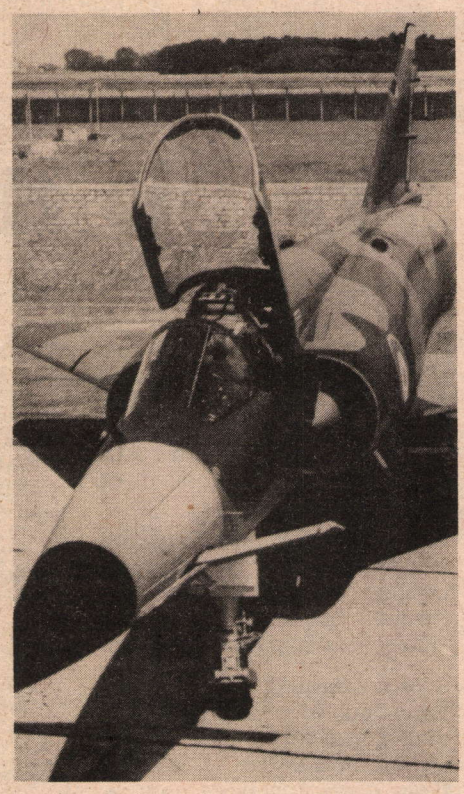
A l'usine de Saint-Cloud, le PC distribue des tracts où il déclare être « le meilleur défenseur de l'entreprise Dassault », **cela sans la moindre réserve sur le caractère de la production.**

Si cette campagne ne mobilise pas vraiment les travailleurs, ils y sont tout de même sensibles vu le contexte général.

Les licenciements ne semblent pourtant guère à l'ordre du jour chez Dassault. Mais si c'était le cas, il est possible de défendre le droit au travail ou le paiement des travailleurs sur le capital de Dassault sans pour autant réclamer d'être seuls à avoir le privilège de fabriquer des engins de mort sous le nom de Dassault.

Non, la défense des intérêts des travailleurs ne passe pas par la solidarité avec les capitalistes.

Correspondant LO



Dassault produit des engins de mort... Mais le Parti Communiste est fier de défendre « l'entreprise Dassault ».

● RENAULT - Centre Technique Rueil

Le prix d'un secret

Fin janvier, un cadre de la DRDA a été licencié pour avoir divulgué des secrets d'études à un journaliste concernant la nouvelle voiture que lance la Régie, la R 30 TX.

« La perfection de conduite change de marque ». Telle est l'étiquette que la Régie veut attacher à la R 30 TX grâce à une publicité certainement très coûteuse. Or, l'article publié par le journaliste dans une revue spécialisée critique **« la perfection de conduite »** du véhicule. Du fait d'une suspension trop souple, il perdrait beaucoup de son adhérence dans les courbes, ce qui **« implique un risque de tête-à-queue ».**

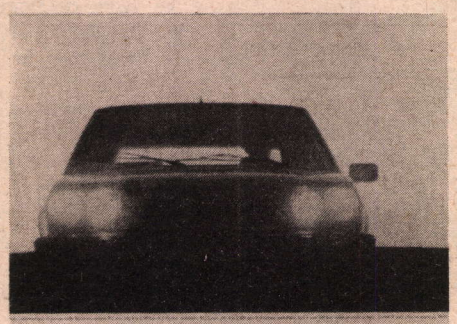
D'après ce journaliste, la Régie n'aurait pas atteint avec ce modèle de luxe (55 000 francs) les sommets de la sécurité.

La Régie n'a pas daigné répondre aux accusations portées dans la presse contre la R 30 TX ; elle n'est pourtant pas restée sans réaction.

A la mi-janvier, une note signée Vernier-Palliez, le P-DG de la Régie Renault, rappelait que chaque membre du personnel était tenu de respecter le secret professionnel. Et à la suite de cela, on apprenait qu'une procédure de licenciement était engagée contre un cadre.

Pour la Régie, il y a des choses qu'il ne faut pas dire, surtout si cela peut faire baisser la courbe des ventes de véhicules et son chiffre d'affaires.

Correspondant LO



La perfection de conduite change de marque.

La R30 TX : la perfection en matière de publicité ?

● RENAULT - Cléon

L'étalement des vacances vu par Renault

A Cléon, l'an dernier, la Régie avait fait beaucoup de publicité autour de l'étalement des vacances. Elle avait instauré la possibilité de les prendre au choix en juillet-août. Cela avait été présenté comme une *« grande mesure sociale »*.

Mais ceux qui pensaient innocemment qu'ils allaient pouvoir cette année prendre leurs congés aux dates qu'ils souhaitaient, sont en train de déchanter : comme la Régie tient à avoir du monde en août, ce qui n'enthousiasme pas grand monde, elle fait planer la menace de *« désigner des volontaires »* pour venir travailler en août s'il n'y en a pas assez pour le faire spontanément (à signaler que l'année dernière, ceux qui ont travaillé en août avaient été pris pour des « dindons » : un bus pour deux lignes, ce qui allongeait sérieusement les temps de route, entre autres).

A ceux qui protestent parce que leurs femmes ont des dates de congés différentes, on répond dans certains ateliers : *« Apportez un certificat »*. Et puis ensuite : *« On va étudier la question »*. Beaucoup de travailleurs sont ainsi dans l'incertitude.

Et en fait d'étalement des vacances, ce qu'elle veut, c'est 50 % du personnel en juillet, et 50 % en août.

Où irait-on si, pour prendre quelques semaines de liberté, on pouvait en plus choisir les dates en toute liberté !

Correspondant LO

Dites-le avec des fleurs

1979 est le 20e anniversaire de Renault-Cléon. Pour fêter dignement cette date, la Régie a donc décidé de ne pas être chiche : elle offre à tout travailleur deux paires de bleus, avec (quelle fantaisie !), l'écusson Renault...

Cela a au moins le mérite d'apporter un peu de gaieté dans l'usine : les alentours des appareils à boisson sont transformés en devantures de magasins de mode. Car pour nous permettre de mieux apprécier la beauté de son cadeau, la Régie a fait exposer les fameux bleus sur des mannequins dans chaque département.

Mais il n'y a quand même pas de danger que l'on confonde les ateliers de Cléon avec les salons de chez Christian Dior. La coupe des vêtements n'y est pour rien.

Correspondant LO

● SNIAS - Marignane

La direction tente d'empêcher la diffusion du bulletin Lutte Ouvrière

La direction de la SNIAS n'apprécie manifestement pas du tout le bulletin **Lutte Ouvrière** qui est publié sur cette entreprise, et elle s'efforce d'en empêcher la diffusion. C'est de Marseille que viennent de très nombreux travailleurs de la SNIAS amenés par un train spécial. Le train dépose les travailleurs à une halte spéciale d'où ils rejoignent l'usine par un petit escalier et un tunnel sous la route.

C'est sur le quai de cette halte qu'une partie des bulletins **Lutte Ouvrière** est diffusée, en dehors de l'entreprise par conséquent.

La dernière trouvaille de la direction a été d'installer tous les matins deux gardiens sur le quai, munis de talkies-walkies. Dès que les gardiens voient approcher les diffuseurs, ils appellent à l'aide par talkies-walkies, et le renfort, soit une dizaine de gardiens, se précipite aussitôt sur les diffuseurs pour leur arracher les paquets de bulletins Lutte Ouvrière des mains, afin d'empêcher la diffusion.

La CGT de l'usine s'est élevée contre ces méthodes dans un tract où elle écrit : **« Depuis plusieurs jours, des gardiens payés par la direction avec notre argent, sont postés à l'extérieur de l'usine sur le quai de la gare ! Ils ont fini par créer un incident en s'en prenant à ces jeunes qui distribuent des tracts. Que l'on ne soit pas d'accord avec le contenu de ces tracts, et nous sommes de ceux-là, est une chose, utiliser la violence et la provocation pour l'interdire est inadmissible et relève d'une bien curieuse conception de la liberté ».**

A l'usine, des délégués sont allés voir un représentant de la direction qui a refusé de les entendre sur ce point.

C'est avec raison que la CGT proteste : à la SNIAS-Marignane, la direction se comporte en patron de combat et bafoue à tout moment la liberté d'expression et la liberté syndicale. Son attitude vis-à-vis de Lutte Ouvrière est simplement un peu plus musclée.

Bon nombre de travailleurs ont été indignés de voir la direction s'ériger ainsi en censeur de leurs lectures.

Correspondant LO.

FILMS FILMS FILM

" Coup de tête "

de Jean-Jacques ANNAUD

Jean-Jacques Annaud, qui a également réalisé **La victoire en chantant**, un bon film anti-colonialiste, a fait avec **Coup de tête** un pamphlet corrosif contre le milieu du sport.

Ce film se passe dans une une petite ville de province dont les habitants suivent avec passion les exploits de leur équipe municipale de football.

Jean-Jacques Annaud égratigne tout le monde : le président du club, par ailleurs directeur d'usine, « **J'entretiens onze imbéciles pour en calmer huit cents autres** », les entraîneurs, le patron du café « Le penalty » qui vit de l'équipe et de ses supporters ; ces derniers ne sont pas non plus épargnés, qu'on voit hurler à pleins poumons « **Allez les Bleus** »...

Mais, si le petit monde du football « amateur » est largement pris à partie, le film vise plutôt la mesquinerie, l'égoïsme, l'hypocrisie, l'intolérance.

Avec l'équipe, ce n'est pas à du sport que l'on a affaire, mais à une véritable école de « je t'écrase pour passer avant ». Celui que l'on vénère, c'est la vedette ; les autres doivent jouer pour l'aider. Et gare à celui qui fait un faux-pas ! il a vite fait d'être rejeté de l'équipe de foot et de se retrouver sur le pavé, sans travail puisque le président de l'équipe est aussi le patron de l'usine locale.

Tout cela est traité avec drôlerie et Jean-Jacques Annaud n'est à aucun moment méprisant pour ceux qu'il met en cause. Quelques scènes, dont on aurait pu craindre qu'elles tournent au scabreux, sont rattrapées à temps. Le héros du film jette autour de lui, et sur lui, un regard acerbe, mais jamais méchant.

On rit de bon cœur... Un film très sympathique !

Jean-Jacques FRANQUIER

Gaumont Richelieu (2e) - Quintette (5e) - Odéon (6e) - Concorde Marignan (8e) - Lumière (9e) - UGC Gare de Lyon (12e) - Montparnasse Pathé (14e) - PLM Saint-Jacques (14e) - Convention (15e) - Mayfair (16e) - Wepler (18e) - Gambetta (20e).

" Coco la fleur, candidat "

de Christian LARA

L'histoire se passe aux Antilles, pendant une campagne électorale. Le candidat de la majorité est en position difficile. Son état-major suscite une candidature bidon, celle de Coco la fleur, avec le projet de récupérer ses voix au deuxième tour, par le jeu du désistement. Mais Coco la fleur a des choses à dire et il profite de l'occasion pour le faire.

Dès le début du film, le réalisateur nous avertit : « Les Antilles, c'est des belles images de cartes postales. Oui, mais... **Et c'est à ce « mais » qu'il s'attache tout au long du film, en suivant Coco la fleur dans sa campagne électorale auprès des travailleurs de la canne à sucre, des pêcheurs, des chômeurs...**

Cela donne un film sympathique, plein de couleurs et de musique, qui dénonce la condition faite aux Antillais. Mais l'ensemble reste un peu superficiel, car malgré l'annonce du début, l'auteur n'a pas résisté à la tentation de la carte postale, et les personnages qu'il met en scène y perdent un peu de leur réalité.

Marianne MARTIN

Palais des Arts (3e) - Maxéville (9e).

Derrière les cartes postales que nous montrent les agences de voyage, la réalité de la vie aux Antilles, c'est d'abord souvent la misère.

" Le pot de vin "

de Sergi CORBUCCI

A Naples, un petit avocat besogneux se trouve embarqué pour toucher un « pot de vin » de deux millions de lires, dans une sombre histoire de trafic d'influences. Celui-ci tourne vite à la guerre de gangs entre les promoteurs qui se disputent le marché immobilier de la ville, où la corruption généralisée semble faire partie du folklore. Les assassinats se succèdent à une cadence impressionnante, ainsi que les attentats à la bombe, les poursuites meurtrières et bouffonnes dans les rues de Naples ou sur les toits. Car le film se veut avant tout un divertissement.

Un commissaire de police, qui essaie de confondre les entrepreneurs véreux, ne tarde pas à être révoqué. Et on s'aperçoit à la fin du film que toute la ville était au courant des secrets que nos héros se sont acharnés à découvrir au péril de leur vie.

La morale de l'histoire semble être que chacun trouve son compte à cette corruption et qu'il est bien naïf de vouloir s'y opposer.

Il y a certes quelques bons gags, mais aussi bien des moments ni vraiment drôles, ni particulièrement passionnants, où Nino Manfredi a plutôt l'air de s'ennuyer, et nous avec.

Jean HAINAUT

Drôle d'embrouille

Une secte américaine qui lutte contre la richesse de l'Eglise a décidé d'assassiner le pape Pie XIII en visite à San Francisco. Une jeune femme, mêlée malgré elle à l'histoire et aidée de son ami policier, arrivera à faire échouer l'entreprise.

Le film accumule tous les poncifs des mauvaises séries américaines, assaisonnés d'un humour de très mauvais goût. A éviter.

Pierre FORESTIER

Sélection

Films récents

LE CYCLE.

Film iranien. Quelques jours de la vie d'un jeune paysan venu à Téhéran où, pour subsister, il se livre à de petits trafics. Quelques aspects de la misère dans ce pays.

Saint-André-des-Arts (6e). (5e).

BAKO, L'AUTRE RIVE.

Le calvaire d'un jeune paysan malien en route pour Paris. Une dénonciation des passeurs et des trafiquants qui vivent sur le dos des immigrés.

Palais des Arts (3e) - La Clef (5e)

BLUE COLLAR.

Trois ouvriers américains de l'automobile en butte à l'exploitation, à la bureaucratie syndicale et au FBI.

Quintette (5e).

L'HOMME DE MARBRE, du cinéaste polonais Andrzej Wajda.

La vie de l'ouvrier Birkut : comment on fabrique un héros du travail dans la Pologne stalinienne des années 1950. Et, indirectement, un document sur la Pologne d'aujourd'hui.

Hautefeuille (6e).

MOLIERE.

La vie de Molière, sa troupe de théâtre, son époque vues par Ariane Mnouchkine et la troupe du Théâtre du Soleil. Attention, le film dure quatre heures.

Studio - Raspail (14e) - Grands-Augustins (6e).

INTERIEURS.

Un film triste... de Woody Allen. Un homme de 63 ans, se rend compte que sa famille lui est devenu un carcan insupportable.

Studio Alpha (5e) - Paramount Odéon (6e) - Publicis Elysées (8e) - Paramount Opéra (9e) - Paramount Montparnasse (14e).

LA FEMME LIBRE.

Une femme est abandonnée par son mari. Elle décide de réagir.

Tourelles (20e).

L'ARGENT DES AUTRES.

L'évocation d'un scandale financier... pas si éloigné de la réalité.

UGC Opéra (2e) - Marbeuf (8e) - Cinq Parnassiens (14e) - Saint-Charles Convention (15e).

LA FIEVRE DU SAMEDI SOIR avec John Travolta.

Travolta... Tout beau, tout disco !

Lucernaire (6e) - Maxeville (9e).

et moins récents

LES GUICHETS DU LOUVRE.

En juillet 1942, la police parisienne, complice des occupants nazis, organise la rafle du Vel'd'Hiv. Des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants juifs y seront enfermés avant de partir pour les camps d'extermination.

Quartier Latin (5e).

LITTLE BIG MAN.

Un très vieil homme évoque sa vie mouvementée du temps de la conquête de l'Ouest américain par les Blancs. Une histoire vue du côté des Indiens.

Noctambules (5e).

CABARET, film américain de B. Fosse, avec Liza Minelli.

Dans les années 1930, à Berlin, pendant la montée du nazisme, les amours d'un jeune étudiant anglais et d'une chanteuse de cabaret.

Châtelet Victoria (1er).

LAWRENCE D'ARABIE, de D. Lean.

Un aventurier politique qui contribua à renforcer l'influence de l'impérialisme anglais au Proche-Orient au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Châtelet Victoria (1er).

UN TRAMWAY NOMME DESIR, d'Elia Kazan, avec Marlon Brando.

Studio Galande (5e).

LE SHERIF EST EN PRISON de Mel Brooks.

Dans une petite ville du sud des USA, le shérif est noir. Un film burlesque...

Templiers (3e).

LIVRES_LIVRES_LIVR

" L'IVANKIADE "

de Vladimir VOÏNOVITCH

Vladimir Voïnovitch, romancier russe contestataire, auteur des **Aventures singulières du soldat Tchonkine,** a écrit avec **L'Ivankiade** une seconde aventure burlesque et satirique, qu'il présente comme entièrement véridique, celle-là. C'est lui-même qui en a été le héros, obtenant de haute lutte pour sa famille le deux-pièces n° 66 de la coopérative de logement (nommé « L'écrivain de Moscou ») : et il a dû triompher pour cela des intrigues tortueuses de l'influent Ivanko (d'où le titre épique d'**Ivankiade**), appuyé par la complicité active et passive de tous les bureaucrates de l'arrondissement.

L'auteur et ses amis finissent par avoir raison des prétentions « territoriales » de l'impudent bureaucrate Ivanko qui, aux yeux des autres bureaucrates, a le tort d'être trop sûr de lui et trop peu malin.

Ce récit est une joyeuse satire des privilèges et des combines de la bureaucratie.

Vincent GELAS

L'Ivankiade, ou comment l'auteur emménagea dans son nouvel appartement, **de Vladimir Voïnovitch - Ed. du Seuil - 39 F.**

" Vive le centenaire du PCF "

de Guy KONOPNICKI

Membre du Parti Communiste depuis 1966, ancien dirigeant de l'Union des Etudiants Communistes, ancien président de l'UNEF, Konopnicki a donné sa « démission provisoire » du parti en octobre dernier. Il continue aujourd'hui à réclamer sa carte, mais sa cellule refuse de le réintégrer.

Vive le centenaire du PCF **est un « pamphlet-fiction », transposant le PCF tel qu'il sera en 2020. A peine sourit-on une fois ou deux à quelques astuces assez grosses, mais, sur cent pages qu'on nous annonce désopilantes, c'est peu ! En outre Konopnicki réussit la prouesse de ne rien laisser transparaître de ce qu'il pense lui-même des orientations de son parti.**

Manifestement, son problème n'est pas de défendre des idées politiques, mais de flatter ce petit milieu de la gauche intellectuelle qui reproche au Parti Communiste d'avoir perdu les élections (et quelques places du même coup), et qui découvre soudain en 1978 tout ce qui paraît-il ne lui plaisait guère au sein du PC comme en URSS auparavant.

Car au nombre de tous ceux qui, des Kehayan à Ellenstein, font mine de découvrir (après plus de cinquante ans) le poids du stalinisme en URSS et sur le PCF, Konopnicki n'innove en rien ! Et son pamphlet, pour laborieux qu'il soit, est au bout du compte bien dans la ligne !

Frédéric FERRIERES

Vive le centenaire du PCF de Guy Konopnicki - Editions Libres - Hallier - Prix : 19 F.

Réédition :

" Nouveau guide du militant "

de Denis LANGLOIS

Denis Langlois, dans ce livre, a mis à jour son **Guide du militant,** publié en 1972, en ajoutant à son texte les dispositions juridiques récentes, concernant par exemple les radios libres, et les décisions de tribunaux pouvant faire jurisprudence qui sont intervenues depuis. Il est en cela fidèle à son but initial : renseigner les militants sur leurs droits et obligations légales, sur l'attitude à observer face à la police et à la justice, en prison ou à l'armée, et de donner tous conseils utiles en matière d'expression politique (presse, affichage, réunions, manifestations, etc.) et concernant les militants étrangers.

Cet ouvrage d'un juriste sympathisant du mouvement révolutionnaire, abondamment illustré d'exemples, montre les limites de la loi en même temps que l'intérêt qu'il y a pour les militants à en tirer le meilleur parti possible, sans tomber dans le légalisme ni s'exposer inutilement à la répression. Sa lecture peut être utile pour mieux connaître l'arsenal répressif de la bourgeoisie.

V.G.

Nouveau guide du militant **de Denis Langlois - Ed. du Seuil - Coll. Points Politiques n° 71 - 311 p. - 16 F.**

" Le sang de l'espoir "

Samuel Pisar est actuellement un avocat spécialiste d'affaires internationales, il fait partie de l'entourage de Giscard d'Estaing, il a été conseiller de Kennedy, il cotoie les sommités de ce monde et a des amis, dit-il, à droite, au centre et même à gauche. Bourgeois libéral, sa grande idée est qu'il faut réconcilier l'Est et l'Ouest en multipliant les relations commerciales.

Le livre qu'il vient de publier, *LE sang de l'espoir,* nous est présenté comme un témoignage personnel de l'auteur sur les camps de concentration. Samuel Pisar est né en Pologne, il avait une dizaine d'années quand les troupes allemandes ont attaqué la Pologne. Envoyé à 12 ans à Auschwitz, il se retrouva seul à affronter la mort chaque jour dans ce camp puis dans d'autres où il fut transféré.

Mais ce n'est pas le premier témoignage sur cette période et celui de Samuel Pisar n'est pas des plus intéressants.

Contrairement à ce que pourrait laisser penser la présentation, il n'y a que le premier tiers du livre qui est consacré à l'évocation du passé et tout le reste n'est qu'une longue disgression sur le problème des relations Est-Ouest, qui sert de prétexte à l'étalage des relations de l'auteur.

M.V.

Le sang de l'espoir, *de Samuel Pisar - Ed. Robert Laffont - 45 F.*

"Une bouffée de mort"

de Isaac ASIMOV

Asimov est bien connu des amateurs de science-fiction et certains de ses romans — tels « Les robots » ou la série de « Fondation » — lui ont valu une célébrité justifiée.

Ici, il aborde le genre du roman policier. (A dire vrai, certaines de ses plus intéressantes histoires de robots, « Les cavernes d'acier » et « Les courants de l'espace », comportaient déjà une trame policière.)

Asimov qui enseigne la biochimie à l'Université de Boston, connaît bien le milieu qu'il décrit dans « Une bouffée de mort », puisqu'il s'agit du département de chimie d'une université américaine, de ses enseignants et étudiants. L'un d'eux semble avoir commis un jour une erreur de manipulation et il en est mort. Tout le monde penche pour la thèse de l'accident, sauf un enseignant qui y perdra sa place mais nous fera découvrir la vérité.

Le roman est mené tambour battant et l'énigme bien ficelée nous entraîne dans un univers (parfaitement fictif, a dû préciser Asimov à ses collègues universitaires) où les rivalités de laboratoire et une conception un peu tordue de l'honnêteté scientifique peuvent déboucher sur un drame.

P. LAFFITE

Une bouffée de mort de Isaac Asimov - 8 F.

" La puce à l'oreille "

Anthologie des expressions populaires avec leurs origines, de Claude DUNETON

Pourquoi dit-on « fier comme un pou » — alors qu'il n'y a rien de moins fier que cet animal ? La réponse se trouve dans le livre de Claude Duneton : « Le pou » en question — ou poul ou pol — est l'ancienne dénomination du coq, le mâle de la poule et le papa du poulet ! En effet, « fier comme un pou » veut dire « fier comme un coq ».

Page après page, l'auteur nous entraîne à travers les énigmes du langage courant. Il nous amène à nous poser des questions sur des expressions *a priori* évidentes : pourquoi dit-on « *trempé comme une soupe* », « *veiller au grain* », « *tirer au flanc* (ou au cul), « *reprendre du poil de la bête* » ? Autant d'expressions qui ont plusieurs siècles d'histoire, autant de problèmes que les lexicographes ont élucidés par de patientes recherches. Claude Duneton reprend leurs explications ou les démolit joyeusement en se livrant à ses propres hypothèses qui ne s'embarrassent pas de pudibonderie !

« *Avoir la puce à l'oreille* » n'est pas une expression si innocente qu'elle en a l'air : en s'appuyant sur des textes de l'ancien français, il montre que cette « oreille » était la façon de désigner le sexe féminin ; l'expression « *la puce à l'oreille* » pourrait bien être une image plaisante des démangeaisons amoureuses !

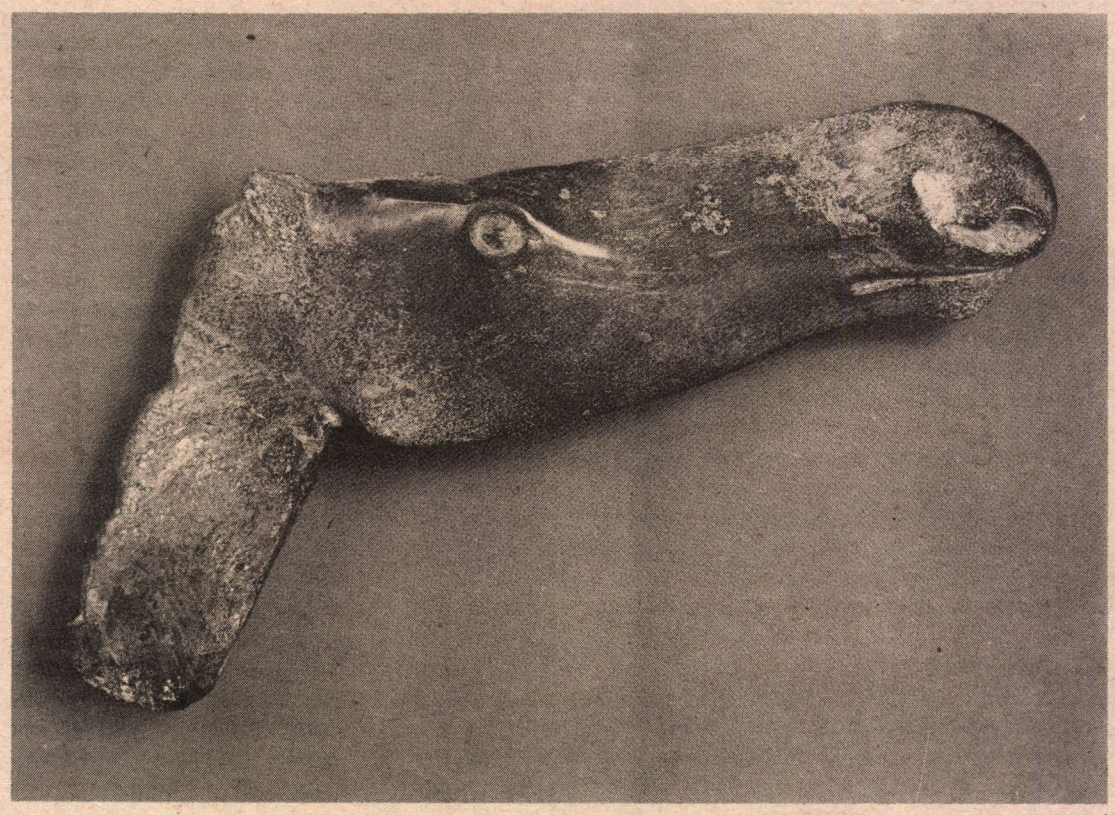
Il est rare qu'un livre un peu spécialisé sur la langue française soit aussi facile, amusant et même intéressant que celui de Claude Duneton. On y apprend à goûter toute la saveur des expressions que nous utilisons. Claude Duneton n'a pourtant pas cédé à l'affabulation, il a fait un travail scientifique basé sur une vaste connaissance du langage et une belle dose d'humour.

Yvette BLONDIN

La puce à l'oreille - Anthologie des expressions populaires avec leurs origines de *Claude Duneton - Ed. Stock - 380 p. - 52 F.*

—expositions—

« Avant les Scythes, préhistoire de l'art en URSS »



Cette exposition présente des objets mis à jour sur le territoire de l'URSS et datés d'avant l'empire scythe, qui s'est épanoui en Russie méridionale dans la seconde moitié du premier millénaire avant notre ère. Cette exposition fait suite à celle intitulée **L'or des Scythes,** qui s'était tenue il y a quatre ans à Paris.

Avant les Scythes présente donc, classés par époque et par zone géographique, statuelles, outils, vases et armes provenant de civilisations échelonnées entre le trentième et le premier millénaire, et de l'Ukraine à l'océan Glacial et au Pacifique.

Mais la volonté de présenter la « préhistoire de l'art », et rien que cela, a eu pour résultat de réduire à peu de choses les explications données sur les civilisations dont ces objets témoignent. Il reste donc surtout à admirer leur beauté plastique, en particulier celle des représentations d'animaux en ivoire, bois d'élan, terre cuite ou bronze, en ignorant tout des conditions d'existence, du degré d'évolution des peuples qui les ont produits.

Vincent GELAS

Avant les Scythes, préhistoire de l'art en URSS, **au Grand Palais - Métro Champs-Elysées-Clémenceau- De 10 h à 20 h, tous les jours sauf le mardi (mercredi jusqu'à 22 h) - Entrée : 9 F (samedi 6 F) - Jusqu'au 30 avril 1979.**

TELE TE

Sélection

Samedi 24 février

ANTENNE 2 - 22 h 15 - Alain Decaux raconte... **La révolte des vignerons.** En 1907, les soldats du XVII[e] régiment étaient envoyés contre les viticulteurs du Midi qui, touchés par une grave crise viticole, manifestaient. Ils refusèrent de tirer.

Dimanche 25 février

ANTENNE 2 - 12 h - **Chorus.** Cette émission doit être consacrée à John « Moon » Martin, guitariste et chanteur, et à George Duke, musicien de jazz et de rock.

FR3 - 17 h 30 - **Un comédien lit un auteur :** c'est François Périer qui lit **Crainquebille** d'Anatole France, écrivain plein d'humour, aux sympathies socialistes et qui fut, à la fin du XIX[e] siècle, l'un des défenseurs de Dreyfus.

TF1 - 20 h 35 - Film policier de Jean-Pierre Melville : **Le Doulos,** avec J.-P. Belmondo et Serge Reggiani.

ANTENNE 2 - 20 h 35 - Troisième partie du film **Holocauste,** intitulée **La solution finale.** L'année 1942, marquée par la poursuite de l'avance des armées nazies en URSS et l'utilisation systématique des chambres à gaz dans les camps.

FR3 - 20 h 30 - **L'aventure de l'art moderne.** Deuxième épisode de cette émission consacrée à la peinture : **le cubisme,** dont l'un des premiers représentants fut le peintre Cézanne.

FR3 - 21 h 40 - **Encyclopédie du cinéma français.** L'émission de C.J. Philippe présente **Albel Gance, ou le romantisme des années 30.**

FR3 - 22 h 40 - **Cinéma de minuit : La nuit,** de M. Antonioni, avec Jeanne Moreau et M. Mastroianni. Un homme et une femme, mariés depuis des années, ne se comprennent plus.

Lundi 26 février

FR3 - 20 h 30 - Film : **Fanny** de Marcel Pagnol, avec Raimu. Un classique du cinéma et la suite de **Marius.**

ANTENNE 2 - 20 h 35 - Emission de variétés : **Avec... Claude Nougaro.**

Mardi 27 février

ANTENNE 2 - 20 h 40 - **Les Dossiers de l'écran** sont consacrés au dernier épisode du film **Holocauste,** intitulé **Les rescapés,** qui relate en particulier l'insurrection du ghetto de Varsovie et la libération des camps par les troupes anglo-américaines à la fin de la guerre. Le débat qui suivra, sur le sujet **Vie et mort dans les camps,** réunira Simone Veil, ministre de la Santé et ancienne déportée, un procureur au procès des criminels de guerre nazis à Nuremberg après la guerre, d'anciens déportés, etc.

Mercredi 28 février

FR3 - 20 h 30 - Film d'aventures : **L'homme qui voulut être roi** de John Huston, avec Sean Connery. Deux aventuriers, aux Indes, en 1880, ambitionnent de devenir rois.

FR3 - 22 h 20 - **Concert Bartok :** le concerto pour orchestre, interprété par l'Orchestre National de France.

Jeudi 1[er] mars

FR3 - 20 h 30 - Western : **Le reptile** de Joseph L. Mankievicz, avec Kirk Douglas et Henry Fonda.

ANTENNE 2 - 20 h 40 - Film policier : **Le troisième homme** de Carol Reed, avec J. Cotten et Orson Welles. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, dans Vienne divisée en quatre zones d'occupation, un écrivain part à la recherche de son ami disparu.

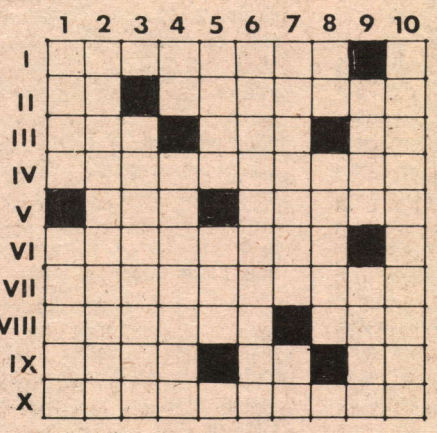
Vendredi 2 mars

FR3 - 20 h 30 - **Le nouveau vendredi : Le point sur la contraception.** Des femmes, des couples, etc., témoignent de la manière dont est appliquée la loi sur l'avortement.

ANTENNE 2 - 21 h 35 - **Apostrophes : Qui a tué ?** tel est le titre de cette émission pour laquelle Bernard Pivot a réuni différents auteurs de romans policiers : Boileau-Narcejac, Manchette, Léo Malet, etc.

ANTENNE 2 - 23 h - **Ciné-Club : Vincent mit l'âne dans le pré** de Pierre Zucca, avec Michel Bouquet. Un père et un fils se jouent mutuellement la comédie.

mots croisés



HORIZONTALEMENT. — I. Sera dans le vent. — II. Ile vendéenne - Battre à plate couture. — III. Ornement d'architecte - Pièce d'une charrue - Note. — IV. Souvenirs de guerre. — V. Donné avant le morceau - Brillent dans les artères. — VI. Jeté par le Malin. — VII. Des bombes qui ne font pas de mal. — VIII. Manque de souplesse - Petit du côté de l'Opéra, plus gros près de Rungis. — IX. Engloutit - Divinité égyptienne - Rouleau de papier. — X. Qui mettent en boule.

VERTICALEMENT. — 1. Un habit qui fait le moine - Bosse. — 2. Etat qui consiste à planer pour un piqué. — 3. Aime le vert. — 4. En trop - Affaiblir. — 5. Utilisé pour orienter, pas forcément avec succès - A moitié fidèle. — 6. Fera durer le plaisir. — 7. Raccommodé - Le temps de faire un tour. — 8. Possessif inversé - L'infarctus le guette. — 9. Paradis perdu - Dernier cri. — 10. Ils ne font pas de détail.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	P	O	L	Y	G	L	O	T	T	E
II	A	M	I	■	A	C	T	I	O	N
III	R	A	S	S	I	R	■	R	U	S
IV	A	R	I	O	N	■	M	E	R	E
V	M	■	E	E	■	S	I	■	N	M
VI	E	N	R	U	B	A	N	N	E	E
VII	T	I	E	R	S	■	E	E	■	N
VIII	R	E	■	■	■	■	T	R	O	C
IX	E	C	O	U	L	A	■	O	N	E
X	S	E	N	T	I	M	E	N	T	S

" HOLOCAUSTE " :

" Le chemin de Babi-Yar "

Dimanche 18 février, Antenne 2 transmettait la deuxième partie du film américain Holocauste. **La troisième partie sera diffusée dimanche 25 février, et la quatrième mardi 27.**

Dans le Chemin de Babi-Yar, **on voit les différents membres de la famille Weiss dispersés, à partir de 1939, dans toute l'Europe : le père, médecin de quartier, dans le ghetto de Varsovie ; l'un des fils au camp de Buchenwald ; l'autre fuit avec sa compagne vers l'URSS et parvient à Kiev déjà investi par l'armée allemande.**

En fuyant vers l'URSS, le jeune Rudi Weiss et Helga sont pris à Kiev : tous les Juifs de la ville doivent être « relogés ». Eux-mêmes réussissent à s'échapper. Les fusillades collectives sont organisées par des sections SS spéciales. A Babi Yar, près de Kiev, en deux jours de 1941, 34 000 victimes furent massacrées à la mitrailleuse devant les fosses communes. « Jamais personne ne nous croira. On nous traitera de menteurs » **dit, dans le film, Rudi Weiss, témoin involontaire de ce massacre inimaginable. Et de fait, les rescapés qui vinrent porter les nouvelles des massacres dans les ghettos furent tout d'abord difficilement crus.**

Mais le pire était encore à venir.

A Wannsee, près de Berlin, le 20 janvier 1942, l'état-major SS décide d'exterminer les Juifs de toute l'Europe. Le « protocole de Wannsee » précise : « La solution finale du problème juif en Europe devra être appliquée à environ 11 millions de personnes ». **Et ce furent 6 millions de Juifs d'Europe qui furent massacrés, c'est-à-dire 72 % de la population juive européenne et 40 % de l'ensemble du peuple juif (dont 2 800 000 Juifs polonais,1 500 000 Juifs russes de la zone occupée par l'armée allemande, 425 000 en Roumanie, 170 000 en Allemagne, 135 000 en Lithuanie, 90 000 en France parmi lesquels de nombreux réfugiés venus des autres pays, tous livrés par la police française, etc.).**

Pour mettre en branle cette « solution finale », les exécutions à la mitrailleuse ne suffirent plus. Les nazis mirent au point le gaz Zyclon B « aux effets plus rapides » **que les gaz d'abord utilisés contre les malades mentaux.**

Le chemin de Babi-Yar **évoque la situation jusqu'en 1941. A partir de cette année-là, les premiers camps de travail comme Dachau (créé en 1934), Buchenwald (en 1937), Mauthausen (1938) qui n'étaient pas des camps d'extermination, ne suffisent pas. C'est alors que furent créées les véritables usines de mort : Auschwitz, Maidanek, Treblinka, Struthof, Sobibor etc., avec leurs chambres à gaz. Dans toute l'Europe, on achemine vers les camps d'extermination les convois de millions de Juifs venant des différents ghettos ou camps de transit ou des rafles comme celle du Vel'd'Hiv à Paris l'été 1942, organisée par la police française (montrée dans le film** Les guichets du Louvre **prévu pour la télévision française, mais qui n'a jamais été retransmis sur les antennes !).**

Dans un premier temps, les familles disloquées, les hommes, les femmes, les enfants, pris au dépourvu, amenés vers l'inimaginable, vont au massacre en ne réalisant ce qui les attend qu'au tout dernier moment.

Mais ensuite, dans les différents ghettos comme dans les camps, la résistance s'est organisée, des hommes se sont insurgés, même s'ils furent presque aussitôt écrasés. A Varsovie, l'insurrection du ghetto dura des mois. La population tint tête à des milliers de SS appuyés par les tanks et l'artillerie, de janvier à mai 1943. Le tout début de cette résistance à Varsovie est évoqué dans la deuxième partie d'Holocauste.

Et le mérite de ce film, en faisant revivre le drame personnel des différents membres d'une famille juive allemande, tient aussi à ce qu'il détruit la légende antisémite d'un peuple juif plus résigné que les autres, en montrant entre autres l'organisation de cette résistance.

Huguette CHEVIREAU

Un combattant de l'insurrection du ghetto arrêté par les SS.

L'INSURRECTION DU GHETTO DE VARSOVIE

C'est le 16 novembre 1940, que fut officiellement créé le ghetto de Varsovie. Il existait déjà à l'état de projet depuis l'occupation de la Pologne par l'armée allemande, mais sa réalisation avait été repoussée grâce à l'opposition de Juifs varsoviens fortunés. Pourtant en octobre 1940, les autorités d'occupation en avaient terminé la construction : un rectangle de 2 kilomètres de long sur 600 mètres de large, comprenant 1 500 immeubles vétustes entourés d'une haute muraille. En janvier 1941 y vivaient 380 000 Juifs, soit une densité de population neuf fois supérieure à celle du reste de Varsovie.

Le gouverneur allemand avait déclaré hypocritement que cette mesure d' « isolement » était prise pour éviter la contagion en cas d'épidémie. En fait, c'est l'inverse qui se produit à cause des conditions sanitaires, de l'entassement (dans la première moitié de 1942, 13 personnes en moyenne logeaient dans une seule pièce), de la famine.

Pour les occupants, il s'agissait tout à la fois d'isoler la population juive du reste de la population polonaise et d'encadrer la communauté juive de façon à éviter une révolte du ghetto.

Pour ce faire, il créent un Conseil juif (Judenrat) qui a pour attributions de percevoir de multiples et grandissantes taxes, de recruter pour le STO (travail obligatoire réclamé par les nazis), de maintenir l'ordre grâce à une police juive, l'Ordnungdienst (OD). Le Conseil juif, composé des bourgeois et commerçants fortunés, pratique les pots de vin à l'égard des occupants et organise la chasse aux militants de gauche, aux « mauvais Juifs », sous le prétexte de ne pas laisser cette tâche à la Gestapo qui ne manquerait pas de l'accomplir avec de pires méthodes.

Dans le ghetto, parallèlement à la démoralisation des plus déshérités, règne l'apathie et une sorte d'espoir insensé que toutes les atrocités vont cesser. Contre cet esprit de résignation, une presse clandestine, (communiste, socialiste, sioniste) apparaît, qui émet des protestations, sans toutefois appeler à la révolte au début.

A partir de 1942, commence l'anéantissement du ghetto : après avoir totalement enfermé les Juifs, et dans un espace de plus en plus réduit, les nazis vont procéder à leur extermination. C'est le 5 août que l'ordre d'extermination arrive au ghetto. Entre le 22 juillet et le 3 octobre 1942, 310 000 Juifs sont déportés.

La police juive, qui aide à la tâche, sera déportée à son tour. A ce moment seulement, les organisations sionistes, les communistes et les socialistes forment un Comité juif de coordination qui dresse les plans d'une organisation juive de combat. La résistance commence.

Des détachements de SS procèdent à l'évacuation du ghetto, aidés par des régiments ukrainiens, lettons et lithuaniens. La résistance armée leur répond : les habitants du ghetto ont réussi à se procurer armes et munitions

Dans la nuit du 18 au 19 avril 1943, les SS envoient les blindés pour circonscrire la résistance, ils bombardent les immeubles systématiquement Fin avril, il ne reste plus du ghetto qu'un gigantesque brasier.

Mais ce ne fut qu'après la déportation de 90 % des habitants du ghetto que ceux qui restaient réalisèrent qu'il n'y avait pas d'autre moyen que de prendre les armes contre leurs bourreaux.

Car jusque-là, il leur était impossible de croire à l'incroyable. L'illusion que les persécutions allaient cesser, que l'on allait s'en sortir, était tenace.

Mais en 1943, la peur et la résignation ont fait place, malgré les pires difficultés, à une lutte héroïque dans laquelle les combattants ont retrouvé la dignité pour eux-mêmes et pour tout le peuple juif.

Viviane LAFFONT

Offensive chinoise au Vietnam

SEUL L'IMPÉRIALISME EST GAGNANT

Troupes chinoises près de la frontière sino-vietnamienne : l'entretien de la tension entre le Vietnam et la Chine coûtera cher aux deux peuples. (AFP)

Le 17 février, les troupes chinoises franchissaient les frontières du Vietnam. Les dirigeants de Pékin affirment tout haut que c'est pour punir le Vietnam d'avoir envahi le Cambodge, ou de persécuter les Hoas, Chinois du Vietnam, que le régime de Hanoï chasse en masse. La Chine n'admet pas que le Vietnam se soit aligné sur l'URSS, qu'elle considère comme son principal ennemi.

S'agit-il d'une expédition limitée dans le temps et dans l'espace, une sorte de démonstration de force après laquelle les troupes chinoises se retireraient de tout le territoire vietnamien ? C'est en tout cas ce qu'ont affirmé les dirigeants chinois au début des opérations. On peut supposer en effet que l'intention de l'armée chinoise n'est pas d'occuper le territoire vietnamien. Force était pourtant de constater, six jours après le début des hostilités, que leurs troupes ne s'étaient pas encore retirées et qu'elles avaient même investi des villes jusqu'à une trentaine de kilomètres à l'intérieur du territoire vietnamien.

Il est possible que leur maintien, six jours après, n'ait d'autre but que de démontrer que les dirigeants chinois ne se retirent ni sur l'injonction de l'URSS, ni sur la pression de l'armée vietnamienne, mais qu'ils le feront selon leur bon vouloir, quand ils le décideront, au moment qu'ils choisiront. Sans parler qu'il n'est pas nécessairement très facile pour la Chine de se retirer en évitant d'avoir l'air d'y être contrainte par une contre-attaque des Vietnamiens.

Mais si les troupes chinoises parviennent à occuper des villes comme Cao Bang et Lang Son, situées à environ une centaine de kilomètres de Hanoï, et si les dirigeants chinois décident de s'y accrocher durablement, cela signifierait évidemment un autre degré dans l'escalade. Car une telle tête de pont permanente constituerait une menace et un moyen de pression autrement plus important sur Hanoï.

Le Vietnam serait alors soumis à une pression militaire à la fois au nord par la Chine et au Cambodge, où est mobilisée une partie de son armée.

La capacité de résistance du Vietnam sera à la mesure de l'appui que le régime trouve dans la population. Il est difficile de savoir si les affirmations du journal Le Monde, prétendant que « les jeunes recrues du Sud ne semblent guère plus enthousiastes à se battre sous la bannière rouge à l'étoile d'or de Hanoï que sous le drapeau jaune à bandes écarlates du régime de Saïgon » — c'est-à-dire de feu le régime de Thieu — sont exactes. Mais il est certain que cette guerre montrera dans quelle mesure les dirigeants de Hanoï ont trouvé un véritable appui dans la population du Sud-Vietnam, et aussi dans quelle mesure leur intervention au Cambodge bénéficie d'au moins une certaine neutralité bienveillante d'une partie de la population khmère.

Et l'attitude de la Chine sera probablement liée aux conséquences que son intervention militaire aura déclenchées au Vietnam même.

LA CHINE GARDIENNE DE L'ORDRE ET DU STATU-QUO CONTRE L'URSS

Si, sur la portée et l'ampleur de l'action militaire engagée, bien des hypothèses sont encore ouvertes, les choses sont claires par contre quant à la portée politique que les dirigeants chinois ont voulu donner à leur geste. Car c'est avant tout d'un geste politique qu'il s'agit, geste politique appuyé par une démonstration militaire.

La Chine, en franchissant la frontière du Vietnam, a voulu prouver qu'elle est la gardienne de l'ordre et du statu-quo dans le Sud-Est asiatique et que tous ceux qui menacent ce statu-quo auront affaire à elle. Cet avertissement s'adresse à tout le monde : aussi bien aux gouvernements qu'aux peuples de la région. Ce geste vise également l'URSS, et vise à démontrer que cette dernière est incapable de faire quelque chose pour son allié. Il vise à prouver que non seulement les tentatives de l'URSS pour se trouver des alliés dans cette région se heurteront à la volonté politique de la Chine, mais qu'elles se heurteront également à sa puissance militaire.

Et c'est là que l'intervention chinoise au Vietnam sert parfaitement les intérêts de l'impérialisme, des Etats-Unis en particulier. Il est difficile de savoir précisément si ceux-ci étaient ou pas au courant officiellement de la volonté chinoise d'intervenir, et s'ils ont donné leur bénédiction, bien qu'il y ait toutes les raisons de penser qu'ils étaient informés au moins en partie. Deng Xiaoping, lors de son voyage à Tokyo et aux Etats-Unis, ne s'est en tout cas pas embarrassé pour laisser entendre sa volonté de punir le Vietnam.

Agissant en accord avec les USA ou pas, la Chine se comporte comme son allié de fait. Le Sud-Est asiatique, malgré le retrait des troupes américaines, reste un point chaud. Mais maintenant ce n'est plus à l'impérialisme qu'il incombe d'y maintenir l'ordre et de faire obstacle à toute tentative de l'URSS d'y étendre son influence. La Chine le fait à sa place. Tout changement de gouvernement ou tout mouvement populaire qui pourrait avoir pour conséquence de rapprocher un pays quelconque de l'URSS se verraient contrecarrés par l'action de la Chine. C'est bien parce que le Vietnam a contribué au remplacement du régime du Cambodge par un gouvernement qui lui était favorable, c'est-à-dire indirectement moins hostile à l'URSS que le précédent, que les dirigeants de Pékin ont décidé de « punir » le Vietnam. Ce rôle, qui était jusque-là directement assuré par le gendarme américain, sera dorénavant sous-traité par le gendarme chinois.

Cela fait un bout de temps que la Chine se propose à cette fonction, mais cette fois-ci elle vient de faire la démonstration vis-à-vis de l'impérialisme que ce n'était pas des paroles en l'air.

UNE GUERRE ENTRE DEUX PAYS SOUS-DEVELOPPES, QUI NE SERT QUE L'IMPERIALISME

Jusque-là, l'intervention chinoise semble bien calculée pour ne devoir aller au-delà d'une certaine limite et pour ne pas provoquer des complications internationales trop grandes. L'URSS comme les Etats-Unis se gardent d'envenimer le conflit au-delà de ce qui les impliquerait plus directement. Tout cela ressemble à une gigantesque partie d'échecs diplomatico-militaire. Mais les pièces de ce jeu sont en chair et en os, et cela se traduit d'ores et déjà par des milliers de morts de part et d'autre.

Si dans cette guerre, ni le peuple chinois ni le peuple vietnamien n'ont quoi que ce soit à gagner, ils ont énormément à perdre. Dans la guerre elle-même d'abord et ensuite dans tous les sacrifices que l'entretien d'une tension permanente imposera aux Vietnamiens comme aux Chinois. Le Vietnam, sorti exsangue de trente années de guerres incessantes, martyrisé par les troupes de l'impérialisme français puis celles de l'impérialisme américain, ayant à peine entamé sa reconstruction, n'avait pas besoin de cela. Le peuple chinois non plus. Car si les conséquences de la guerre se feront moins sentir sur un peuple de la taille et de la population de la Chine que sur le Vietnam, la Chine reste tout de même un pays pauvre, sous-développé, et dont les ressources détournées vers l'effort de guerre feront cruellement défaut ailleurs.

Même si la guerre reste limitée, elle aura contribué à creuser entre ces deux peuples, dont les intérêts sont les mêmes face à l'impérialisme, un fossé de sang qui pèsera dans leurs relations futures. Et c'est à partir de là, de cette division entre les peuples des pays sous-développés, que la domination de l'impérialisme trouvera encore de beaux jours.

De cette guerre, dont la Chine a pris l'initiative pour affirmer son rôle de gendarme, de gardien de l'ordre dans la région, c'est l'impérialisme qui sortira vainqueur.

Louis GUILBERT

Ce n'est jamais la faute des vrais responsables

Peyrefitte est inquiet. Il l'a récemment déclaré à la télévision : il y a danger d'une troisième guerre mondiale et celle-ci proviendrait d'un conflit entre deux pays qu'il qualifie de « communistes » : l'URSS, par Vietnam interposé, et la Chine.

Autrement dit, bon peuple, retiens la leçon : s'il y a la guerre, ce sera de la faute des communistes...

Mais au fait, pourquoi la guerre viendrait-elle de là-bas ? Et en quoi la France pourrait-elle être concernée par ce conflit de l'autre bout du monde ? Décidément, Peyrefitte va vite, en évoquant l'éventualité d'une troisième guerre mondiale, à déclarer : « C'est la faute des Vietnamiens ». Comme si par avance il cherchait des excuses à l'engagement de la France dans le sillage des Etats-Unis, et des Etats-Unis dans celui de la Chine.

En 1914, à ce qu'il paraît, on allait mourir pour Sarajevo, et en 1939, pour Dantzig. Cette fois-ci, Peyrefitte voit poindre le danger de mourir pour Lang Son.

Ceux qui nous gouvernent ont, d'une génération à l'autre, la même imagination pauvre dans le mensonge, même si Peyrefitte a sans doute forcé la sienne.

Pierre BUISSON